

2.50 F

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 fr.; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 2,20 m.;
 Allemagne, 10 DM.; Belgique, 100 fr.; Hollande,
 20 fr.; Capoue, 5,10; Congo-Indochine, 23,5 CFA;
 Danemark, 5 kr.; Espagne, 60 pes.; E.-O., 35 p.;
 Grèce, 40 dir.; Iran, 125 rils.; Irlande, 65 p.;
 Italie, 700 li.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 fr.;
 Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
 40 esc.; Royaume-Uni, 10 s.; Suède, 3,75 kr.;
 Suisse, 1,30 fr.; E.-O., 95 CFA; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 31

S. RUE DES ITALIENS
 75127 PARIS CEDEX 05
 C. C. P. 4207-23 PARIS
 Téllex Paris ne 658572

Tel = 244.72.73

POINT

Apparences et réalités du crédit

En se fixant comme objectif une croissance de la masse monétaire de 10 % en 1981 contre 11 %, le gouvernement entend faire preuve de rigueur et de courage dans une période d'incertitude où il pourrait être tenté par un certain laxisme, en reconduisant le chiffre de 11 %. De fait, dans le climat actuel, les milieux bancaires et le public peuvent y voir un durcissement de l'encadrement du crédit. Les normes de crédit seraient-elles à être significatives aux banques par l'institut d'émission ne vont-elles pas être diminuées de 1 % ?

C'est oublier, toutefois, deux éléments majeurs. Le premier est que l'économie française va connaître en 1981 une période de quasi-stagnation, avec un ralentissement net de l'expansion, et, vraisemblablement, un freinage du rythme d'inflation, qui pourrait atteindre un ou deux points.

Le second est qu'une petite révolution s'est produite cette année sur le marché financier français : la valeur des émissions d'obligations a bondi, passant, pour les neuf premiers mois de l'année, de 44 milliards de francs à 87 milliards de francs, tous les records étant pulvérisés. Le formidable transfert de l'épargne courte sur l'épargne longue a deux conséquences.

Il permet à la fois au Trésor de financer le déficit du budget sur des ressources non monétaires (30 milliards de francs en 1980) et aux entreprises bénéficiaires des crédits, directement et indirectement, de moins recourir au crédit des banques. Encore ces dernières ont-elles pu augmenter de 13 % à 14 % le montant de leurs crédits cette année, grâce à une série de « soupapes » : les emprunts en devises, les emprunts obligataires, les décaissements anticipés et dérogations à l'encadrement qui leur sont consenties pour l'exportation et le logement.

Enfin, un léger assouplissement a été concédé en ce domaine, puisque le pourcentage de réintégration des crédits dans ces secteurs va être ramené de 50 % à 40 %, et que la progression des ventes à tempérament financées sur ressources monétaires à court terme sera maintenue à 9 % l'an prochain, en raison de la situation de l'automobile. Peut-on parler dès lors de resserrement ? A l'évidence non.

Bonnes copies

DEL DE LITTÉRATURE

avant de la Pologne

« Je ne voterai pas pour un socialiste atlantiste »

mais son succès, qui doit peu au
railllement tardif et mesuré de la
majorité, étonne.

(Lire la suite page 12.)

CZESŁAW MIŁOŚZ, PRIX

Le plus grand poète vivant de la Pologne

En proclamant le lauréat, l'Académie suédoise a déclaré vouloir honorer un écrivain qui, « avec une lucidité sans compromis, exprime la condition de l'homme livré à un monde de conflits aigus ».

Czesław Miłosz est actuellement professeur à l'université de Berkeley aux Etats-Unis. Il est considéré comme le plus grand poète vivant polonais. (Voir page 36.)

A la Foire du livre


A la Torre du livre
de Francfort

A la Foire du livre de Francfort

L'AFRIQUE EN VEDETTE

Lire page 15, notre article sur Tchicaya U. T. S. M., et page 20, nos articles sur l'essai de René Dumont et les divers autres livres concernant l'Afrique.

Lire également, dans « le Monde des Livres », pages 15 et 19, les articles de Christian Delacampagne et de Michel Contat sur la dernière œuvre de Gilles Deleuze et Félix Guattari, et sur « l'Anti-Édipe ».



Edgar Morin

La Méthode

La Vie de la Vie

Il est devenu vital de penser la vie...

Après *La Nature de la Nature*, voici *La Vie de la Vie*, le deuxième tome de *La Méthode* d'Edgar Morin.

SEUIL

LA VOIE POLONAISE

L'histoire désenchantée

L'échec des conversations entre les syndicats libres polonais et le pouvoir, les avortements de Moscou et l'épuration du parti attirent l'attention de nouveau sur la Pologne. Vassil Vassilev analyse les trois composantes de la révolution « spontanée » qui s'y déroule, et qui, tout en empruntant certains de ses traits à mai 1968, s'en distingue en ce sens que ce qui était alors contesté était l'abondance et que ce qui l'est aujourd'hui c'est la pénurie.

Paul Thibaud souligne la portée capitale des événements de l'été en parlant d'une histoire désenchantée : ils ont montré, en effet, la faiblesse fondamentale de l'argument si souvent invoqué de la fatalité historique. Enfin, Jean Cussat-Blanc montre que toute révolution se faisant au nom de la vertu, le danger qui la menace quand elle est victorieuse, est d'en faire profession.

Il ne s'agit cette fois ni d'un dégel ni d'une explosion ; il ne s'agit pas seulement d'une décomposition brutale qui révélerait périodiquement la fragilité des régimes communistes, il s'agit de la mise en route d'un processus qui peut mener au dépassement d'un totalitarisme dont la force principale était de se présenter devant les peuples d'Europe (à l'Est et aussi à l'Ouest) comme une fatalité historique ou géographique.

A Gdansk, c'est donc l'histoire de notre continent qui s'est désenchantée, c'est l'imagination historique qui se réveille. Encore faut-il que nous sachions poursuivre après ce grand commencement. Ce qui suppose d'abord que l'on comprenne la nouveauté du mouvement polonais.

Ce mouvement se distingue par la sobriété des discours. Aucun dévouement, pas de déclarations éloquentes, sarcastiques, théoriques comme en 1956 et en 1968. A cet égard, la Pologne est en avance, en Pologne, la cause est désormais entendue pour tout le monde hors de l'appareil du parti ; inutile donc de ressasser une critique inutile. La critique en effet ne peut s'adresser ni à un appareil

par PAUL THIBAUD (*) incapable de se réformer lui-même ni à une opinion qui n'a de prise sur rien. Renoncer à dénoncer le parti et ses dirigeants, demander simplement qu'on permette aux ouvriers et plus généralement aux Polonais de s'organiser eux-mêmes, c'est non seulement agir avec prudence, ne pas heurter de front un pouvoir inamovible, c'est surtout dépasser de vieilles tentations, celle de l'impuissance ramassée, celle de l'autodénigrement, celle de se lamenter sur son propre sort, celle de s'en remettre au bon communisme. Un pas décisif est franchi quand on passe de l'accusation portée contre le pouvoir à l'auto-organisation du peuple.

A cette « invention » de la solution ont contribué beaucoup de gens en Pologne : dans l'opposition, parmi les intellectuels non asservis, dans l'Eglise. Cette nouveauté est plus qu'une habileté tactique, elle a aussi un sens spirituel. Ne pas fonder une activité politique sur la désignation d'un ennemi qui devient vite un bouc émissaire, mais sur le dépassement de sa propre passivité, de son propre consentement au mensonge.

Défendre l'homme et non le transformer

Non moins frappante pour des gens habitués à notre pratique politique occidentale : l'absence de tout ce qui ressemble à un « projet de société », comme on dit ici, à une vision idéale. De cet aspect, de tous les « avenirs radieux », le régime s'est trop servi. Plus question en Pologne de transformer l'homme selon un plan quelconque, il s'agit seulement de le défendre. Ce n'est pas un recul dans la mesure où, au lieu de se reposer sur les alibis que fournissent les grandes visions d'avenir, on cherche le sens possible, le sens pratique et moral d'une action présente. Défendre les gens et leurs droits, ce n'est pas une action négative, une action limitée et sans horizon, c'est une manière d'aller vers l'avenir non avec un plan tout fait mais à la lumière des exigences ressenties dans le présent, incarnées dans des actions

concrètes comme celle de remplacer ces honteuses escroqueries qu'étaient les syndicats officiels ou celle de refuser le gaspillage du travail humain qui règne dans l'économie bureaucratique.

Cette reconstruction sociale veut entreprendre les Polonais correspond évidemment à la limitation fondamentale qui leur est imposée : le pouvoir de l'appareil communiste ne peut être mis en cause. La question du pouvoir n'est pourtant pas laissée purement et simplement de côté, elle est traitée différemment. La dialectique politique qui commence en Pologne ne repose ni sur l'opposition de plusieurs projets de société ni sur la lutte pour le pouvoir (c'est pourquoi on ne peut pas sérieusement y envisager le multipartisme, mais sur l'interaction pouvoir/société. En face d'une société

(*) Directeur d'Esprit.

De la contestation de l'opulence à celle de la pénurie

par VASSIL VASSILEV (*)

Les récentes transformations en Pologne résultent de la combinaison de trois principaux facteurs : l'émancipation de l'Eglise catholique, dont l'influence a atteint son apogée avec l'élection de Jean-Paul II, le développement de l'opposition intellectuelle, l'émergence d'un mouvement de travailleurs dans les grands centres industriels. Ce qui caractérise ces trois facteurs de contestation, c'est leur développement autonome et spontané ; sans oublier leur fertile collaboration pure de toute prétention de l'un à dominer les autres.

On constate le même spontanéisme au niveau de la stratégie révolutionnaire.

Spontanéisme des foules qui acclament Jean-Paul II lors de son voyage en Pologne. Spontanéisme des travailleurs dans les centres industriels qui se mettent en grève et avancent des revendications économiques vite transformées en revendications politiques : création des syndicats autonomes, suppression de la censure... Ce n'est pas un centre révolutionnaire unique qui a lancé le mot d'ordre de grève générale, ce sont des travailleurs qui se sont mis en grève, avec des revendications précises, avant que soient formées des comités locaux et inter-entreprises.

Le spontanéisme du mouvement révolutionnaire actuel en Pologne nous rappelle d'autres révolutions de ce type : celles de 1905-1906 et de février 1917 en Russie, les révolutions de Berlin en 1953, de Pologne et de Hongrie en 1956 et de Pologne de 1970 et 1978. Partout où ces révolutions ont pu survivre pour quelque temps, les organes dirigeants furent formés après la victoire du peuple dans la rue ; partout elles proclamèrent les mêmes principes : démocratie directe, auto-administration et liberté totale d'expression.

Ce processus révolutionnaire, qui s'oppose radicalement aux révolutions de type stalinien comme celle de Lénine ou des révolutions de palais sous l'An-

cien Régime, comporte certaines analogies avec les mouvements sociaux en Europe occidentale. Les comités de grève sont assez proches des commissions ouvrières en Espagne sous Franco. Les méthodes d'occupation des usines, la discipline, les mesures prises pour la protection des biens de production, sont profondément inspirées par le mouvement de mai 1968 en France. Mais celui-ci était, avant tout, économique, même si le « détonateur » fut franchement libéral : la satisfaction des revendications salariales isolées vis-à-vis des entreprises politiques, tout au moins dans les usines. Tel n'était pas le cas à l'été dernier en Pologne : la satisfaction des revendications matérielles plutôt que de l'apaiser, a scellé la grève générale. La transformation réussie de la grève économique en grève politique est certainement la conséquence directe de la faillite d'une politique économique. Elle n'aurait certainement pas été rendue possible sans le sens aigu de discipline et de responsabilité dont ont fait preuve les grévistes et leurs dirigeants.

Le rôle des intellectuels

Autre originalité : le rôle particulier joué par les intellectuels.

En Occident, les idéologies socialistes ou socialisantes qui s'inspirent du marxisme-léninisme ont toujours prétendu que la classe ouvrière est incapable de s'émanciper sans le concours des intellectuels. Cette thèse est largement partagée par les idéologies libérales. Lénine

(*) Maître assistant associé de droit soviétique et d'économie sociale à l'université de Paris-X-Nanterre.

plus loin, il proclame dans son ouvrage fondamental sur la stratégie révolutionnaire que faire ? que : « La conscience politique de la classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. »

Pour le père de la révolution d'Octobre, ce message de salut sera apporté par une élite, issue par nécessité de la classe dirigeante de l'époque, c'est-à-dire la noblesse.

Les événements qui viennent de se produire en Pologne mettent en évidence le rôle limité des intellectuels, comme c'était le cas en 1905-1906 et en février 1917 en Russie et dans les autres révolutions depuis 1945, en Europe de l'Est. Les intellectuels de l'été polonais ont été réduits au rôle d'« experts » du côté des travailleurs et de boucs émissaires du côté du gouvernement, qui les a qualifiés d'« éléments antisocialistes ». Et pourtant leur rôle, dans la préparation du terrain, fut considérable.

Voilà pourquoi il faut écarter qu'aucune composante ne peut prétendre avoir joué un rôle dirigeant par rapport aux autres. Enfin une dernière originalité de l'été polonais. Comme les deux révolutions spontanées de Russie, comme celles des pays de l'Est depuis 1945, la révolution polonaise de 1980 a eu comme origine une grave crise d'approvisionnement en produits alimentaires. Ce qui caractérise les crises économiques de type soviétique c'est en effet la pénurie, alors que les crises du capitalisme sont dues à la surproduction. C'est là, sans doute, la différence fondamentale entre mai 68 en France, qui contestait la société d'opulence, et l'été 80 en Pologne qui conteste la société de pénurie.

Quelle belle perspective pour le monde moderne développé si l'on pouvait échanger, d'une façon plus rationnelle, la surproduction des uns contre la pénurie des autres !

Le professionnalisme de la vertu

par JEAN CUSSAT-BLANC (*)

LÉNINE conçut et décida le professionnalisme révolutionnaire en condition de la victoire de la Révolution. Le dévouement de l'amateur, pour grand qu'il soit, ne saurait s'insérer dans l'organisation de type militaire qui seule permettrait de triompher de l'autocratie russe. Les « journées » d'octobre sont les premières dont l'analyse révèle une stratégie : un plan d'action basé sur l'occupation immédiate des points stratégiques.

Et il est vrai, l'improvisation révolutionnaire ne fut victorieuse qu'en des circonstances exceptionnellement favorables, les Trois Glorieuses, février 1948, et jamais décisives. La royauté bourgeoise préserve de la République, et la Seconde République ne surmonte pas ses contradictions originelles. Ses défaites, par contre, sont cruelles et de longue conséquence. Juin 1948, par son massacre d'ouvriers, ouvre la voie à l'Empire et celui qui clôt la Commune de

Paris détermine une impuissance ouvrière de vingt ans. Aujourd'hui encore, l'incapacité à l'organisation ou l'incapacité à s'unir des mouvements révolutionnaires sont à l'origine de leurs sanglants échecs, en Amérique du Sud notamment.

Mais si le professionnalisme révolutionnaire est une condition de la victoire de la révolution, après sa victoire, il devient le pire danger qui la menace. Non en son établissement mais en sa vérité, c'est-à-dire en sa légitimité, en sa raison d'être.

Le garant du pouvoir révolutionnaire est le parti. Un choix d'hommes et de femmes (peu) qui d'abord s'est fait à travers les périls affrontés et selon la qualité de l'engagement. L'épreuve achevée, le pouvoir récompense les fidélités, et, du haut en bas de l'organisation étatique, s'installe, garantie de la révolution, la hiérarchie des permanents.

Une mue inévitable

La mue en bureaucratie est inévitable. Comme celle du militant en technocrate quand il devient un dirigeant. L'exemple de Gierk est significatif. Le parti de la classe ouvrière, expression du peuple, se tasse en parti qui décide au nom de la classe ouvrière comment elle doit exprimer la volonté du peuple. Et, comme de tout ce qui participe d'une organisation de type militaire, sa dégradation en despotisme est inévitable. Inévitable, avec toutes ses conséquences — notamment l'établissement ou le rétablissement du privilège.

Ainsi le soul et les effets de l'établissement conduisent des hommes sincèrement attachés à l'idéal socialiste à ne pas percevoir combien il est — j'allais dire normal — humain que les dirigeants « issus de la classe ouvrière » en première génération du pouvoir ouvrier se trouvent par les naturelles faiblesses du tempérament, de l'amitié, du népotisme à l'origine d'une succession sinon d'un héritage du pouvoir ; mais en même temps il leur arrive de ne plus voir, ou d'accepter de ne plus voir, combien il est en contradiction avec les finalités socialistes et scandaleux qu'une sédimentation du pouvoir révolutionnaire lui donne les traits et vices du pouvoir qu'il s'était donné mission d'abolir.

Que le seul privilège que se doit et se peut accorder une élite gouvernante issue de la classe ouvrière soit celui du don de soi au salut et au bonheur communaux de son peuple devient plus encore qu'acceptable, inintelligible au parti, dont la définition marxiste sous-entend qu'une loyauté généreuse est la raison de sa légitimité. L'adhésion au parti conduisait un engagement ; elle ré-

pondait à un besoin, voire à un calcul de sécurité. Elle révélait un courage appelé parfois à devenir héroïque ; elle peut n'être plus que la conclusion d'une lâcheté.

Les gouvernements dits socialistes ou populaires et le parti dit de la classe ouvrière ne le seront — et par là au service de la communauté du peuple et son expression — que s'ils renouent immédiatement et inconditionnellement à tout privilège, et tout d'abord au plus odieux, celui qui les restitue petits bourgeois capitalistes : l'octroi dans des lieux réservés à une nourriture sélective et à des biens particuliers. De telles pratiques sont si contraires au socialisme et à sa morale, même léninienne, c'est-à-dire à l'utilité révolutionnaire, qu'elles ont provoqué une colère connue du premier polonais et que le ministre chargé de négocier avec les grévistes de Gdansk n'a pu, n'a su, que nier leur existence ignorée de personne.

Toute révolution se fait au nom de la vertu, qu'elle soit la vertu civique, le dévouement à la justice sociale sous le nom de défense du prolétariat ; et même quand elle est la contraire de la révolution et qu'elle défend des intérêts inavouables sous les vocables de la patrie ou de la religion. C'est pourquoi la perversion qui la guette est le professionnalisme de la vertu. Il la marque de ce visage clercal — cette onction — que le Kyo de la Condition humaine découvre dans le représentant du Komintern et qui, quand il ne recouvre pas l'innocence du don de soi, dont le nom exact est sainteté, n'est plus que le plus hideux visage d'homme, celui de Tartuffe.

(*) Fondateur-directeur de Résurrection.

PHILIPPE SOUPAULT

en
joue!



Lachenal
& Ritter

De tous mes romans,
c'est celui que je préfère.
Philippe Soupault
à Bernard Pivot
Ah! vous en avez!

Le témoignage le plus puissant
peut-être sur la fleur de
cette génération. Jean Prévert.

Pivot nous frustré
des détails sur Vaché, Crouel ou
Drieu (ils sont les clefs des
personnages de
son roman En joue!),
sur lesquels nous curions aimé
presser Soupault de
questions oiseuses.
Michel Cressole, Libération.

DIFFUSION GARNIER

EUROPE

Pologne

M. Jagielski apparaît comme l'homme fort du gouvernement remanié

Varsovie. Le « suspense » haletant qui, sous l'aedon, avait précédé la signature des accords de Gdansk est molié. Aucune nouvelle partie au bord du gouffre ne s'annonce, dans l'immédiat du moins. Il n'y a plus de grève, et la rentrée universitaire, tant redoutée, s'est faite dans le calme. Pour un peu, tout semblerait rentrer petit à petit dans l'ordre — malgré les déchirements du pleinum du parti (cf. *le Monde* du 7 novembre) — mais cette liele impressionnante de problèmes insolubles, de la dette extérieure à l'approvisionnement, de l'augmentation des salaires à celle de la productivité, des rapports pouvoir-syndicats à la pénurie d'énergie. Et puis, un événement historique. Une session du Parlement (mercredi) à catbre — aide à comprendre. Le pays a survécu au séisme, mais la terre s'ourdement, inexorablement, continue à trembler, à faire tanguer le paysage.

Quand s'ouvre la séance, l'ennui habituel de la fiction parlementaire dans les pays communistes déserte la salle. Le menu offre en entrée : le retour de la Chambre suprême de contrôle (NIK) aux autorités des députés, auxquels le gouvernement l'avait ravie du temps de M. Gierak. Le plat pourrait avoir une saveur. Il s'agit, dit-on, d'accroître le rôle du Parlement, de lui donner des pouvoirs d'investigation, de favoriser la chasse aux abus, bref, de démocratisation. Mais la langue de bois a déjà tué ces mots et l'unanimité dans l'approbation endort.

On attend autre chose : savoir si le général Moczar sera ou non réélu président de cette NIK. Si oui, il ne devrait pas, en principe, entrer au bureau politique bientôt, comme on le murmure. Ce général, héros des anciens combattants, incarnation du communisme nationaliste, est un personnage à part en Pologne. Il a trébuché le pouvoir en 1970 après avoir organisé la campagne antilemle de 1968 et avant d'être évincé par M. Gierak. Les libéraux le traitent ouvertement de « fasciste » et son autoritarisme fait peur à beaucoup. Mais il a pour lui d'avoir été une victime de l'ancien premier secrétaire d'avoir su de mauvais rapports avec les Soviétiques et d'avoir lancé, bien avant sa ouverture récente, la chasse à la corruption. Cet homme-là, haute stature et profil romain, serait à même de reprendre en main la contestation et de l'orienter vers des horizons moins inquiétants pour l'ordre. Il est réélu en deux minutes et les couleurs en restent cois : on verra plus tard. Mais, déjà, une surprise tout de même : sept députés s'abstiennent. Le président de séance, qui reçoit comme d'habitude « pour, contre, abstention » en posant une autre chose, ne remarque d'abord pas les mains levées. Il faut de grands rires pour obtenir son réveil stupéfait.

(3) Nommés récemment secrétaires du comité central, MM. Grabek et Bardkowski (qui entre au Conseil d'Etat à la place de M. Zdanowicz) ont été nommés membres du gouvernement, où ils sont remplacés par les anciens ministres de l'intérieur et de l'industrie légère, MM. Mach et Kozłowski. Les autres sont remplacés par leurs anciens adjoints, MM. Mirczola Almiwicz et Władysław Jablonski. Les ministres de l'Intérieur et de l'Industrie et du sidérurgie, des mines et de la culture — MM. Jan Łalewowski, Karol, Łojczyński et Majewski — cèdent la place à MM. Jan Zdanowicz, Zbigniew Szmalajda, Mieczysław Głowacki et Josef Tejchman. Enfin, deux membres du gouvernement (M. Zdanowicz et M. Kozłowski) sont remplacés par MM. Kaminski et Sienkowski, tout demandant à être relevés de leurs fonctions.

De notre envoyé spécial

riales entreprises avec les mineurs de Katowice reprendront. Un troisième (de Pax, encore) voudrait que soit adoptée une loi sur la presse « concrétisant la liberté constitutionnelle d'expression ». Un quatrième sort une affaire complexe d'ouverture d'une mine de lignite à ciel ouvert qui ne serait pas rentable. Un cinquième bataille en faveur d'un approvisionnement convenable en bougies et en batteries.

Les ministres répondent et sont relancés. Ce nouveau jeu amuse beaucoup tout le monde et l'on mène la partie en novice avec application. Difficile de dire combien de questions - étaient préparées à l'avance et de connivence, mais cela aussi fait après tout partie de la démocratie. Comme la Pologne de cet octobre 1980, la journée a été chèvre et chou. Un peu plus chèvre même - tenace et grignotante - que chou.

BERNARD GUETTA.

● M. Lech Wałęsa et Mme Wątyłłowicz, du président des syndicats indépendants Solidarité, ont assisté, mardi 7 octobre dans la soirée, à une réunion au palais des sports de Bydgoszcz : deux mille personnes ont dans la salle quinze mille mètres. L'entrevue ont écouté expliquer comment créer des syndicats libres. Relatant le fonctionnement de Solidarité et ses objectifs, il a dit : « La poésie que ne nous en fait pas. Nous organisons les travailleurs, pour un syndicalisme véritable. » A quelque deux cent quarante entreprises de ce centre de l'industrie légère du Nord de la Pologne ont adhéré à la section locale de Solidarité (A.R.).

(225.)

Grande-Bretagne

AU CONGRÈS DE BRIGHTON

Les conservateurs entendent donner l'image de l'optimisme et de la cohésion

De notre envoyé spécial

De notre envoyé spécial

selin du parti conservateur. L'austère Sir Keith, sorte de Savonarole du néo-conservatisme (on l'appelle Raspoutine, ou encore le bon fon), exposait sa foi monarliste avec passion et élan, annonçant pour un avenir non précisé *la fin de la pénitence*, c'est-à-dire une nouvelle augmentation du chômage nécessaire, la réhabilitation de l'industrie britannique.

La tradition de Disraeli

Le traducteur de Disraeli
M. Prior, en revanche, au phy-
sique de Sandrine, évoquant
l'élégance du costume de
l'opéra, le langage de la cour
comme à la Disraeli, teintée de
compassion à l'égard des déshe-
rités et des économiquement fa-
ibles. Tradition encore vivace,
celle des sermons de la chaire
protestante, de certains dis-
cours, si l'on en juge par l'ovation
qui lui fut réservée au ministère de

M. Prior, généralement très critique pour sa modération à l'égard des socialistes, a déclaré, au renforcement dans l'immédiat de la législation restreignant leurs pouvoirs, qui ferait, selon lui, le jeu des extrémistes. Le renforcement, a-t-il déclaré, est une arme de pures, l'absence d'esprit vindicatif et de sectarisme, la conscience instinctive d'appartenir à un pays qui fut républicain, tout et cela avant d'être national, est le seul remède.

[illegible]

A TRAVERS LE MONDE

Canada

FIN DE LA GREVE DES EMPLOYES FEDERAUX AU CANADA
ECRITURES. — La grève de 24,5 heures des employés fédéraux du ministère des écritures du gouvernement fédéral a pris fin, mercredi 8 octobre, après qu'un accord eut été trouvé dans la nuit entre le conseil du Travail et la direction syndicale. Le personnel administratif, qui fait pendant neuf jours preuve d'une rare combativité, obtient des augmentations de 24,5 % pour une période de deux ans. Toutefois, la clause d'échelle mobile n'a pas été adoptée ni la réduction du temps hebdomadaire de travail de trente-sept à trente-quatre heures. (A.F.P.)

ont été tuées depuis le début de l'année au cours d'affrontements à caractère politique. Les élections sont prévues le 30 octobre (Reuter).

**République
Sud-Africaine**

FERMETURE DE QUATRE-VINGTS ÉCOLES AFRICAINES. Le gouverneur a ordonné la fermeture pour une durée indéterminée de quatre-vingts écoles africaines en raison de l'agitation qui y régnait depuis plusieurs semaines, a-t-on annoncé officiellement mercredi 26 octobre à Pretoria. Les quelque 100 mille élèves noirs seront privés de scolarité à la suite de cette mesure, qui concerne principalement des établissements de l'est de la province du Cap, ainsi que des écoles de Johannesburg et de Johannesburg (A.F.P., libre d'Orange).

Suisse

LE PROGRAMME D'ARMEMENT. — Par vos votes (et avec, contrairement à l'habitude, l'abstention de 44 députés socialistes), le Conseil national suisse a voté le 22 septembre — a voté mercredi 9 octobre le plus important crédit d'équipement militaire de son histoire — 1 milliard 500 millions de francs suisses (près de 4 milliards de francs français), sera principalement destiné à l'achat de matériel de l'O.C.A. (armes, nouveaux matériels fabriqués sous licence par l'industrie helvétique. Le gouvernement ne s'est pas prononcé sur les incertitudes pesant sur la situation internationale et l'accroissement des dépenses militaires — la loi des armées de 1936 —

LES BUREAUX D'ÉTAT. — **CHRONIQUE.**

Ée du Sud

MANIFESTATION A SEOUL — Pour la première fois depuis ses meurtrières émeutes de Kwangju, en mai, des étudiants ont organisé une manifestation, mercredi 8 octobre, à l'université de théologie de Séoul. Cette manifestation qui avait été précédée d'une messe à la mémoire des victimes de Kwangju, a été réprimée par les policiers. Quarante-sept étudiants ont été arrêtés et l'université a été fermée. Les autorités viennent d'annoncer d'autre part qu'elles ont décidé de suspendre l'ancien président de l'Association des professeurs, récemment traduit devant un tribunal militaire. — (Corréz).

● L'ANCIEN PRÉSIDENT D

**L'ASSOCIATION DES JOU-
NALISTES SUD-COREENS
ETE ARRETE**, jeudi 9 octobre.
Il est accusé d'« activités sédi-
cieuses et de violation des lo-
anticommunistes ainsi que de
décrets de la loi mas-
tine ». — (A.P.)

Index

SANGLANTS AFFRONTEMENTS DANS LE NAGALAND. — Soixante-dix personnes au moins ont été tuées au cours d'un affrontement, le 27 septembre, dans un village du district de Tuensang, dans l'Etat du Nagaland, à l'est de l'Inde, entre deux factions rivales du mouvement sécessionniste naga. — (Reuters).

Jamaïque

ATTENTAT MANQUE CONTRE LE PREMIER MINISTRE — MM Michael Manley et Dudley Thompson, respectivement premier ministre et ministre de la sécurité nationale, ont échappé mercredi 3 octobre à un attentat lors d'une réunion électorale à la police. Les trois inconnus ont ouvert le feu sur eux au moyen d'armes automatiques à Saint-Andrew, la circonscription de M. Thompson. Les gardes du corps ont riposté blessant l'un des agresseurs et les deux ministres n'ont pas été touchés. Plus de quatre cents personnes

Vanuatu

LA SITUATION DES FRANÇAIS. — M. Yves Rodrigues, ambassadeur de France au Vanuatu, a déclaré le mardi 7 octobre à Nouméa que la situation des Français au Vanuatu, indépendant depuis le 30 juillet, « n'a jamais été claire et satisfaisante ». Il a lancé un appel au gouvernement de M. Lini pour qu'il permette le retour des réfugiés français se trouvant en Nouvelle-Calédonie. — (A.F.P.)

Le Monde

publiera demain

- **IRAK - IRAN :** La guerre de l'islam et du blasphème, par André Fontaine.
- **ENQUÊTE :** Le Tchad du Sud, sans guerre ni paix, de notre envoyé spécial Patrice Claude.
- **IDÉES :** L'embouteillage, ou comment résister à l'étouffement.
- **AUTOMOBILE :** Combien rapporte la voiture à l'Etat ?
- **TOURISME :** Les Maldives se protègent contre les visiteurs.

**Impertinent,
lucide, courageux,
Le système E.P.M.**

**Le nouveau
François de Closets**

***E.P.M. = Et Puis Merde!**

QUASSET

PROCHE-ORIENT ET SES RÉPERCUSSIONS

A Londres, le ministère de la défense a annoncé, jeudi, que le destroyer lance-missiles « Coventry », de la Royal Navy, avait pris position dans le golfe « Oman », à l'entrée du détroit d'Ormuz, « pour protéger si nécessaire les navires marchands britanniques ».

Sur le plan militaire, la journée de mercredi a été marquée par l'intensification des bombardements iraniens sur l'Irak. A Bagdad, bombardée dans la soirée, un violent incendie s'est déclaré au nord-est de la capitale. Au nord de l'Irak, le centre pétrolier de Kirkouk et la ville de Souleimaniyeh ont été également atteints. Les Irakiens ont annoncé que des quartiers résidentiels d'Amara, dans le sud-est du pays, avaient subi des dégâts à la suite des attaques de l'aviation iranienne, de même que les réservoirs d'eau à Baziane.

Les milieux pétroliers s'inquiètent de la durée du conflit

(Suite de la première page.)

L'optimisme reste donc de rigueur dans les pays industrialisés. Comme le disait récemment encore M. Sachs, vice-président d'Exxon devant le Congrès américain, sur des stocks dans les pays importateurs de 5,5 milliards de barils (750 millions de tonnes) « il subsiste 500 millions de barils de brut et de produits pétroliers qui excèdent le niveau historique ». Ceux-ci permettent de compenser la perte des exportations irakiennes et iraniennes pendant quatre mois, sans toucher aux « réserves obligatoires ».

L'augmentation des niveaux de production de l'Arabie Saoudite, mais aussi de Qatar, des Emirats arabes unis, du Venezuela, de l'Indonésie, du Nigeria et du Mexique va encore accroître les disponibilités. L'équilibre du marché est donc assuré à court terme.

Mais alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) affirmait deux jours après le début des hostilités que le conflit entre l'Irak et l'Iran « serait terminé avant la fin de la semaine », l'avis général prévalait désormais que « ça va durer ».

Les milieux pétroliers, qui ont révisé pendant quelques jours de se trouver avec une Arabie Saoudite si l'Irak annexait le Khouzistan — car malgré ses options politiques l'Irak est le seul pays de l'OPEP à avoir augmenté sa capacité de production ces dernières années — se désolent. Et ils commencent à faire les comptes.

Il semble qu'il ait été détruits ou gravement endommagés en Irak les raffineries de Bassorah et de Kirkouk, l'unité pétrochimique de Khor-Zabair, le terminal pétrolier de Fao et les stations de pompage des oléoducs Kirkouk-Dortou et Kirkouk-Basra. En Iran, la raffinerie d'Abadan serait détruite à 50 % et le port pétrolier de l'île de Kharg aurait beaucoup souffert. Enfin, de part et d'autre, de nombreuses installations (les raffineries de Dava, de Téhéran, de Tabriz, de Kermanshah, les terminaux de Khor-Al-Amaya et de Mina al-Bakr, le complexe pétrochimique de Bandar-Khomeini et les stations de pompage d'Abadan et de Khorramchahr) ont subi des dommages de moindre gravité. Et chaque jour de bombardement allonge cette liste établie la semaine der-

nière par la revue *Nahar Arab Report and Memo*.

Si les marchands d'équipements pétroliers se réjouissent — ne parle-t-on pas de plus de 20 milliards de dollars de destruction ? — les responsables des politiques énergétiques des pays industrialisés s'inquiètent : il faut quelques jours pour réparer un oléoduc, de trois à six mois pour un bac de stockage, plus d'un an pour des stations de pompage et d'expédition, plus longtemps encore pour les ports pétroliers. Aussi prend-on au sérieux les estimations d'un expert londonien selon lequel, pendant plus d'un an après la fin des hostilités, les exportations irakiennes seront inférieures de 2 millions de barils par jour (sur 3,5) à ce qu'elles étaient avant le conflit.

Dès lors, deux inconnues — outre l'étendue exacte des dégâts — risquent de peser sur le marché. La première concerne la consommation. Celle-ci a certes baissé — de l'ordre de 7 % — dans les pays industrialisés, au cours des trois premiers trimestres (par rapport à la même période de 1979). La reprise économique aux Etats-Unis et un hiver particulièrement froid pourraient la faire repartir ; en cas de récession en Europe, et si l'hiver est doux, elle continuerait de stagner.

Seconde crainte des pays consommateurs : une extension possible du conflit à d'autres pays du Golfe, hypothèse émise de plus en plus fréquemment dans les milieux pétroliers et diplomatiques. La décision de l'Arabie Saoudite de produire plus de 10 millions de barils par jour paraît ainsi comme un appel aux pays occidentaux pour qu'ils soutiennent un régime qui leur est favorable.

On le voit : l'équilibre du marché, pour être rétabli, n'en est pas moins fragile. Et devant une telle insécurité, rares sont les compagnies qui refusent d'acheter du pétrole malgré le « surstockage ». 70 tankers sont actuellement arrêtés pour servir au stockage contre 23 en août.

BRUNO DETHOMAS.



pour les hommes grands
CAPEL est un grand homme

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

L'Agence irakienne d'informations (INA) affirme que les Irakiens ont détruit deux stations de radar, notamment celle de Dehloran, dans l'ouest de l'Irak, ainsi que les installations militaires près de Desfoul et de Rezaïyeh. L'état-major iranien fait état pour la première fois depuis le début du conflit de l'emploi de missiles irakiens contre Desfoul, faisant plusieurs victimes civiles. L'agence iranienne Pars, selon laquelle la contre-attaque iranienne a permis de refouler les Irakiens à 20 kilomètres d'Ahvaz, affirme que l'artillerie irakienne avait auparavant bombardé l'hôpital militaire de la capitale du Khouzistan. De même source, on apprend que l'incendie causé par les bombardements irakiens de lundi dans la raffinerie de Tabriz a été maîtrisé.

L'U.R.S.S. ne pourra pas compenser la suspension des livraisons de pétrole à l'Inde

L'U.R.S.S. a fait savoir qu'elle ne serait pas en mesure de livrer des quantités de pétrole supplémentaires à l'Inde pour compenser la suspension des importations en provenance d'Irak et d'Irak, ses deux principaux fournisseurs, a indiqué le « Financial Times » du 6 octobre. Cette décision, annoncée lors de la récente visite du président indien, M. Reddy, en U.R.S.S. où il était accompagné par le ministre du pétrole, M. Patil, pourrait s'expliquer par le fait que l'U.R.S.S. prenait livraison en Irak d'une partie du pétrole qu'elle vend à l'Inde.

De notre correspondant

New-Delhi. — Un porte-parole du ministère indien du pétrole vient d'indiquer que les stocks actuels de produits pétroliers étaient « assez satisfaisants » et qu'il n'était donc pas question, pour le moment, de recourir à un quelconque rationnement.

Le porte-parole a également précisé que l'Inde cherchait actuellement à élargir ses sources d'approvisionnement afin de combler le déficit pétrolier résultant du conflit entre l'Irak et l'Iran. C'est ainsi qu'un contrat portant sur la livraison de 1 million de tonnes devrait être signé prochainement avec le Mexique et que des pourparlers sont notamment en cours avec le Venezuela, l'Indonésie, le Koweït et l'Arabie Saoudite.

L'Inde est en effet particulièrement affectée par le conflit irano-irakien, près de 80 % de ses importations totales de pétrole (16 millions de tonnes) provenant de ces deux pays : 5 millions de tonnes de l'Irak et 5 millions de tonnes de l'Iran. Sur ces quelque 11 millions et demi de tonnes, 2 tonnes, ont cependant,

d'ores et déjà, été livrées. Il n'en demeure pas moins que l'Inde se trouve confrontée à un déficit de 2,5 millions de tonnes.

Aussi bien avait-elle demandé à l'Union soviétique de porter à 2,5 millions de tonnes, l'an prochain, la quantité de pétrole qu'elle lui fournit. Le contrat en cours prévoit la fourniture de 1 million et demi de tonnes, mais l'U.R.S.S. a déjà accepté de vendre à l'Inde 200 000 tonnes supplémentaires.

La situation de l'Inde est d'autant plus difficile que sur les 13 millions de tonnes de pétrole produites annuellement par le pays, 8,3 millions de tonnes proviennent du Nord-Est, région paralysée depuis décembre par la campagne d'agitation lancée par les étudiants contre la présence de nombreux travailleurs immigrés. C'est ainsi que le blocus pétrolier mis en place par les responsables du mouvement a entraîné pour le pays un déficit de 4 millions de tonnes et s'est soldé par une perte financière estimée à 10 milliards de roupies.

PATRICK FRANCIS.

Washington offre l'assistance de ses avions-radars aux Etats du Golfe

De notre correspondant

Washington. — Le parapluie américain s'élargit. Après avoir fourni à l'Arabie Saoudite du matériel et des hommes pour renforcer ses systèmes de radar, Washington a fait savoir, mercredi 8 octobre, que d'autres pays « amis » pourraient bénéficier de cette assistance, à condition qu'ils ne participent ni directement ni indirectement au conflit irano-irakien.

L'offre concerne Koweït, Oman et les Emirats arabes unis. Aucun de ces Etats n'avait encore fait de demande dans la journée de mercredi, mais plusieurs d'entre eux seraient désireux d'obtenir une aide visible pour dissuader un quelconque agresseur. Cette assistance ne se traduirait pas forcément par un envoi de matériel supplémentaire dans la région, mais quatre avions-radars AWACS prêts à l'Arabie Saoudite avec leurs équipages et leurs techniciens, pourraient étendre leurs missions de reconnaissance. Il leur suffirait de survoler librement les pays concernés.

Les Etats-Unis peuvent se féliciter d'avoir mis un pied en Arabie Saoudite jusqu'à présent, Ryd ne tenait pas à avoir des militaires américains sur son sol, fussent-ils moins de quatre cents et chargés uniquement des systèmes de détection, pour une durée d'ailleurs provisoire. Mais cela ne compense pas les déceptions, les inquiétudes et les sources d'embaras qui s'accumulent à Washington depuis dix-sept jours.

L'impuissance américaine

L'impuissance des Américains est sensible. Ils ne conduisent pas les événements, n'ont aucun pouvoir sur les belligérants et ne se font même pas entendre de tous leurs ailes traditionnels. Passe encore que le Yémen du Nord, considéré comme pro-occidental, ignore les appels à la neutralité de Washington. Mais le « petit roi » ? Répondant encore, il était perçu comme l'allié le plus sûr au Proche-Orient. Son opposition aux accords de Camp David dépit beaucoup M. Carter. Le voilà qui achemine du matériel soviétique vers l'Irak.

Par son engagement aux côtés de Bagdad, le roi Hussein accentue deux inquiétudes de Washington : le risque d'éclatement de l'Irak et l'émergence d'un leadership irakien au Proche-Orient.

Les Américains ont la pénible impression qu'ils y perdront dans tous les cas, quelle que soit l'issue de la guerre irano-irakienne. Celle-ci a déjà eu néanmoins un effet positif à Washington. Soulignant l'impuissance des Etats-Unis, elle a montré la nécessité d'une véritable politique proche-orientale, en liaison avec les autres pays occidentaux. La proximité de l'élection présidentielle masque cette prise de conscience par beaucoup de phrases prudentes ou de slogans. Mais ce sera l'un des soucis primordiaux du futur président, qu'il s'appelle Carter ou Reagan.

ROBERT SOLÉ.

Les grandes maladies d'aujourd'hui

Numéro spécial



Le cancer du sein
par Etienne-Emile Bauleu

L'infarctus du myocarde
par Pierre-Yves Haif
et Jeannine Perennec-Cardinali

Le diabète
par Jean Vigne

La schizophrénie
par Michel Le Moal

Les maladies parasitaires
par Jean-Pierre Nozals

L'alcoolisme
par Jacques Le Magnen

L'asthme
par Jacques Benveniste

Les rhumatismes
par Jean-Claude Henrard

Les maladies virales
par Claude Hanoün

et 15 autres grands articles

N° 115 - 25 F - EN VENTE PARTOUT

OFFRE SPÉCIALE
un an : 130 F (au lieu de 198 F*)
Etranger 1 an : 170 FF

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°s) à LA RECHERCHE, au prix de 130 F (tcc) au lieu de 198 F* (Prix de vente au numéro)

Nom _____

Profession _____

Adresse _____

Code postal _____

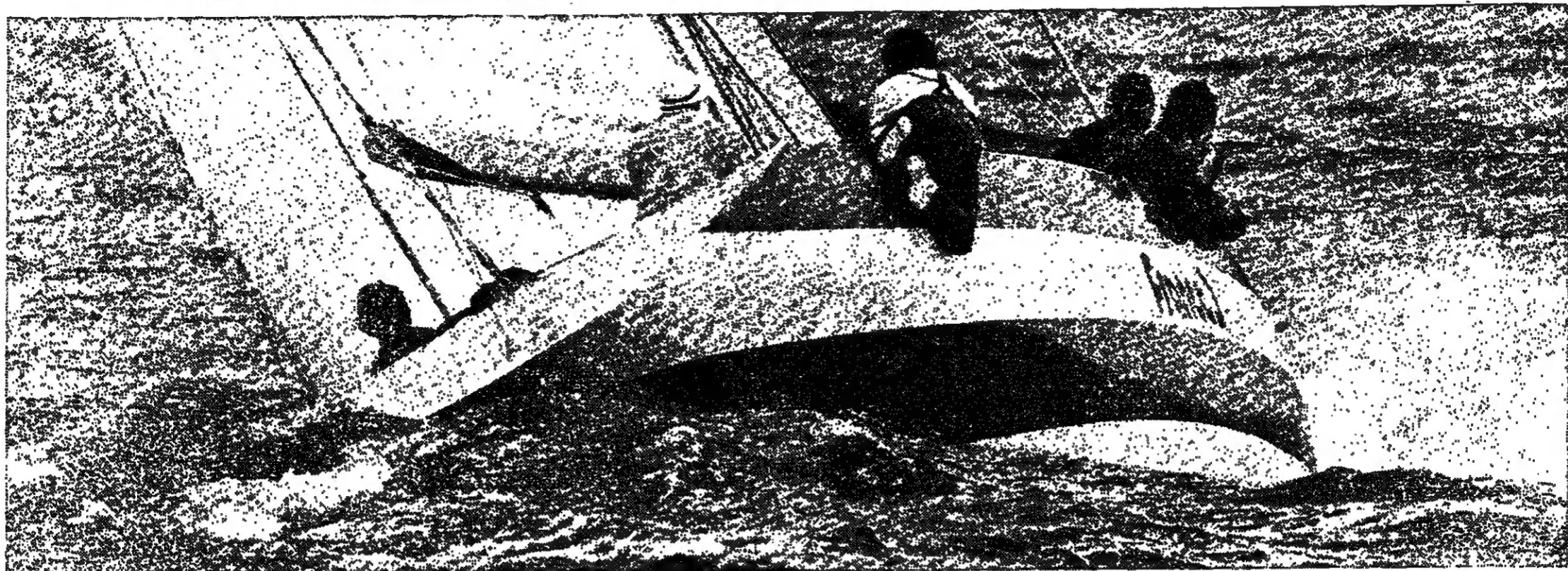
Je règle par ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal (3 volets)

☐ mandat (à l'ordre de LA RECHERCHE).

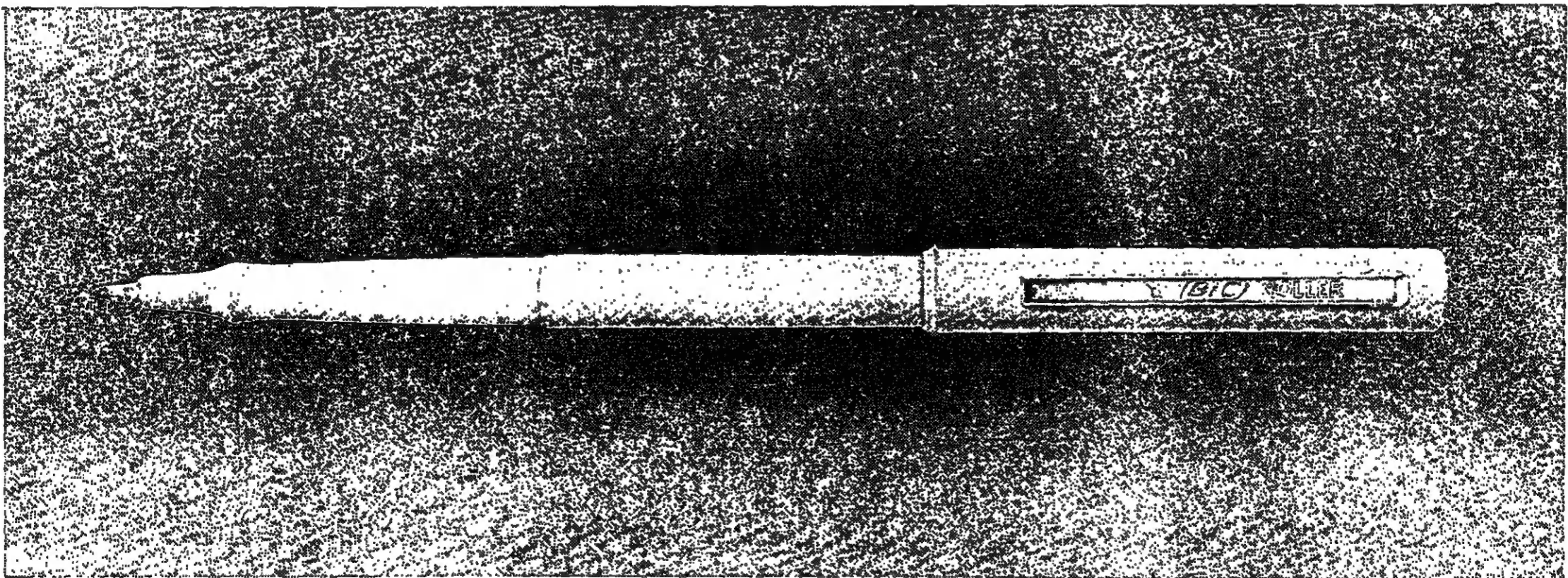
A retourner, accompagné de votre règlement, à LA RECHERCHE, 57, rue de Seine - 75006 Paris.

OFFRE RÉSERVÉE AUX NOUVEAUX ABONNÉS

LES FAITS.



L'EFFET.



France 3 part à la conquête des mers. Le nouveau stylo jetable du Baron Bich, lui, fait la conquête du marché américain. Pas d'interprétation là-dedans, mais des faits. Et leurs conséquences, concrètes, vérifiables. Sans devoir d'école sur les hypothèses ni dissertation sur les doctrines.

C'est ce qu'attendent aujourd'hui les vrais décisionnaires. C'est ce que leur apporte le Nouvel Economiste.

Chaque vendredi, le Nouvel Economiste informe, analyse et commente, sans œillères ni parti-pris. Et bien souvent avant tout le monde.

L'économie générale, l'emploi, l'importation, le commerce, la finance, les entreprises, les hommes, les syndicats, l'innovation, les techniques... Tout est abordé, tout est fouillé, tout est clairement exposé.

Le Nouvel Economiste ne propose pas une réflexion sur l'économie: le Nouvel Economiste donne à ceux qui décident les éléments qui leur permettront de prendre leur décision en connaissance de cause. Qu'il s'agisse de leur vie professionnelle ou de leurs affaires privées.

Savoir pour agir, et non pas savoir pour savoir. C'est la volonté du Nouvel Economiste. Et c'est celle des hommes qui le lisent.

**LE NOUVEL ECONOMISTE.
NOUS INFORMONS. VOUS DECIDEZ.**



AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

Les forces marocaines continuent de « bloquer » les voies d'infiltration du Polisario

De violents affrontements se sont déroulés dans le sud du Maroc, à Ras-el-Khanfra, les 3 et 4 octobre, entre les maquisards sahraouis et les troupes chérifiennes. Selon le Polisario, une centaine de soldats marocains « ont été mis hors de combat », neuf blindés de fabrication sud-africaine « ont été détruits » et certains de leurs pilotes capturés.

L'agence marocaine MAP, qui rend compte de ces combats, annonce, pour sa part, que le Polisario a perdu cent cinquante hommes alors que les forces armées marocaines n'ont eu que deux morts et onze blessés.

Notre envoyé spécial dans cette région décrit la stratégie marocaine pour empêcher les infiltrations du Polisario.

Ras-el-Khanfra. — « La tour Eiffel » : c'est ainsi que les soldats marocains ont surnommé une colline calcaireuse qui domine un cirque de montagnes au nord et à l'est. Au sud, s'étend une plaine sillonnée par des lits d'oueds desséchés. Nous sommes sur la position de Ras-el-Khanfra, « la bout du nez », ainsi appelé par analogie avec la forme des montagnes. De cette position, les forces marocaines se sont lancées, le 16 septembre, au secours d'une

trentaine de kilomètres de Ras-el-Khanfra, et nous nous dirigeons vers ce poste quand l'attaque du Polisario s'est produite vers 18 h 30. Il s'agissait d'une embuscade dans les règles. Mais nous avons surmonté la situation et nous n'avons eu qu'un seul mort. Cependant, dans la nuit du 16 au 17, l'ennemi a ramené des forces considérables que nous avons évaluées entre trois et quatre mille hommes au total. De notre côté, nous avons aussi battu le rappel de renfort, et surtout nous avons fait intervenir l'aviation qui a été très efficace. Nous étions cependant inférieurs en nombre jusqu'au bout. Des deux côtés il y a eu de la casse. Nous avons eu soixante-dix morts et une trentaine de disparus, comme le communiqué marocain l'a annoncé.

Les combats se sont poursuivis de la tombée de la nuit jusqu'à 6 heures le lendemain. Nous avons fini par rejeter le Polisario qui a eu deux cent cinquante morts. De notre côté, le plus vous assurer qu'il n'y a pas eu de prisonniers. Le colonel Taj, qui qualifie pour sa part la position d'Abatteh de verrou, et explique la stratégie marocaine. « Nos forces avancent peu à peu vers le Sud en partant de Tan-Tan et d'Abatteh pour bloquer les mouvements du Polisario dans la région

de monnaie d'échange contre une reconnaissance éventuelle du Polisario.

En septembre, le Polisario avait même annoncé qu'il avait pu pénétrer dans le port d'El-Aïoun et y détruire des installations et des bateaux. Cette affirmation paraît relever de la plus haute fantaisie pour la simple raison que la ville d'El-Aïoun ne dispose pas encore d'un véritable port. Pour le moment, elle n'est dotée que d'une jetée perpendiculaire à la côte, qui servait de terminal au fameux pont roulant apportant le phosphate de Bou-Craa. Cette jetée avait été construite par les Espagnols et elle est inutilisée depuis 1975 ainsi que les autres installations de séchage et de préparation du phosphate. Une

autre jetée, également perpendiculaire à la côte, ne sert qu'à débarquer des marchandises contenues dans de petits cages. Encore doit-on recourir à des barges pour les transporter jusqu'à la côte.

Les Marocains ont de grands projets et comptent construire un grand port pour la ville où sont déjà rassemblés quelque 50 000 habitants. La croissance rapide de l'agglomération pose des problèmes, surtout pour le ravitaillement en eau potable (l'eau de la ville est légèrement saumâtre) et en énergie électrique. En attendant le port futur, les bateaux sont souvent dressés à la côte par les tempêtes et on compte une dizaine d'épaves entre Tarfaya et El-Aïoun. Paradoxalement, c'est dans cet ancien territoire espagnol si disputé que règne la sécurité la plus grande.

ROLAND DELCOUR.

Algérie

RETOUR AU CALME EN KABYLIE

Tizi-Ouzou vit dans la fièvre... des examens

De notre correspondant

TIZI-OUZOU. — La grande cité kabyle vit dans la fièvre... des examens, une fièvre de bon aloi qui ne met pas l'ordre en péril. Les lycéens se sont présentés en grand nombre à la session spéciale du baccalauréat organisée maintenant, car leur scolarité avait été fortement perturbée au printemps dernier. Les étudiants, de leur côté, qui avaient été le fer de lance du mouvement en faveur de la « réhabilitation des langues populaires », et plus particulièrement du berbère, consacrent leur énergie à l'acquisition de leur « module » pour éviter de « perdre une année ». Quant à la population, après la longue coupure du ramadan et des vacances, elle affronte, elle aussi, la rentrée et semble plus préoccupée par l'envoie des prix que par la défense du berbère. Les prix

de la viande, notamment, atteignent des sommets inégalés jusqu'à présent, jusqu'à 70 dinars (environ 80 F) le kilo. Aucune tension n'est cependant perceptible et les seuls représentants de l'ordre présents dans les rues particulièrement animées sont les agents chargés de régler la circulation.

Les autorités ont pratiqué une politique d'apaisement qui semble donc avoir porté ses fruits. Le responsable du parti F.L.N. à Tizi-Ouzou vient d'être « appelé à d'autres fonctions ». Il a été remplacé par un ancien maquisard, M. Mohamed Silmani, plus connu sous le nom de Commandant Si Moh'ouali, qui jouit d'un prestige certain chez les anciens moudjahid.

Sur le plan national, le temps d'émotion de la chaîne radio en kabyle, la « chaîne 2 » (1), a été augmenté quotidiennement de deux heures. Les étudiants ont pu organiser librement leurs activités culturelles. Certains d'entre eux, en petit nombre il est vrai, ont mis sur pied un « séminaire sur la culture populaire algérienne », qui s'est tenu au mois d'août dans une ancienne colonie de vacances du petit village de Yakouren, près d'Azazga. Cette « université d'été » a reçu la visite d'intellectuels tels que Mouloud Mammeri et Kateb Yacine, de cinéastes, d'enseignants et de chercheurs. Le nombre des participants n'a guère dépassé, au total, la centaine. Et le séminaire n'a pas fait recette auprès des universités autres que celle de Tizi-Ouzou.

Le séminaire a débouché sur la rédaction d'un volumineux document qui va être incessamment publié. En attendant, un « rapport de synthèse » de vingt pages circule depuis quelques jours à Tizi et à Alger. Il résume les principales conclusions des participants. Il constate que « la définition officielle de l'identité du peuple algérien exclut le fait tamazight » et que « la confusion entre arabe (un des faits culturels du pays) et arabisme (idéologie pansarabe) a gagné de proche en proche la vie politique nationale, jusqu'à jeter son exclusivisme sur toute analyse de l'identité algérienne », ce qui a eu pour conséquence « la non-reconnaissance des deux langues du peuple algérien, le tamazight et l'arabe algérien, sous le prétexte désolant que celle-ci sont imprégnées de racine arabe ». Le séminaire a débouché sur la rédaction d'un volumineux document qui va être incessamment publié. En attendant, un « rapport de synthèse » de vingt pages circule depuis quelques jours à Tizi et à Alger. Il résume les principales conclusions des participants. Il constate que « la définition officielle de l'identité du peuple algérien exclut le fait tamazight » et que « la confusion entre arabe (un des faits culturels du pays) et arabisme (idéologie pansarabe) a gagné de proche en proche la vie politique nationale, jusqu'à jeter son exclusivisme sur toute analyse de l'identité algérienne », ce qui a eu pour conséquence « la non-reconnaissance des deux langues du peuple algérien, le tamazight et l'arabe algérien, sous le prétexte désolant que celle-ci sont imprégnées de racine arabe ».

Le « marasme » de la vie culturelle

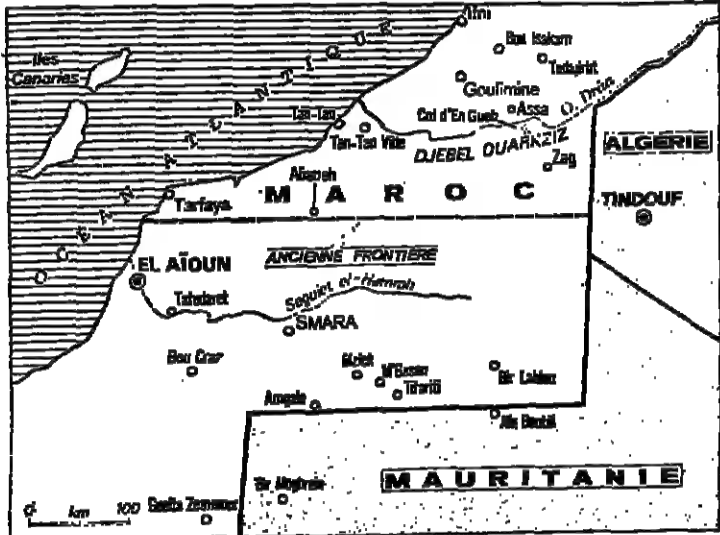
Les auteurs du rapport dressent un sombre tableau du « marasme » dans lequel se trouve la vie culturelle algérienne. Ils condamnent une politique d'arabisation fondée sur l'enseignement de l'arabe classique, « qui n'est la langue maternelle d'aucun algérien ». Ce discours n'est guère recevable par les autorités, qui ont décidé, au contraire, d'intensifier leur politique d'arabisation (le Monde du 3 octobre).

Par bien des aspects, ce texte peut paraître maladroite, incomplet et surtout irréaliste. Ses auteurs se disent conscients de ses insuffisances. Il n'en reste pas moins que, pour la première fois depuis l'indépendance, des intellectuels ont pu se réunir en marge de toutes instances officielles pour mener en toute liberté une réflexion, confronter leurs points de vue, tenter une analyse. A cet égard, Yakouren restera peut-être comme une date importante de la vie intellectuelle algérienne.

Fait nouveau, le F.L.N. vient de publier en arabe une histoire d'Algérie qui remonte au-delà de l'arrivée des Arabes au Maghreb et n'ignore pas le fait berbère. Certains dirigeants ne seraient pas hostiles à la création de chaires de berbère dans certaines universités afin de poursuivre des recherches sur ce patrimoine trop longtemps négligé. Le nouveau secrétaire d'Etat à la culture, M. Mohamed Larbi Ould Khelifa, lui-même d'origine kabyle, a annoncé, lors de la séance d'ouverture du séminaire sur la pensée islamique, que le comité central élaborerait une « charte sur la culture nationale » fondée notamment sur l'« enrichissement et le développement du patrimoine national », la « sauvegarde de la personnalité nationale et de l'identité culturelle » et l'« affirmation de l'appartenance de l'Algérie à la civilisation arabo-islamique ».

DANIEL JUNGHA.

(1) Il existe également une « chaîne 3 » dite « internationale » qui diffuse surtout des émissions en français.



colonne venue de Tarfaya, sur la côte, et qui était tombée dans une embuscade du Polisario.

A quelque 20 kilomètres au nord-ouest de Ras-el-Khanfra se trouve le village d'Abatteh. Le colonel Taj, chef d'état-major du colonel Ben Othman, commandant la colonne Al Arka, dont relèvent les forces marocaines stationnées ici, reçoit le petit groupe de journalistes étrangers venus de Rabat. Le plus bel ornement du petit mesa des officiers d'Abatteh est une citation du président Pompidou sur la discipline des armées. Le colonel Taj fait le point de la situation : « A Abatteh, pour le moment, c'est le calme le plus complet. La dernière attaque remonte au 23 mai ; c'était le jour du référendum, comme si le Polisario avait voulu renverser les urnes. Une fois par semaine, jusqu'au mois de juin, l'ennemi nous harcelait à coups d'obus de 82 millimètres, puis de 120 millimètres, ou même plus récemment, à coups de lance-missiles de 120 millimètres (d'une portée de 28 kilomètres). Tout cela fait plus de bruit que de mal. Mais depuis juillet, il n'y a plus de harcèlement, depuis le 17 juillet exactement. Ici, à Abatteh, de toute manière, il n'y a plus de civils. Ils ont été repliés sur Tan-Tan. »

A Ras-el-Khanfra, un colonel nous raconte comment s'est déroulée l'embuscade du 16 septembre : « Notre colonne était un peu étirée, nous étions entre deux oueds, à une

située le long de la rivière du Seguiet-El-Hamrah, qui a donné son nom au territoire saharien occupé autrefois par les Espagnols. La partie nord s'appelle le Seguiet-El-Hamrah et la partie sud le Rio-de-Oro.

« De même que nous avons bloqué l'ennemi dans le massif du Ouarkiz en mai, nous allons le bloquer dans cette région du Seguiet-El-Hamrah. Regardez la carte, le Polisario ne peut plus traverser le massif du Ouarkiz. Il est également bloqué le long de la côte d'El-Aïoun, capitale de l'ancienne province du Seguiet-El-Hamrah. Les forces ennemies n'ont plus à leur disposition qu'un axe de pénétration, celui qui mène d'Abatteh à Tan-Tan et qui pourrait leur servir à attaquer en direction de Smara, plus au sud. Cette région où nous nous trouvons actuellement était un axe de pénétration si indispensable que le Polisario s'en était rendu maître et y circulait comme bon lui semblait jusqu'à la fin de l'année dernière. Il avait pu même s'attaquer à Abatteh, voire à Tan-Tan. Aujourd'hui, nous y installons des garnisons de plus en plus solides. Bientôt, un rempart sera établi de manière continue depuis le massif du Ouarkiz jusqu'à Abatteh et Smara. A ce moment-là, l'ennemi n'aura plus d'autre ressource que de se replier peut-être vers la Mauritanie. Mais c'est encore le secret de l'avenir. »

« Du point de vue de l'armement, ajoute le colonel, le Polisario n'est pas à court et son arsenal s'est enrichi récemment de SAM 5, 7 et 9 qui atteignent des objectifs situés jusqu'à 5 000 mètres d'altitude. C'est ainsi qu'il a pu, récemment, abattre un Mirage. Etant donné que cette région lui est indispensable pour nous attaquer encore, il faut s'attendre à d'autres batailles comme celle de Ras-el-Khanfra. Le Polisario mettra certainement, comme on dit, le « paquet ». Mais nous le recevrons et nous avons confiance dans l'avenir. La région d'Abatteh deviendra un deuxième Ouarkiz. »

Contrastant avec la région de Tan-Tan et d'Abatteh, l'ancien Sahara espagnol, devenu province marocaine d'El-Aïoun, offre toutes les apparences de la sécurité la plus complète. Là, on n'a plus entendu parler du Polisario depuis les attaques contre Smara en 1978. Les défenses extérieures d'El-Aïoun n'ont pas été harcelées depuis de longs mois et la seule activité du Polisario est maritime. Elle consiste à s'attaquer à des chalutiers étrangers, notamment portugais et, plus récemment, espagnols, dont les équipages sont emmenés à Alger où ils servent

● Washington et le conflit saharien. — M. Carleton Coone, directeur régional pour le Maghreb du département d'Etat américain, quitte Alger ce jeudi 9 octobre pour Nouakchott puis Rabat, après une visite de deux jours en Algérie. M. Coone a surtout évoqué avec ses interlocuteurs l'évolution du conflit du Sahara où se déroulent depuis une quinzaine de jours de durs combats dans la région de Ras-el-Khanfra. Les Etats-Unis fournissent une assistance militaire au Maroc mais le préconisent une solution négociée du conflit. Il semble qu'ils n'aient pas encore livré les armes anti-guérilla, hélicoptères de combat Cobra et avions de reconnaissance OV-10, qu'ils se sont engagés avec l'accord du Congrès, à lui fournir. Cette décision, qui remonte à octobre 1979, avait été vivement critiquée par Alger. — (Corresp.)

● Quinze pêcheurs portugais libérés par le Polisario. — Les quinze pêcheurs portugais, dont le chalutier Enebe avait été arraisonné par le Front Polisario, fin septembre au large du Sahara occidental, ont été libérés mercredi 8 octobre.

Les livres qui laissent de grands souvenirs.



Castor Poche : une collection pour les grands. Des récits toniques qui stimulent l'imagination et la réflexion. des livres authentiques.

Castor Poche propose une très grande variété de tons et de styles où l'humour, la gravité, la fantaisie, l'émotion et la poésie se passent le relais.

16 titres déjà parus, avec de nombreuses illustrations, au prix d'un livre de poche.



Père Castor. Flammarion

Le Monde

politique

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 8 octobre 1980, au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié. Les déclarations du chef de l'État concernant l'action du gouvernement et les élections allemandes et portugaises figuraient dans les dernières éditions du Monde daté 9 octobre :

● LA JUSTICE OUTRE-MER :

Le Conseil des ministres a adopté un nouveau projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives.

Le Conseil constitutionnel ayant estimé qu'il était nécessaire de soumettre les amendements aux lois des territoires concernés — Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna — et celles-ci étaient toutes trop nombreuses en faveur du projet de loi, le Parlement sera appelé à l'examiner à nouveau au cours de la présente session.

● LA DOTATION POUR LE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES :

Le gouvernement a adopté, sur la proposition du ministre de l'Intérieur, le projet de loi relatif au régime de la dotation globale de fonctionnement attribuée aux communes, applicable à partir de 1981.

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1970, constitue le premier échelon du plan de développement des responsabilités locales confiées par le gouvernement à la demande du président de la République.

Elle a évolué, en 1979 et 1980, les résultats qui en étaient attendus :

— Elle est devenue l'une des ressources principales des collectivités locales, dont elle représente plus de tiers de l'ensemble des recettes de fonctionnement.

— Elle a permis de garantir une évolution des communes, qui n'est pas en faveur des collectivités locales, puisqu'en deux ans l'augmentation de l'ensemble des versements s'élève à plus de 30 %.

— Elle comporte un mécanisme de péréquation faisant jouer la solidarité entre les communes.

DÉCÈS

DE M. ANDRÉ BILLOUX

(André Billoux, député (P.S.) du Tarn, est décédé dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 octobre. Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. André Bernard, médecin, maire de Trébas.)

(Né le 26 juin 1928 à Sérénac, André Billoux avait été élu maire de cette commune en 1953, et conseiller général de Val-d'Ariège en 1961. Constatant l'absence de M. Billoux, il avait assuré le rôle de la première circonscription du Tarn aux élections législatives de 1973. Diplômé du droit et de l'économie rurale de l'université de Toulouse, André Billoux, qui était marié et père d'un enfant, avait été, en 1971, rapporteur du projet de loi relatif à l'exploitation de ses ressources naturelles. Il est mort des suites d'une longue maladie.)

● Le prince Napoléon a reçu mercredi 8 octobre, à l'Élysée, des mains de M. Valéry Giscard d'Estaing, les insignes d'officier de la Légion d'honneur.

● Le bureau fédéral du P.C.F. du Val-de-Marne a annoncé, mercredi 8 octobre, qu'il soutiendra dès le premier tour, lors de l'élection cantonale partielle de Boissy-Saint-Leger, fixée aux 19 et 26 octobre, le candidat du P.S., M. Roger Guillemin, maire de Boissy, opposé à M. Jean-Marie Polier (U.D.F.), maire de Sucy-en-Brie, porte-parole du président de la République. Il s'agit de pourvoir au remplacement de François Campuzan (P.S.), décédé le mois dernier.

Projets divers à l'Assemblée

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 8 octobre, la proposition de loi, votée par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises. Ce texte a trait, d'une part, au délai de prescription de l'action civile ; d'autre part, aux règles de formation du jury criminel.

Sur le premier point, les députés ont décidé que les règles de la prescription civile s'appliquent à l'action civile, ce qui revient à abolir la solidarité de fait entre l'action civile et l'action publique (primauté de la juridiction criminelle sur la juridiction civile). Toutefois, si le victime préfère l'action à l'action publique, son action restera soumise aux dispositions actuelles de l'article 10 du code de procédure pénale. (La prescription est de dix ans en matière de crime, de trois ans en matière de délit et d'un an en matière de contravention.)

En ce qui concerne le second point, l'Assemblée a décidé que la

C'est pourquoi le projet de loi prévoit, pour l'essentiel, de rendre définitif le système institué pour deux ans en 1979.

Il propose d'instituer d'autre part, dès 1981, une dotation spéciale compensant la prise en charge du logement des instituteurs par les communes.

● LA POLITIQUE MONÉTAIRE :

Le ministre de l'économie a rendu compte de l'évolution monétaire des neuf premiers mois de l'année 1980 et a proposé les objectifs de la politique monétaire pour 1981.

● L'INDEMNISATION DES FRANÇAIS RAPATRIÉS :

Le secrétaire d'État chargé des rapatriés a rendu compte des résultats de la concertation qu'il a menée avec les représentants des rapatriés, à la suite des décisions du conseil des ministres du 4 juin dernier.

Le conseil des ministres a arrêté les propositions en faveur des rapatriés que le gouvernement soumettra au Parlement par voie d'amendement au projet de loi de finances pour 1981 :

— Réduction de 15 à 10 ans de la durée d'amortissement des titres d'indemnisation.

— Augmentation de 10 000 à 20 000 francs du seuil en-dessous duquel les rapatriés sont régies au comparant.

— Conservation aux titres à cinq ans de leur caractère prioritaire en cas de succession, quel que soit l'âge des héritiers.

● CHOMAGE DES D.O.M. :

Le ministre du travail et de la participation et le secrétaire d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer ont fait une communication sur l'indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer.

À la suite du décret du 27 février 1980 adaptant aux départements d'outre-mer la loi du 16 janvier 1979 qui réformait l'indemnisation du chômage, les partenaires sociaux disposaient de six mois pour instituer dans chaque département un système d'indemnisation adapté aux conditions économiques locales.

Les négociations entre représentants des employeurs et des salariés ont abouti à cinq accords (un par département), qui mettent en place, au terme d'une période transitoire de trois ans, des régimes analogues au régime métropolitain, tant en ce qui concerne la nature et le montant des allocations que le taux des cotisations.

Les cinq accords prévoient une compensation financière, en cas de besoin, entre le régime métropolitain de l'assurance chômage et les régimes des départements d'outre-mer.

● L'ACCÈS AUX GRANDES ÉCOLES :

Le secrétaire d'État auprès du ministre du travail a rendu compte au conseil des ministres des conditions dans lesquelles les bacheliers techniciens ont pu se présenter aux concours d'entrée aux grandes écoles.

Sur 814 bacheliers techniciens qui ont suivi une préparation dans 56 classes préparatoires de première et de deuxième années ouvertes en trois ans 244 ont été reçus aux concours de juin 1980 ; parmi eux, un certain nombre ont été reçus à Polytechnique, Centrale, E.N.C. et autres grandes écoles.

Cette réforme, en permettant l'accès aux grandes écoles, a également permis d'élargir au plus grand nombre de jeunes vers la voie technique : le nombre de bacheliers techniques a atteint 61 000, soit 30 % de plus qu'en 1975, alors que le nombre de bacheliers des études générales, soit 135 000, n'a pas augmenté.

Le ministre de l'éducation a fait ressortir, à ce point de vue, les conséquences favorables pour le développement technique long, qu'aura la mise en application, dès la rentrée 1981, des nouveaux programmes de seconde.

Le président de la République, qui avait reçu la veille à l'Élysée les jeunes bacheliers, a demandé que cet effort soit accentué dans les prochaines années.

Après sa disgrâce politique, Jean de Broglie s'était reconstruit dans les affaires (Le Monde du 9 octobre). Des mauvaises affaires qui l'amenèrent à un véritable désastre financier et seront à l'origine de son assassinat. Un meurtre exécuté par des pères complices qui mettront près de six mois pour accomplir leur forfait. Un crime qui, quatre ans plus tard, est loin d'avoir révélé tous ses secrets et à propos duquel le comportement de la police a été maintes fois mis en accusation.

Il y eut l'affaire Ben Barka sous de Gaulle, l'affaire Markovic sous Pompidou et l'affaire de Broglie sous M. Valéry Giscard d'Estaing. Trois dossiers, trois scandales, trois fois l'État s'est emparé du pouvoir, et qui n'ont abouti qu'à un succédané de vérité à défaut de certitudes. Si l'on se réfère à ces dossiers, les indices d'accusation s'estompent toujours. Inexpliqué. Dira-t-on la même chose pour le meurtre de Jean de Broglie, d'autant que, une fois encore, les services de police sont mis en cause ?

Dans cette affaire, la question est revenue sans cesse au long de l'investigation : la police était-elle au courant du projet d'assassinat et si oui, pourquoi n'a-t-elle rien fait ? Une interrogation qui, peu de temps après les faits, était lancée, puis répétée. Les indices d'accusation, les doutes grandissent. Répétait la preuve. Elle viendra le 2 avril 1980 avec la publication, par le Canard enchaîné de deux rapports de la 10^e brigade territoriale, et attestant que la police était au courant, trois mois avant, du projet d'assassinat de Jean de Broglie. Ces deux rapports, rédigés par l'inspecteur Michel Roux, avaient été remis à M. Jean Duret, directeur de la police judiciaire, par l'intermédiaire de M. Roger Poitane, sous-directeur. Or ces deux documents capitulaient sur le fait qu'ils n'avaient pas été remis au dossier d'investigation.

Dans le premier, du 1^{er} avril 1980, il était fait état d'un « trafic » figurant un « gros bonnet » et un « avocat cherchant à faire passer des documents au bureau de Paris ». Dans le

L'évidence niée

est catégorique : « J'atteste avec gratitude, sur mon honneur, que ni le préfet de police, ni le directeur central de la police judiciaire, ni le directeur général de la police nationale, ni le ministre lui-même, n'ont eu connaissance de ces deux notes, et que toutes les instructions à ce propos sont totalement démenties par les faits ». Le ministre de l'Intérieur ajoute que « les notes n'ont été transmises ni à l'autorité judiciaire, ni à l'autorité administrative ». Le ministre de l'Intérieur ajoute que « les notes n'ont été transmises ni à l'autorité judiciaire, ni à l'autorité administrative ». Le ministre de l'Intérieur ajoute que « les notes n'ont été transmises ni à l'autorité judiciaire, ni à l'autorité administrative ».

Maintenant, il est établi que non seulement c'est Albert Leyris, seul, qui informa M. Guy Foch, et non le préfet de police, mais que ces notes ont été transmises à l'autorité administrative au moins après le meurtre, et que ces notes n'ont pas été communiquées au juge, qui a donc dû se procurer par ses propres moyens.

M. Fontatowski, lui-même, a reconnu en avoir été informé le 28 décembre 1976 (il s'est gardé d'en parler à la conférence de presse du lendemain) et en avoir pris connaissance au début de janvier 1977. Mais il ne les pas pour autant transmises, estimant que cela n'était pas dans ses attributions. C'est à ce moment que l'inspecteur de police judiciaire, et que, en l'occurrence, c'était « de la responsabilité du procureur ». Surprenante réponse ! M. Fontatowski ne peut ignorer l'article 40 du Code de procédure pénale, qui prévoit, dans son alinéa 2, que « toute autorité

Du dossier de Broglie

II. - LA POLICE AU PARFUM

par MICHEL BOLE-RICHARD

second, beaucoup plus précis, rédigé le 24 septembre 1976, l'inspecteur Roux revenait sur l'affaire de faux bons du Trésor, en indiquant qu'il n'avait pas encore démarré et donnait trois noms : Pierre de Varga, Patrick Allenet de Ribemont et Jean de Broglie. À propos du départ de l'Eure, il indiquait : « À la suite d'une indécision commise par l'homme politique lors d'une affaire précédente portant sur plusieurs millions de francs, il aurait été arrêté par des hommes de main dans les jours prochains, certainement avant l'opération des bons du Trésor ».

Ces renseignements avaient été confiés à l'inspecteur Roux par Albert Leyris, l'homme qui, après le meurtre, permit au commissaire Pierre Ottavio, chef de la brigade criminelle, d'arrêter les deux suspects. De plus, l'inspecteur Roux avait été mis au courant de l'existence de ces fameux rapports, dont la police n'avait jamais fait état. Depuis, Albert Leyris a bénéficié d'un non-lieu.

Les révélations du Canard enchaîné prenaient d'autant plus de relief que l'on savait déjà que les principaux acteurs du drame faisaient, depuis le 24 septembre 1976, l'objet de flakettes. L'un par reconnaissant de plus, l'autre par reconnaissance de plus. On savait en premier temps pour « exécuter » le prince, faisait même l'objet d'écoutes téléphoniques, ce que la police a fini par reconnaître. De plus, l'on savait non seulement que, depuis six mois, les commanditaires du meurtre avaient lancé un véritable appel d'offres dans le « milieu » pour remplir le contrat, mais que, à trois reprises, les 26 novembre, 3 et 10 décembre 1976, on avait tenté de tuer Jean de Broglie. Sur ce point, M. Guy Foch est formel. Albert Leyris, qui était au courant, en avait rendu compte.

L'inspecteur Michel Roux précise également que, en remettant le deuxième rapport, il avait communiqué oralement à ses supérieurs les notes de Bernard André et de Simon Kolkowicz. Depuis, il a déclaré que, quelques jours avant le 24 décembre, Albert Leyris lui avait fait faire un tour de la maison de Jean de Broglie, rue Adolphe-Yvon, à Paris (16^e), et lui avait montré une voiture garée dans une rue voisine, avenue Berlioz, en lui indiquant qu'elle devait servir à « arracher » le meurtrier, c'est-à-dire à lui permettre de s'enfuir.

constitué, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs ». Un article qui concerne également tous les policiers qui ont eu connaissance des rapports après le 24 décembre 1976, et n'en font rien dire à l'autorité judiciaire. M. Fontatowski ne les y incitera jamais, ni M. Duret, contre lequel le ministre de l'Intérieur ne prendra aucune sanction.

Un directeur de la police judiciaire qui n'a pas su apprécier à leur juste valeur les renseignements qui lui avaient été confiés, et ne prendra aucune mesure de protection en faveur de Jean de Broglie. Comment qualifier une

Deux lectures de la loi

Officiellement donc, seuls M.M. Duret et Fontatowski ont eu connaissance, avant le meurtre, de ces rapports. Sur ce point, M. Duret a toujours été catégorique, à une exception près pour ce qui concerne la note du 1^{er} avril qu'il a transmise à M. Maurice Bouvier, directeur central de la police judiciaire. Pourquoi ce premier document, d'un intérêt moindre, et pas le second, du 24 septembre, beaucoup plus important, puisqu'il évoquait l'assassinat de Jean de Broglie, ce qui est pour le moins paradoxal ? Mais, dans ce dossier, on n'en est pas à la recherche d'une contradiction.

La défense suivie par M. Duret, au cours de cet inlassable jeu de ping-pong entre les déclarations des uns et des autres, a suscité bien des interrogations. A tel point que les membres de la commission chargée d'examiner la demande de comparution de M. Michel Fontatowski devant la Haute Cour de justice, en sont venus à se demander : « Puisque M. Duret a été pris en flagrant délit de mensonge, il a pu mentir librement. M. de Varga n'a pas transmis de notes en haut lieu. Cependant, rien, pour l'instant, ne permet d'affirmer de façon catégorique que M. Fontatowski, lui-même, a été in-

« Malchance et insuffisance »

Formé des menaces qui pesaient sur son ancien ami Jean de Broglie, et rien ne pourrait, pour l'instant, justifier des poursuites pour non-assistance à personne en danger.

Pour les deux autres motifs d'accusation formulés par les socialistes, violation du secret de l'investigation et dissimulation de documents à la justice, les différentes réunions de la commission ont permis de nourrir quelques peu ces accusations. Cela n'empêche que, d'un côté, M. Fontatowski affirme qu'il n'avait pas à s'immiscer dans une procédure judiciaire, en ce qui concerne la dissimulation de documents à la justice, et que, de l'autre, en intervenant directement dans cette même procédure judiciaire lors de la conférence de presse du 29 décembre 1976, il se défend en déclarant qu'il n'est pas lié par l'article 11 du Code de procédure pénale (secret de l'investigation), parce qu'il ne concourt pas à la procédure. Or, à cet égard, il y a une contradiction. On a vu d'ailleurs à quel point il n'était pas intervenu dans l'enquête quand il s'est étonné, lors de son audition par la commission, qu'on ait fait libérer M. de Varga, et qu'il avait immédiatement pris la décision de « pousser les interrogations rapidement et d'arrêter de nouveau de Varga ». V. aurait-il deux façons de lire la loi ?

Qu'ils (morale) tout du compte, le fait est que, malgré les écarts téléphoniques dont faisait l'objet Bernard André, l'un de ces fiches d'écoutes, en date du 5 octobre 1976, soit deux mois et demi après le meurtre, a été publiée le mercredi 8 octobre par le Canard enchaîné. Il y est fait état d'un « contrat » (qui, dans le langage du milieu, signifie un meurtre à exécuter) à propos d'un prince, et d'un « chèque » dans l'Eure. Comment, dans ces conditions, douter qu'un niveau de la police ait été simplement informé de ce qui se préparait d'autant que le directeur central de la police judiciaire, M. Maurice Bouvier, a affirmé qu'il était sur table d'écoutes ? Ce qui a également été confirmé par l'inspecteur Roux. Albert Leyris, Jean-Bernard Vincent, et ce propos, Guy Simoné, avait dit qu'il « n'attachait aucune importance au fait de parler de de Broglie, même à mots couverts », et qu'il était « prêt à appeler, qu'il avait été suivi jusqu'au jour de l'assassinat, ce qui a toujours été nié par la police.

Ces précisions prennent un relief tout particulier quand on se rappelle que le substitut Sylvain Amaraz écrit dans le requête introductive de réquisitoire définitif rédigé par le procureur général, le 24 avril : « L'accusation (selon laquelle la police était au courant) est d'une extrême gravité, puisqu'elle signifie que la police a laissé s'accomplir le crime. Ce qui implique nécessairement l'accusation des plus hautes autorités de l'État ». Est-il besoin de souligner l'adverbe « nécessairement » ? Il est vrai qu'on n'en est pas à une contradiction près dans cette affaire. Les responsables de la police n'en perdent pas pour autant de leur superbe soit en traitant par le mépris toute nouvelle révélation soit en qualifiant de « faux » les transcriptions d'écoutes téléphoniques publiées.

Il faudra cependant bien trancher un jour. D'abord sur le plan judiciaire, et c'est le rôle de M. André Chevallier, à qui a été confié le supplément d'information. Ensuite, pour ce qui concerne la commission d'enquête parlementaire, dont les travaux vont se poursuivre, bien que M. Fontatowski soit de plus en plus pressé d'en finir et donne des signes de perte de sang-froid. Il est encore trop tôt pour savoir quels seront les résultats de l'affaire Fontatowski et du rebondissement de l'investigation. Une chose est sûre : ils révéleront à n'en pas douter l'état de bonne santé d'une démocratie et le degré d'indépendance de la justice.

FIN.



l'affaire P
commission spe
continuer ses tr

l'affaire P
commission spe
continuer ses tr

à l'affaire Poniatowski

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La commission spéciale va continuer ses travaux

La commission parlementaire spéciale, chargée d'étudier la demande de mise en accusation de M. Michel Poniatowski devant la Haute Cour de justice, continuera ses travaux pendant au moins deux semaines. Ses membres en ont décidé ainsi à l'unanimité, mercredi 8 octobre, à l'issue de leur douzième réunion.

Le 15 octobre, ils entendront l'inspecteur Claude Guillonnet, sur proposition du rapporteur de la commission, M. Gérard Longuet (U.D.F., Meuse), et organiseront une confrontation entre MM. Vincent et Plouy, anciens inspecteurs de la BRI (brigade anticriminelle), deux des policiers chargés de l'enquête sur des personnes qui, par la suite, ont été impliquées dans l'assassinat de Jean de Broglie. Une deuxième confrontation aura lieu le 22 octobre, entre M. Jean Dureau, ancien directeur de la police judiciaire à la préfecture de police de Paris, et M. Guy Floch, qui fut le premier magistrat chargé du dossier de l'affaire de Broglie.

L'unanimité de la commission sur la poursuite de ses travaux, soulignée avec insistance par les commissaires U.D.F. et R.P.R., cache mal les divergences d'appréciation qui persistent entre les deux formations de la majorité. M. Gérard Longuet, qui, dès la cinquième réunion de la commission, le 4 juin, se déclarait prêt à déposer son rapport concluant à l'innocence de M. Michel Poniatowski, a dû s'incliner une nouvelle fois.

Les espoirs du rapporteur U.D.F. qui comptait sur un désaccord entre les commissaires R.P.R. pour conclure rapidement — certains, tel M. Jean Tiberi (Paris) souhaitent mener l'enquête plus avant; d'autres, comme M. Jean Foyer (Maine-et-Loire), étaient d'avis d'arrêter — ont été déçus.

M. Foyer, bien qu'il ne croie pas plus qu'auparavant à l'utilité de débusquer les contradictions entre des policiers « de base », « J'en ai ma claque », dit-il, en exprimant le vœu d'être remplacé dans la commission par un autre député R.P.R. — s'est rallié à la position de ses amis.

Les socialistes, à l'occasion d'une question d'actualité posée en séance publique par M. Pierre Guédon (Aude), ont demandé que soient communiqués à la commission les fiches d'écoutes téléphoniques, les rapports de police, les notes, les lettres, tous les documents d'enquête relatifs à l'affaire de Broglie. M. Christian Bonnet leur a refusé, en indiquant que « s'ils existent », ces documents seront remis au juge Chevalier, chargé de l'instruction. Le ministre de l'intérieur a également mis en doute la valeur du témoignage de l'inspecteur Vincent, qui contredit les dépositions de hauts fonctionnaires de police.

M. Bonnet relayait ainsi M. Roger Poiblane, sous-directeur des recherches criminelles à la préfecture de police de Paris, qui, quelques heures plus tôt, devant la commission, s'était efforcé de discréditer les déclarations de l'ex-inspecteur Vincent, en mettant à l'argumentation développée par le ministre de l'intérieur des allusions à la vie privée de son ancien collaborateur. M. Poiblane a fait autant à l'égard d'un autre « témoin à charge », l'inspecteur Roux, auteur du rapport faisant état, trois mois avant, d'un projet d'assassinat contre Jean de Broglie. M. Poiblane a notamment évoqué l'appartenance, ancienne, de l'inspecteur Roux au SAC (Service d'action civique). Cette indication, dont on voit mal quel intérêt elle présente pour éclairer la conduite de l'enquête sur l'affaire de Broglie, ne pouvait qu'irriter un peu plus les commissaires R.P.R.

J.-Y. L.

L'ancien inspecteur Vincent affirme que l'« antigang » était au courant du projet d'assassinat

A travers l'addition par la commission de deux anciens inspecteurs de police, M. René Plouy, aujourd'hui à la retraite, et M. Jean-Bernard Vincent, aujourd'hui journaliste au *Quotidien de Paris*, les parlementaires ont examiné notamment, mercredi, la question de savoir si la BRI (brigade de recherche et d'intervention) était au courant du projet d'assassinat, ce qu'a toujours nié le commissaire Marcel Leclerc, qui dirigeait à l'époque la BRI. S'il est prouvé que ce service savait ce qu'il se préparait comme était le cas pour la dixième B.T., on voit mal comment on pourra continuer à clamer en haut lieu que le complot visant Jean de Broglie n'a pas été pris au sérieux et justifier le fait qu'on n'ait rien fait pour l'empêcher.

MM. Plouy et Vincent faisaient, en 1976, partie de la BRI. Il composait même ce qu'on a appelé le « groupe Plouy », une équipe de policiers chargés des filatures de Bernard André, l'homme qui dans un premier temps avait été pressenti pour tuer Jean de Broglie. Or la contradiction entre ces

deux anciens policiers est totale. Pour M. Plouy, la BRI n'a jamais été avertie du projet de meurtre et il conteste la validité des fiches d'écoutes téléphoniques publiées par le *Camarade enchaîné*.

En revanche, pour M. Vincent, qui a été entendu après son ancien chef et qui est tout aussi catégorique : les hommes du groupe Plouy savaient. Il a rappelé dans quelles circonstances s'étaient retrouvés le 24 novembre 1976, soit un mois avant le meurtre, devant le restaurant *Chez Simone*, rue de Maubeuge à Paris, les policiers de la BRI et ceux de la dixième B.T. qui surveillaient tous les mêmes hommes. Il a ensuite fait état des contacts qu'il eut en lieu le lendemain entre les commissaires Dufoir, patron de la dixième B.T., et le commissaire Leclerc, qui dirigeait à l'époque l'« antigang ». Mais il a surtout indiqué que, le lendemain ou le surlendemain du 24 novembre, il avait déjeuné en compagnie de quelques-uns de ses collègues avec l'inspecteur Roux dans un restaurant près de l'hôtel de Ville. Au cours de la conversation, l'inspecteur Roux a révélé ce

qui se tramait contre le député de l'Eure. Sur ce point M. Vincent est formel. L'inspection générale des services (I.G.S.) avait d'ailleurs été alertée sur le rôle du policier Guy Simone.

A ce propos, M. Pierre Joxe, député socialiste, a révélé que M. Jean Dureau, ancien directeur de la P.J., avait déclaré, lors d'une précédente audition, que l'I.G.S. avait répondu « qu'elle n'avait pas les moyens techniques » d'enquêter sur les activités de Simone. Les policiers du groupe Plouy avaient demandé une écoute téléphonique de l'ancien policier et se seraient vu répondre par leur supérieur : « C'est déjà fait », c'est ce qu'affirme M. Vincent, qui ajoute qu'après son identification, le 24 novembre, le commissaire Leclerc leur avait néanmoins demandé de continuer à le « filer ».

Les socialistes se sont étonnés qu'aucune sanction n'ait été prise contre Guy Simone qui, le 8 décembre, avait repéré l'estafette chargée de le suivre, l'avait prise en photo et avait même donné des coups de pied dans la portière.

La troisième audition de M. Dureau n'a guère apporté d'éléments nouveaux. Après avoir affirmé que les transcriptions de fiches d'écoutes publiées étaient « des faux », l'ancien directeur de la P.J. placé en face de ses contradictions s'est borné à déclarer que « ce n'était pas tout à fait ce qu'il avait dit », et qu'on l'avait mal compris. Il a affirmé qu'il n'avait jamais su que la BRI était au courant de ce qui se tramait contre de Broglie. Quant à M. Maurice Poiblane, il a déclaré que, pour lui, le projet d'assassinat contre Jean de Broglie était présenté dans la note du 24 septembre comme quelque chose d'accessoire, « une incidence rapportée au reste ».

Les déclarations entre les policiers de base et leurs supérieurs sont donc loin d'être concordantes. Mais pour les membres de la commission la vérité avance à petits pas. M. Pierre Guédon (P.S.) a estimé que « la thèse selon laquelle M. Michel Poniatowski n'était pas au courant est en train de tomber morceau par morceau ». — M. B.-B.

Y a-t-il quelqu'un dans la salle qui connaisse la réponse ?

Mercredi 8 octobre, à l'Assemblée nationale, les socialistes viennent de réclamer la démission du ministre de l'intérieur à la suite de l'attentat de la rue Copernic. M. Bonnet est tendu. La séance se poursuit avec les questions d'actualité.

M. Filloud (P.S., Drôme) : « Une action en diffamation contre M. Poniatowski a été jugée irrecevable par la justice, selon lequel il serait couvert par une immunité permanente en tant que membre de l'Assemblée européenne. Dans son oratoire, le juge d'instruction a précisé que c'est après consultation du ministère des affaires étrangères qu'il a pris sa décision. » Le député socialiste s'élève de cet avis « qui aboutit à accorder l'immunité totale à un représentant de la France à une assemblée internationale », au moment, précise-t-il, où une dizaine d'élus socialistes sont poursuivis « pour avoir pris la parole sur des radios libres ».

Au banc du gouvernement, c'est la confusion la plus complète. Personne ne veut répondre. M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, fait des gestes pour montrer qu'il ne veut pas prendre la parole. M. Bonnet agit la main pour signifier la même chose. Le premier ministre se penche vers lui, lui parle, le convainc. Avec réticence, le ministre de l'intérieur se lève et répond : « C'est un problème qui ressortit au règlement de cette Assemblée et je vous avoue ne le

point connaître... » Il s'assoit. Les députés de l'opposition protestent bruyamment.

M. Chaban-Delemas croit utile de préciser les choses : « Votre réponse signifie sans doute, monsieur le ministre de l'intérieur, que vous allez vous documenter afin de répondre par écrit à M. Filloud ? » M. Bonnet a tout dit. Il ne sait pas, alors qu'on le laisse enfin tranquille ! L'opposition poursuit ses protestations.

M. Barra prend la parole : « La question a été posée dans un tel brouhaha que même moi, j'en ai mal entendu les diverses parties. Si M. Filloud voulait saisir le gouvernement, réponse lui serait rapidement donnée. » M. Filloud : « C'est le ministre des affaires étrangères qui a rédigé la note à laquelle se réfère l'ordonnance du juge d'instruction, et il est le M. François-Poncet prend l'air absent. »

M. Franceschi (P.S., Val-de-Marne) : « Puisqu'il est là, qu'il réponde !... »

M. Chaban-Delemas : « Monsieur le premier ministre s'est engagé à donner une réponse qu'aucun des membres du gouvernement ne peut fournir immédiatement. » Le président de l'Assemblée nationale ajoute : « Il peut bien arriver qu'un ministre soit dans l'impossibilité de répondre immédiatement à certaines questions posées ex abrupto. »

Blas sûr, bien sûr... L. Z.

LES SIX PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DU SÉNAT SONT RECONDUITS

Les six commissions permanentes du Sénat ont élu leurs bureaux et réélu comme présidents :

MM. Edouard Bonnefous (Gauche dém., Yvelines) aux finances. Le rapporteur général reste M. Maurice Bin (Union centriste, Ardennes). Léon Eeckhoutte (P.S., Haute-Garonne), affaires culturelles; Michel Chauvy (R.P.R., Loire-Atlantique), affaires économiques et Plan; Jean Lecanuet (U.N. cent., Seine-Maritime), affaires étrangères et défense; Robert Schwint (P.S., Doubs), affaires sociales; Léon Jozeau-Marigné (R.I., Manche), lois constitutionnelles et législation.

L'élection des bureaux de la commission a donné lieu mercredi 8 octobre, au Sénat, à une protestation du parti communiste, dont l'un des représentants à la commission des affaires sociales, M. Hector Viron, sénateur du Nord, a été évincé d'une vice-présidence par M. Jean Charfoux (R.P.R., Paris). L'humilité accuse M. Robert Schwint, sénateur socialiste du Doubs et président de cette commission, d'avoir « permis que soit retirée au groupe communiste du Sénat la seule vice-présidence qu'il avait obtenue ces dernières années » et de témoigner des « convergences qui existent entre le P.S. et le R.P.R. ».



Voici les monnaies françaises de collection. Une émission officielle et à tirage limité de l'Administration des Monnaies et Médailles.

L'Administration des Monnaies et Médailles vous offre chaque année, à travers la série « Fleurs de Coins », l'occasion de collectionner, à peu de frais, les monnaies françaises à cours légal.

Pourquoi les « Fleurs de Coins » sont-elles si recherchées par les collectionneurs ?

La série des « Fleurs de Coins » est en quelque sorte l'émission de luxe des monnaies françaises mises en circulation chaque année. Vous découvrirez plus bas pourquoi la série F.D.C. 80 est appelée — comme ce fut le cas de la série 79 — à acquiescer de la valeur.

Trois facteurs garantissent d'avance à une série F.D.C. une cote numismatique incontestable : son tirage limité, donc sa rareté, sa qualité de frappe, sa présentation.

Alors que les pièces de monnaie courante sont généralement frappées chaque année à plusieurs dizaines de millions d'exemplaires, les séries F.D.C. sont émises à tirage très limité garanti par l'Etat (quelques dizaines de milliers à peine) pour les collectionneurs du monde entier.

En outre, les séries F.D.C. bénéficient d'une fabrication très soignée, sans comparaison avec la frappe de la monnaie que nous utilisons chaque jour. Une monnaie F.D.C. est en effet frappée hors du circuit industriel, à l'aide de coins (matrices) neufs et polis, sur des flans sélectionnés ayant subi un traitement destiné à les rendre plus brillants. Les différentes phases de la fabrication sont effectuées par un personnel spécialisé de l'Administration des Monnaies et Médailles et toute manipulation réalisée à l'aide de gants.

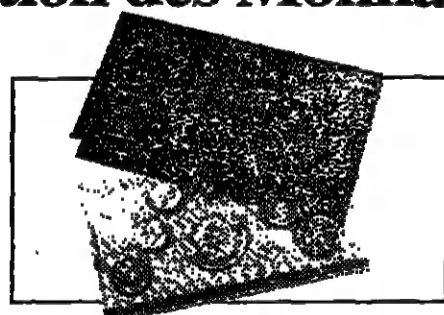
La série F.D.C. 79 lancée à 220 F est aujourd'hui vendue 500 F !

Il vous suffit de feuilleter n'importe quel catalogue de monnaies pour constater que leur cote est essentiellement liée à leur état de conservation. La valeur d'une F.D.C. peut être 10 fois plus élevée que celle d'une même pièce présentant des traces de coups ou d'usure. La qualité F.D.C. est donc la plus cotée sur le plan mondial, la seule qui mérite de figurer dans une collection de qualité.

Une présentation élégante pour un cadeau prestigieux.

Les séries F.D.C. bénéficient d'une présentation de prestige qui garantit leur parfaite conservation et permet de les offrir en cadeau, un précieux cadeau susceptible d'acquiescer de la valeur avec les années.

SOUSCRIPTION POSTALE OUVERTE AUX ÉDITIONS :
JEAN-MARC LALETA
REVENDEUR AGRÉÉ DE L'ADMINISTRATION DES MONNAIES
8, rue d'Anjou - 75008 PARIS.



Par son prix officiel modique, une série F.D.C. vous donne, en plus, l'occasion d'ajouter vos efforts à la numismatique. Collection, qui ex au départ un jeu de patience, et à la longue, un placement qui s'avère souvent très fructueux. A titre d'exemple, sachez que la série F.D.C. 79 mise en vente à 220 F est aujourd'hui proposée à 500 F (137% d'augmentation en un an).

La série F.D.C. 80 est présentée sous pochette protectrice transparente et scellée. Les pièces peuvent être examinées sur les 2 faces sans être abîmées. L'ensemble est mis en valeur dans un élégant portefeuille bleu et or façon daim.

Les F.D.C. 80 : une série rare appelée à prendre de la valeur.

En plus de sa qualité de conservation, le millésime (année de frappe) d'une pièce a une importance capitale. En effet d'une année à l'autre, la même pièce fait l'objet de tirages plus ou moins importants. Or, la série F.D.C. 80 comporte pour la dernière fois la fameuse pièce de 50 F en argent au millésime 1980. Millésime d'autant plus rare que cette pièce a été démonétisée en février 1980. La 50 F n'a donc été frappée que pour les séries F.D.C. : aucun exemplaire au millésime 1980 ne sera mis en circulation courante. En 1979, l'émission courante avait atteint 12.000.000 de pièces de 50 F. Les numismates ne pourront donc se procurer la 50 F 1980 qu'à travers ces séries F.D.C. dont le tirage est de surcroît très limité.

Recevez à domicile, sans frais de port, votre série F.D.C.

■ Sans avoir à vous déplacer, vous recevrez à domicile votre série F.D.C. 80 en bénéficiant du prix officiel fixé pour 1980 par l'Administration à 400 F.

■ Les souscriptions étant enregistrées par correspondance selon leur ordre d'arrivée et dans la limite des séries disponibles, nous vous invitons à renvoyer dès aujourd'hui le Bon de souscription ci-dessous. N'envoyez pas d'argent maintenant. Vous paierez plus tard à réception d'une facture.

■ Cette offre est strictement limitée à 10 séries par foyer (à l'exception des établissements bancaires et des revendeurs) afin de donner satisfaction au plus grand nombre de collectionneurs.

■ Les prix sont garantis jusqu'à la livraison pour toutes les commandes payées avant le 31/12/80.

■ Les expéditions s'effectuent dans un délai de 8 à 10 semaines par colis postal assuré voyageant aux risques et périls des Editions LALETA. Revendeur agréé de l'Administration des Monnaies et Médailles.

■ Garantie de remboursement en cas de retour du colis dans un délai de 30 jours.

IMPORTANT
Même si vous ne désirez souscrire aux F.D.C. 80, envoyez-nous vos nom et adresse. Vous serez ainsi documenté, sur nos nouvelles numismatiques.

BON DE SOUSCRIPTION

à compléter et à renvoyer aux Editions J.-M. LALETA

Reveneur agréé de l'Administration des Monnaies et Médailles 8, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT. VOUS PAIÉREZ PLUS TARD.

Veuillez m'adresser à domicile, sous réserve d'expédition :

Indiquez dans cette case : Série F.D.C. 1980, au prix (*) unitaire officiel de 400 F, le nombre désiré soit au total : F (Port inclus).

Je régle votre facture dans les 15 jours suivant sa réception, par chèque bancaire, chèque postal ou mandat-lettre. Le colis me sera alors adressé dans un délai de 8 à 10 semaines au fur et à mesure des livraisons de l'Administration. En cas de retour du colis dans les 30 jours, je serai intégralement remboursé.

ECRIVEZ EN MAJUSCULES S.V.P. Date : Signature :

M., Mme, Mlle

Adresse complète

Code postal Ville

(*) Pour l'étranger, port et taxes douanières éventuelles, à charge du Souscripteur.

271

société

L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. BARRE : « Je demande aux Français d'être solidaires dans l'épreuve »

A tout prendre, il faudra davantage se remémorer la manifestation qui s'est déroulée mardi 7 octobre de la station à la République, que la séance de l'Assemblée nationale du mercredi 8. D'un côté, la solidarité, l'émotion de deux cent mille personnes qui ont tenu dans la capitale; de l'autre, les régimes de comptes. Acte en soit donné à M. Charles De Gaulle, l'Assemblée nationale, en effet, ne s'est pas - grande - par les propos échangés dans l'hémicycle. Condamnation, solidarité, répression, répression, dialogue du verbe, cent fois répétée, peut-être, pour exorciser le mal de la débâcle. L'Assemblée commande ? Ne faut-il pas aussi se remémorer la séance politique du mercredi 8 ?

La gauche la pense, le dit, le prouve. M. Mitterrand rappelle quelque quarante-trois « d'actes de violence » impunis ; M. Edgar Pisani dit que le gouvernement a « tenté de réaliser... » une « situation caractéristique... » de la « gauche » ; les activistes d'extrême droite... Le pouvoir condamne. Il condamne tout, en bloc : l'attentat, le racisme, le terrorisme, la récupération politique, « les attaques contre la police, les... allégations diffamatoires... le pouvoir, par nature, » vertueux.

M. Barre a entendu dire, « ici ou là », que le gouvernement n'avait « rien fait... » et qu'il était « son requérant pour réparer

Le 3 octobre, sous la présidence de M. Chaban-Delmas (R.P.R.), l'Assemblée nationale entend une déclaration de gouvernement.

Après avoir estimé que le pays trahissait, depuis vendredi dernier, la cause d'épreuve », le premier ministre déclare :

« Le terrorisme est un crime odieux, qui ne peut pas être toléré. Il faut le combattre avec la même fermeté que la criminalité ordinaire. L'homme qui s'attaque à la vie humaine est un criminel. L'attentat est un crime d'entre nous qui, il y a quarante ans à peine, ont été des épreuves indicibles. (...) »

Après la lecture des quatre volumes laissés par cet ignoble attentat :

« A nos compatriotes juifs, le Président a dit par la naissance de la République, à nos comportements que nous devons appartenir à un passé entièrement révolu, à une République qui ne sympathise pas avec leur porte, dans une République tragique, l'œuvre de la nation. Pour aucune personne ne peut être un moment les

... à se repandre, qui peut donner à la République une détermination d'homme et de femmes qui n'ont jamais donné de pays au racisme ou au antisémitisme, qui ne peut pas donner :

« Nous ne pouvons pas laisser les pouvoirs publics au cours des derniers mois en apportant la preuve d'agresseurs et de victimes. (...) »

Après la lecture des quatre volumes :

« Les poursuites engagées contre les auteurs d'actes de provocation, de violence, de dissolution d'associations et de groupements d'inspiration raciste et antisémite, de la provocation à la haine, à la menace. Ces poursuites seront poursuivies et renforcées. La police nationale, qui a toute la confiance du gouvernement et de la France, doit être renforcée. (...) »

Après la lecture des quatre volumes :

« La grande détermination. Elle montrera ainsi, une fois encore, que nous sommes de tout esprit, de toute foi, de toute conviction, de toute République.

[illegible]

les - activités délictueuses. Les ennemis de la démocratie, il
plaint ceux qui, pour des raisons partisans, répandent
de fausses affirmations scandaleuses. M. Bonnet assure que l'é-
léphant déclenche si dans la police, ici ou là, « quelques élé-
ments » auraient pu favoriser - positivement - des actions
contraires à la loi, mais il donne l'impression qu'il n'y a
guère. En revanche, le ministre de l'intérieur croit que le moment
est bien choisi pour « livrer » des insinuations pour dénoncer
l'« incroyable intolérance » des organisateurs de la Fête de
l'Humanité. A l'égard des jeunes tuifs, pour rappeler insidieu-
sement à l'ordre, le ministre de l'intérieur a été très ferme.
L'intérieur, au moment d'une telle affaire, il avait dû
rendre compte de la difficulté à réunir un congrès. La vérité,
estime M. Bonnet, c'est que la police est tenue en compte par
la technique moderne. Sourd aux « fausses nouvelles » qui, sans
relâche, réclament la démission, le ministre de l'intérieur ne
peut donner que l'argument suprême, les nombreux
attentats dont le pays doit se défendre. Il a dû s'efforcer
d'empêcher que la police ne soit « envahie » par des
laissés entrer dans la police des « éléments néo-nazis » que
de la provocation, qui fait de la récupération.

M. Garmy et les représentants de la majorité appellent, avec la mobilisation. Pour M. Labbé (R.P.R.), c'est un lieu de

M. MITTERRAND (P.S.) : Vous ne pouvez vous contenter d'exhortations et d'idées générales.

M. MITTERRAND (P.S., **« Les volontés des manifestations pacifiques de protestation à l'attention de la rue Copernic « la réflexion de sang d'un homme d'Etat communiste qui s'est menacé de la France, ajoutée à l'indignité de l'une de ses composantes, atteinte de l'existence même, comme l'ont été ceux qui ont payé de leur vie le prix de la haine. » Le premier secrétaire du P.S. indique en conséquence que les deux adversaires de la majorité qui ont partagé le moment d'émotion populaire, M. LAROCHE et M. MITTERRAND, M. LAROCHE affirme : « Les victimes désignées des coups, nous les percevons l'arme redoutable, ont le sentiment de la force de celle des pouvoirs publics... car je ne mets pas en cause les pensées, les intentions, les convictions, dans le cas de la plupart d'entre eux. » Après avoir insisté sur le fait de « commis des crimes de mort », M. LAROCHE ajoute : « Les pouvoirs frappés de terrorisme ont été encore les victimes. » M. MITTERRAND considère comme « la responsabilité de l'intérieur des choses » pour montrer le sens qu'il a de ses responsabilités », il souligne que le dernier président du conseil ne se saisi de la situation après la mort d'Aldo Moro, et précise : « Au contraire, les ministres n'en ont fait que trop reconnaitre, »**

solidarité, — sursaut, pour M. Chénoud (U.D.F.) — un
solennel combat contre les fanatismes et l'assommoirisme. Ils
ont raison. Ils ont — raison. Pour — admettrait aussi
l'explication de M. Peyrefitte suivant laquelle la Cour — sûreté
de l'Etat — une juridiction spécialisée, au même titre que les
tribunaux de commerce — importance, n'est-ce —
devant cette juridiction, il n'y a pas — constitution — partie
civile avant l'audience! Le garde — sceaux tirerait profit,
comme d'habitude, rappeler un peu tard —
programme — il est indiqué que la Cour
de sûreté — ne comprendra désormais que — magistrats civils —

Demain, hier déjà, la politique aura repris ses droits. Peu importe si, aujourd'hui, comme le dit M. Mitterrand, « Bonnet et Peyrefitte » sont chargés de jeter le trouble à l'Assemblée nationale, peu importe si M. Leroy estime, dans « l'Humanité » du 9 octobre, que le premier secrétaire du P.S., en saluant « adversaires de la majorité » qui ont partagé avec la gauche un « intense moment d'émotion populaire », s'est livré à une « évasion idéologique » ; il restera une scène ineffaçable, le foule, un certain soir, dans les rues de Paris.

LAURENT ZECCHINI

...couleur » M.
ou noir, reste odieux, le mi-
l'intérieur déclare
engagés
assassins leur faire subir
de la loi, mais aussi pour
détecter dans la police les quelques
avoir favorisé positivement
action contraire à la loi.
dentologie polémique.
fonctionnaires sont coupables
punitifs, tout
ont déjà des trois d'entre
eux : un dans deux en
qu'on attende
... »

celle que ~~vous~~ ^{vous} souhaitez
dépêché l'opposition qui dimen-
che, le rendait responsable et
qui, au lieu de vous faire
hollandaise ! Il ajoute :
« Admettez qu'on puisse être
policier républicain, qu'il
soit, par exemple, un parti
communiste. M. Bonnet
condamne l'exploitation de
l'aténisme à des fins politiques,
il assure que les services chargés
de l'enquête ont fait de
investigations dans toutes les
directions, et peut-être
t-il, s'adressant à M. Bail-
lard, a-t-il une à laquelle vous

M. FAYREFFITE, garde des
sceaux, explique : « L'Es-
Cour de l'Etat : « La
juridiction est com-
indique-t-il, est com-
finger les personnes et pour les
de la loi, mais il est
pas un Copernic
tue pas un copernic mais un
est un copernic, cas qui
prévu par l'article du code
de procédure pénale, qui
commis un attentat dans le
de fait de porter le massacre ou
la déposition ». En l'occurrence,
ajoute-t-il, il y a bien une
circulation
pas en entera ».

Interrogé par M. FOURCHON

M. BALLANGER estime que le ministre se livre à une « propagande » et ajoute : « Les hommes d'aller jusqu'à dire que sa pensée est »

M. Bonnet assure qu'il n'a « rien fait » pour faire « passer » que ce soit « concernant M. Ballanger ou son groupe ». Le Ballanger de l'insubordination, des « démissions perdues », de la police « qui ne veut pas » : « Les représentants des organisations professionnelles qui ont toujours fait grand tapage » et « le conseil de discipline qui a permis d'écarter de la police l'inspecteur stagiaire Durand ; les magistrats ont, depuis lors, travaillé d'un commun accord sous l'impulsion d'un même parti ».

(P.S. Puy-de-Dôme) sur le point de savoir pourquoi la « loi de sûreté » de l'Etat n'a pas été appliquée « aux massagers du bar de l'Esplanade », de la Justice « n'a pas » de qu'il n'est pas « réglementé en comptes, c'est-à-dire d'un crime de « délit commun ».

M. Peyrache affirme en conclusion : « Le Cour de sûreté de l'Etat n'est pas une juridiction spéciale, ou même une « juridiction » commerciale ou que les conseils de prud'hommes » Il est « scandaleux », ajoute-t-il. « Les magistrats de la juridiction de la Cour de sûreté de l'Etat » mais « les magistrats du siège », mais « les magistrats du gouvernement », mais « les magistrats indépendants n'importe quel juge n'importe quelle juridiction, il n'est pas possible de ne pas faire confiance à la

AU SÉNAT

**La déclaration gouvernementale
est lue par M. Peyrefitte**

Le ministre M. ALAIN FÉREYRITTE garde le silence à la déclaration gouvernementale. Les députés ont plusieurs reprises par des interruptions violentes interrompu le ministre, quand le ministre évoque le prochain examen de son projet « sur les libertés » par les députés. Le ministre reconnaît de l'action du gouvernement dans la « contagion de la ré-

action » qu'une réponse soit donnée « aux grandes accusations portées par certains députés » et que les « circonstances actuelles » a-t-il dit, dans une question que l'Orateur a posée, que l'Orateur a posée, que l'Orateur a posé.

Après avoir prononcé l'éloge de MICHEL LABERGUE, sénateur centriste des Pyrénées-Alpes, le député de la Haute-Saône, M. POBER a remercié le Sénat, dans

[illegible]

UN COMMUNIQUÉ DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Le président de la République a demandé au ministre de l'éducation d'inviter les recteurs à organiser en concertation avec les enseignants un effort pour affirmer le caractère pluraliste, démocratique et fraternel de la société française.

■ **M. Christian** indique qu'il a communiqué au ministre de l'éducation, à donné des instructions nécessaires à l'exécution de la politique éducative qui interviendra avec les initiatives qui se manifesteront au Japon de façon spontanée (1).

■ **Le ministre de l'éducation** a informé les participants l'ensemble de la organisation, représentation et personnels nationaux et parents d'élèves : il les a invités à s'associer à la prise de ces décisions.

(1) N.D.L.B.: de nombreux enseignants, de leur propre initiative ou à la suite de consignes syndicales, ont consacré, depuis vendredi, certains de leurs cours à des thèmes tels que le racisme et l'antisémitisme.

**M. LEROY (P.C.F.) DÉNONCE
LA POLITIQUE « BELLECISTE
ET DISCRIMINATOIRE » D'ISRAËL**

M. LEROY. Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré : « L'Etat n'est pas le T.F.1 », en réponse à M. de Pierre-Block, président du MLCRA qui avait assisté au même moment à la conférence du Monde du 7 octobre), que « les travailleurs et les démocrates ont le droit de qu'ils labourent et d'inspiration légitime au profit de la politique humaine et de la discrimination, de la vie, de la simple vie humaine, de l'Etat n'est pas le T.F.1 », a ajouté : « Le formidable puissance » et rapporté pour la population au MLCRA, la « l'usage cognitive » et la « l'usage » caractère singulier de l'opération politicienne, laquelle s'est horé M. Jean Pierre-Block, communiste, un militant du mouvement l'humanité » sa fête, communistes » leurs combats » communistes » payé au MLCRA » avec » l'existence pour » avec » l'existence

M. BALLANGER (P.C.): Halte aux activités paramilitaires

M. BALIANGER, président du **U.D.F.**, estime qu'on ne peut rejeter l'hypothèse selon laquelle la délinquance est le résultat d'un manque de dignité humaine. « Il est évident qu'il faut préciser les causes du mal, déterminer les facteurs sociaux, économiques, politiques, etc. », dit-il. « Mais, en France de 1980, on ne peut pas dire que les hommes politiques doivent avoir la dignité de ne pas crier aujourd'hui en préparant la loi de 1981 qu'ils refusent de reconnaître la responsabilité humaine dans la délinquance. »

Le député de Paris, **Marcelin**
Republique indigne, à pro-
 duire des **tristes** **Carottes**

[illegible]

M. BONNET : Pas de « chasse aux sorcières »

AU SÉNAT

**La déclaration gouvernementale
est lue par M. Peyrefitte**

est due par son système

Griffolsde
FEMMES
1, rue de la Plaine
(Nation)
3, rue de Lagny
(Nation)
2, rue du Récarry
(Hôtel de Ville)

Griffiole
DES
CHEMISIERS
TOUT EN
GAÏTE
95 F.

Griffzoides
DES BEAUX
TAILLEURS
TOUT EN
DOUCEUR.
395 F.

Griffnoble
5
BOUTIQUES
C'EST
CHIC

DROIT
Sciences Eco.
Documentation sur demande
Octobre 1999
500 pages annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
45, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 033.81.23/229.03.71/354.45.57

Grisfroid
HOMMES
3, rue de la Plaine
(Nation)
3, bd Montmartre
(Montmartre).

DE LA RUE COPERNIC

«Aucun axe de recherche n'est privilégié»

indique la Cour de sûreté de l'État

Les obsèques des victimes de l'attentat de la rue Copernic ont lieu ce jeudi 9 octobre. Le matin, à Argenteuil (Val-d'Oise), ont été célébrées les obsèques de M. Jean-Michel Barbe, âgé de quarante et un ans, en de plusieurs dizaines de personnes. Parmi les personnalités, notait la présence de René Monory, ministre de l'économie, du préfet du Val-d'Oise, M. Robert Mont-

dargent, maire (P.C.) d'Argenteuil et député du Val-d'Oise, et M. Jacques Williams, rabbin de la synagogue de la rue Copernic. D'autre part, M. Jacques Barrot, ministre de la santé, M. Jacques Chirac, maire de Paris, devaient assister l'après-midi, à l'enterrement d'une autre victime, M. Philippe Bouissier, tué à l'âge de vingt ans, en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes (Paris-17^e).

Une moto achetée en 1977

Les enquêteurs de la brigade criminelle continuent d'observer officiellement, jeudi 9 octobre, la plus grande discrétion sur les prolongements de l'enquête. Néanmoins, la piste «ouverte» par M. Christian Bonnet, mercredi 8 octobre en l'Assemblée nationale, a été l'objet de l'attention dans toutes les directions. Dans l'une, monsieur Ballanger, à laquelle dans l'après-midi, les faits provenant de la préfecture de police précisaient les propos sibyllins de M. Bonnet.

Selon les informations, il paraît établi, d'après les constatations sur les lieux, que la charge explosive était placée dans la soute d'un cyclomoteur de marque Suzuki, de type T.S., un cyclomoteur n'ayant pas été réclassé par son propriétaire. Les policiers ont recherché, à partir de l'identification du numéro du cadre du moteur, les revendeurs du véhicule. Le 9 octobre, dans la matinée, leurs investigations ont amené à retrouver un nom d'un ressortissant chypriote, qui aurait acheté la moto à la payant «cash» en dollars. D'après le dossier, la police, l'acquéreur qui disposait d'une somme supérieure au prix du véhicule aurait demandé qu'on y ajoute des accessoires.

D'autre part, les témoignages précis qu'avait donné le soir du drame, un membre de l'Union libérale juive d'après lequel des jeunes gens en auraient déposé un paquet sur le toit d'une Méhari, serait écarté. Il s'agirait probablement d'après la police, de Meurs. La piste de la moto-

cylette et du couleur semblent cependant d'un véhicule repéré mardi 7 octobre, dans la nuit, devant le domicile de M. Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA, portant un faux numéro d'immatriculation. Un véhicule identique aurait été également repéré devant la synagogue de Neuilly, rue Ancelle. Pour ce qui concerne le cyclomoteur T.S. - 125 Suzuki, les établissements Mayer, à rue de l'Orangerie à Versailles, affirment l'avoir vendu neuf le 2 août 1977. Le véhicule portait, comme colonne de direction, le numéro de la société d'exploitation des établissements Pierre-Bonnet, importateur de distributeur exclusif Suzuki en France, a confirmé que le véhicule a bien été importé en 1977.

Alors que les enquêteurs affirment avoir retrouvé le vendeur, la société Mayer nous a indiqué qu'aucun policier ne s'était présenté à son siège. On peut demander comment le propriétaire de la moto, en 1980, a pu être identifié sans que celui qui l'avait vendue, en 1977, ait été interrogé. Il est possible que l'identification ait été faite par le fichier des cartes d'identité mais les enquêteurs ne le disent pas. Les policiers affirment cependant que leur piste est sérieuse. Ils indiquent que le mystérieux Chypriote a séjourné dans un hôtel de l'arrondissement de la Seine. Le propriétaire de cet établissement nous a, lui aussi, affirmé n'avoir reçu la visite d'aucun policier.

Ces indications conduisent à accueillir avec prudence les «révélation» faites mercredi au ministère de l'Intérieur. Elles indiquent que la prudence ne doit pas être le prétexte pour que la Cour de sûreté de l'État, M. Jean-Michel Barrot, candidat à la présidence de la République (F.C.M.L., maoïste) à l'élection présidentielle, a demandé, mercredi 8 octobre, l'interdiction de des candidats de M. Jean-Marie Le Pen et Pascal Gauchon, dirigeants du Front national et du Parti des forces nouvelles, dont les organisations, a-t-il dit, «sont beaucoup plus proches de la Cour de sûreté de l'État, que les terroristes fascistes et néo-nazis».

LES RÉACTIONS

EN FRANCE

Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Pen, a déclaré, mercredi 8 octobre au mémorial du Martyr juif inconnu, rue Geoffroy-L'Asnier à Paris. Le ministre ancien député a fait une déclaration à Matha, conduisant une délégation de la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite) a déclaré, mercredi 8 octobre : «Il est désolé et scandalisé par la manifestation de protestation contre le terrorisme se déroulant à l'appel de l'Union du R.A.P. et de la transmission au parti communiste français, lui-même complice du terrorisme international, de l'hymne mondial et des agressions de l'U.R.S.S. contre le monde libre».

Les anciens résistants qui désirent s'associer aux signataires du texte publié dans le Monde des 8 et 9 octobre, sous le titre «La monstrueuse vérité», peuvent écrire à l'adresse suivante : Témoins, chez Cosor, rue de la Glacière, 100 Paris.

Le cinéaste Claude Berri, à la suite de l'attentat de la rue Copernic, a décidé de sortir un nouveau son film, le «Vieil Homme et l'Enfant», à partir du 8 octobre au cinéma ABC. Les recettes iront au M.R.A.P. Réalisé en 1967, situé pendant la deuxième guerre mondiale, le «Vieil Homme et l'Enfant» raconte l'histoire d'un vieil homme antisémite (Michel Simon) qui prend d'affection pour un enfant mis en garde chez lui, sans qu'il sache, est juif. Le sauveur film, sa signification profonde de cette situation originale, écrivait Jean Barone en 1967, qui ajoutait : «Beaucoup de scènes ravissantes et finalement on se dit plus que de longs discours sur une certaine forme primaire de l'antisémitisme». Il est prévu ultérieurement la sortie nationale.

son côté le producteur Pierre Braunberger a décidé de tourner le «Chagrin et la Pitié» au cinéma le Panthéon Victor-Cousin, Paris 8^e. A.B.C. du Film, Poissonniers, 75001 Paris.

A L'ÉTRANGER

L'attentat de la rue Copernic continue d'exciter de nombreuses réactions à l'étranger, et particulièrement en Israël.

JERUSALEM, nous indique notre correspondant, pour dénoncer la vague d'antisémitisme en France et exiger un changement d'attitude du gouvernement français, quelques trois cents membres de divers mouvements de jeunesse israéliens se sont réunis à Jérusalem, le 8 octobre, pour organiser une manifestation devant l'ambassade de France à Tel-Aviv. Ils ont défilé avec des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : «Aujourd'hui les bombes, demain les camps», «1940 : Vichy, 1948 : Copernic», «Guerre des camps», etc.

«Diaspora Israël» même combat, ont chanté l'hymne d'Israël. Une délégation conduite par Ezer Weizman, député du Likoud, a remis un conseil de l'ambassade un sage de protestation contre la politique «anti-Israélienne» du gouvernement français, reprochant à son dernier fait que «les antisémites et les fascistes réclament la tête».

A TUNIS, nous a signalé notre correspondant, M. Elbi, secrétaire général de la Ligue arabe, a qualifié les attentats dirigés contre des membres de la communauté juive en France de «réprouvés», «exploitations politiques» et les «interprétations tendancieuses» auxquelles ils ont donné lieu. M. Elbi s'est inscrit en faux contre les déclarations tendant à rejeter sur des Arabes la responsabilité des attentats et a ajouté : «Dans tous les

arabes, les communautés juives ont toujours été stables, tranquilles et heureuses (...). Nous n'avons jamais connu de racisme antisémite (...). Ce nous combattons, c'est le sionisme, menées à la fois par des racistes et par des juifs qui font que les juifs en Israël sont ghetto par rapport aux Arabes, le sionisme fait que le peuple palestinien vit depuis des dizaines d'années dans la misère et l'humiliation».

NEW-YORK, le rabbin Alexander Schindler, président de l'Union des congrégations hébraïques américaines, a décidé d'assister vendredi 10 octobre à la synagogue de la rue Copernic, en tant que représentant à la conférence des présidents des principales organisations juives américaines.

A BRUXELLES, nous signale notre correspondant, les présidents politiques, suspendant les négociations entreprises pour la formation d'un gouvernement, ont tenu une conférence de presse pour exprimer leur inquiétude, leur indignation et leur solidarité avec les victimes de l'attentat de Paris. Ils ont couru d'une main de solidarité, qui a réuni plus de quatre mille personnes. Seul manquait le président de la formation extrémiste flamande «Vlaams Blok» que l'on soupçonne depuis toujours d'avoir été l'un des militants du V.M.O. (le Vlaams Militanten Orde).

Enfin, l'agence Tass qui compte l'ampleur de la manifestation, mardi 7 octobre, a écrit : «Cette manifestation a été un témoignage éclatant de la détermination de la France démocratique à repousser résolument les groupements néo-nazis».

LES FOURRURES MALAT

Malat Fourrures, 47, rue La Fayette, 75009 Paris - Tél. : 12.68.12.12. Grand choix de fourrures pour intérieur. Après-vente - Tél. : 12.68.12.12.

SUPERLIGHTS

LA PHILIP MORRIS BLANCHE



L'AMERICAINE SUPER LEGERE. NICOTINE: 0,4 MG. GOUDRONS: 3,9 MG.

Prima Line
risme

20 millions de francs
à Que choisir?

DU 10 AU 13 OCTOBRE

LEVEZ LE VOILE CHEZ RENAULT

OPERATION PORTES OUVERTES PARTOUT EN EUROPE

chez tous les concessionnaires Renault
venez lever le voile sur les nouvelles Renault 1981.

La gamme Renault s'agrandit encore. Vous pourrez, pendant quatre jours, lever le voile sur :

- La Renault 18 Turbo : La voiture qui vous fait découvrir la sensation Turbo.
- La Renault 11 Diesel : "Le Diesel brillant",

(trois versions 7 CV : Renault 18 TD - Renault 18 GTD - Renault 18 break TD).

- La Renault 5 Turbo : La dernière-née de la gamme Renault 5.
- La Renault Fuego GTX : La 2L qui complète la gamme des Renault Fuego.

• Les Renault 20 et Renault 30 : nouvelles versions, nouvelle motorisation, nouvel intérieur.

• Deux nouvelles gammes de véhicules utilitaires : Renault TRAFIC et Renault MASTER, près de 80 versions.

Gagnez une Renault 18*

(12 Renault 18 GTS à gagner)



Du 10 au 13 octobre, Renault organise dans toutes ses concessions et succursales, une immense fête avec des animations, des jeux. Parmi ces jeux, tous entièrement gratuits et sans obligation d'achat, voici celui qui vous permettra peut-être de repartir volant d'une Renault 18 GTS. La règle ? Elle est simple. Si la Renault 18 GTS que vous avez reçue, ou que votre concessionnaire vous a remise, fait démarrer la Renault 18 GTS exposée, la voiture est à vous. Et puis, n'oubliez pas, s'il y a une Renault 18 GTS à gagner chez votre concessionnaire Renault, des milliers de cadeaux vous attendent aussi à l'occasion de ces quatre jours de fête, quatre journées exceptionnelles.



Partez une semaine aux îles Seychelles.

Comment gagner un séjour d'une semaine pour deux personnes aux SEYCHELLES. Tous les concessionnaires et succursales Renault organisent le **Grand Concours des**

Autographes*. Un jeu simple, accessible à tous. Il vous suffit de demander à votre concessionnaire un bulletin-jeu. Vous devez reconnaître et faire signer les personnes de l'entreprise dont la photographie et le nom y figurent. Les bulletins correctement remplis et déposés dans l'urne prévue à cet effet feront l'objet d'un tirage au sort devant huissier et détermineront l'heureux gagnant d'un séjour d'une semaine pour deux personnes aux îles SEYCHELLES (océan Indien).

*en France

Madeleine Chapsal
Un homme infidèle
roman
GRASSET

GRASSET

lettres étrangères

L'œuvre exigeante de Ludwig Hohl

Dürrenmatt, Frisch, Muschg, le considèrent comme le plus grand écrivain de Suisse allemande vivant.

La vie de Ludwig Hohl n'est pas banale : en fait, il est un homme de lettres, un homme de lettres, un homme de lettres...

La Haye, entre 1931 et 1937, qu'il rédige son ouvrage principal, les Notizen, dans une pauvreté n'ayant d'égal que la grande solitude...

typique : lorsqu'il apprit la théorie de la relativité d'Einstein, Ludwig Hohl, enthousiasmé, parait-il, monta sur le toit de l'immeuble et tira des coups de feu...

Dire le plus juste de la façon la plus juste

Pourquoi ce qui compte, aujourd'hui, c'est de découvrir l'œuvre, méconnue. Si Hohl écrit quelques récits, dont l'Ascension et les nouvelles de Chemin...

Hohl regarde donc sa vie, sa vie : à en lire des leçons, partant de la banalité quotidienne pour l'élever au niveau d'expérience spirituelle. Au début, il découvre que c'est presque les hommes...

Une éblouissante parabole

SELON habitude, Ludwig Hohl a écrit de nombreuses fois ce texte, avant de lui donner sa forme définitive. Il jeta les premières lignes en 1926, le récrivit...

tempête de neige. Bientôt, Johann renonce, découragé, et s'en va vers la plaine. Un homme est continué seul, l'expérience spirituelle la profonde son goût pour l'alpinisme : c'est s'échapper de la prison qu'il grimpe à l'assaut des sommets...

Deux jeunes hommes partent en expédition : les sommets : Uli, solide garçon, est dynamique, efficace, débrouillard ; Johann, au contraire, rêveur, un paresseux, est terrifié par la montagne, quoique flatté de sa promotion à alpiniste...

Une folle simplicité

L'auteur semble croire que deux garçons d'une façon qui contredit leur vie antérieure. Uli, l'énergique, agissant longuement, Johann, le rêveur, d'un coup. Mais pourrait aussi voir que leur mort est juste : plus résistante met plus longtemps à mourir...

mot trop, ne joue pas le moindre rôle le chemin qu'on prend, sur le chemin, ce récit d'une simplicité, qui décrit un pour parler à l'intérieur, à son incise façon.

Les séductions de la nostalgie

Il y a une fois un professeur (M.I.T.), une femme (la sienne), une brillante directrice (Harvard), il y a deux fois l'une de son père, l'autre de sa mère. Tous quatre heureux.

Segal se prive de jouer, ici encore, sur l'émotion. Il y a quelque chose de vrai dans sa sensibilité. Quelque chose de banalité. Quelque chose de fondamental : ces personnages stéréotypés. Quelque chose d'éternel dans cette bonheur quotidien.

Il y a une fois un professeur (M.I.T.), une femme (la sienne), une brillante directrice (Harvard), il y a deux fois l'une de son père, l'autre de sa mère. Tous quatre heureux.

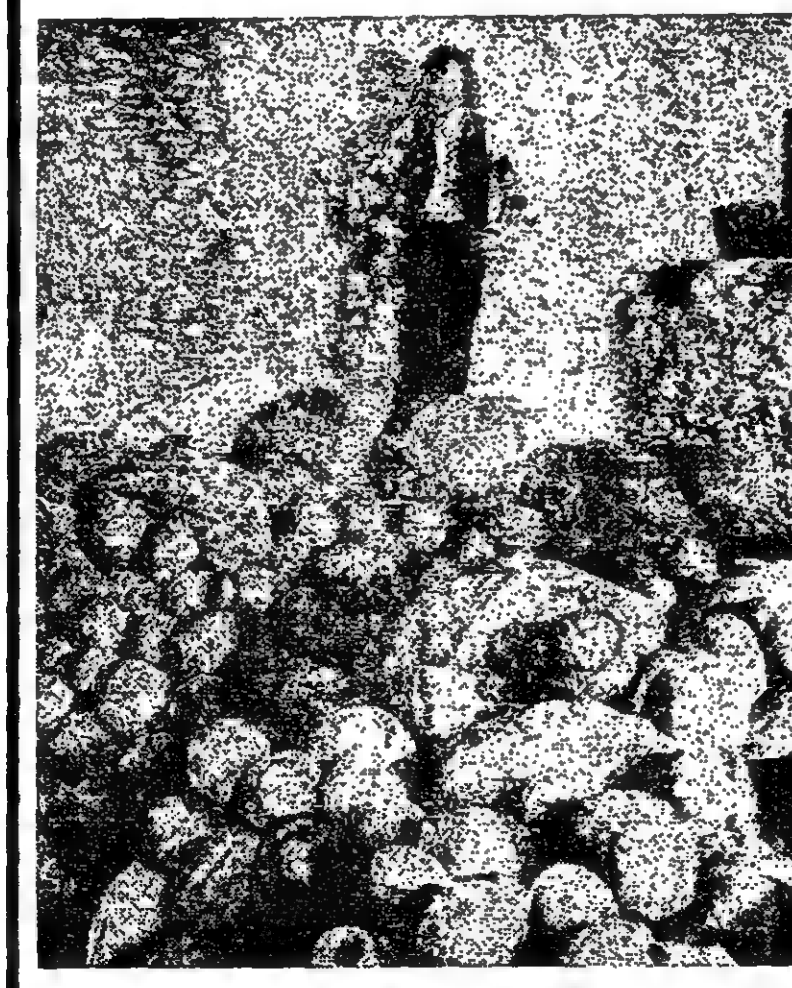
L'écriture n'est pas pour rien ce classicisme : la sophistication, la fois. C'est le sillage de Flaubert et Joyce. Avec toutes les techniques du cinéma moderne aussi, utilisées avec efficacité et discrétion.

Emouvoir L'histoire d'un homme et l'intrusion d'un monde de mal, le bonheur d'une famille, l'habitude du succès, l'ordre, du désordre et l'ordre. Les personnages sont tout le monde que possible : le père, la mère, les enfants, les amis, collègues, voisins. Les sentiments faibles : d'émouvoir une couple d'orphelin. Segal n'est-il pas coutumier du fait ? Vous vous souvenez de Love Story : il l'aimait, elle l'aimait, et elle mourut du cancer...

Un homme, une femme. UN HOMME, UNE FEMME. UN HOMME, UNE FEMME. Traduit de l'américain par PIERRE BENOIST.

ENGRENAGE Aime le moulin, par PIERRE SINIAC

LE BOUT DES BORDES



Le nouveau numéro spécial de la revue OBLIQUES, est un phénomène de l'édition : c'est une immense carte blanche donnée à Jean-Luc Parant pour qu'il y présente les lieux et les faits de sa vie et de son travail. Le résultat est plus que surprenant.

C'est ainsi que le JOURNAL DU BOUT DES BORDES - "journal annuel paraissant tous les 29 Octobre pour l'anniversaire de Titi" - a pris cette année des proportions exceptionnelles, celles d'un livre de 420 pages, réunissant les contributions de plus de 300 participants et plus de 1.500 illustrations (dont 13 pleines pages en couleurs). C'est le journal de bord d'un créateur et l'un des livres les plus originaux des dernières années.

L'ouvrage est relié pleine toile bleue, fers rouges et vignette collée sur le plat. Il pèse près de 2 kilos ! Il est envoyé contre toute commande accompagnée de son règlement de 250 F.

IL NE FAUT PAS MANQUER LA MAGNIFIQUE EXPOSITION "LE BOUT DES BORDES" A LA GALERIE LA HUNE 14 RUE DE L'ABBAYE 75006, JUSQU'AU 29 OCTOBRE

420 PAGES PLUS DE 1500 ILLUSTRATIONS 13 PHOTOS COULEURS 300 PARTICIPANTS RELIE TOILE

Obliques B. P. 1 Les Pilles 26110 Nyons

OBLIQUES Chez votre libraire

NOM :
ADRESSE :
☐ Je désire recevoir le numéro spécial d'OBLIQUES sur LE BOUT DES BORDES
☐ Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la somme de 250 F.
DATE : SIGNATURE :

MONEY le premier western financier

ARTCURIAL LIBRAIRIE

UNE VRAIE LIBRAIRIE D'ART CONTEMPORAIN 7000 titres français et étrangers disponibles. Catalogues sur demande

denoël

ENGRENAGE Prix paru, par JEAN-CHARLES FAUQUE

ÉDUCATION

UN COLLOQUE SUR L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

Faillite et rénovation des mathématiques

De notre correspondant

Montpellier. — Cent trente enseignants de mathématiques de l'université, d'instituts universitaires de technologie et de lycées français et étrangers viennent se réunir à Montpellier sous le patronage de la Société mathématique de France, pour le soutien de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public, de l'assemblée des directeurs d'IREM (instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques), à l'occasion d'un colloque sur « L'enseignement des mathématiques à l'université ».

Les débats portent sur l'enseignement des mathématiques à l'université, à qui travaille depuis déjà sur ce sujet. Le but n'est pas d'arriver à l'équilibre, mais à l'équation de plusieurs inconnues qu'il faut résoudre progressivement. On ne peut pas enseigner. Comment enseigner ? Pourquoi ? Et à qui ?

Les mathématiques de l'enseignement post-secondaire ne datent pas d'aujourd'hui. Les responsables de l'enseignement des mathématiques, physiciens et philosophes. Depuis près d'un siècle, la mathématique jouit d'un prestige inégalé. Les connaissances et l'imaginaire social. Par un subtil jeu d'aller et venir entre l'extérieur et le mathématicien enseignant, un prestige a conduit progressivement à la mathématique des mathématiques, formes vides de leur substance, dénuées de leur contenu, celles pratiquées par le mathématicien au travail. D'autre part, l'enseignement des mathématiques secondaires après la réforme des mathématiques modernes est différent de celui d'il y a vingt ans. Il n'est connu que des mathématiques abstraites sans objet identifié.

Actuellement, estiment les organisateurs du colloque, notamment Jean-Pierre Olivier, de Montpellier, et Mme Brigitte Rocco-Sénéchal, de Cser, la faillite de notre enseignement attestée par quelques enquêtes auprès d'étudiants préparant le CAPES (certificat d'aptitude au professorat) de l'enseignement secondaire. Ils apparaissent véritablement éreintés par l'enseignement scolaire.

Un exemple pratique a été donné : le diplôme d'études universitaires générales des instituteurs. Les participants estiment ne pas avoir les moyens de cet enseignement pour les problèmes spécifiques. Un do-

l'enseignement trop permet pas, en outre, de donner une culture mathématique réelle. Ils proposent de constituer des équipes universitaires de professeurs d'école normale. Les travaux dégagés de l'enseignement des mathématiques, d'abord, celui de la mathématique, par l'institution universitaire, d'un secteur nouveau d'études scientifiques de l'enseignement des mathématiques, le développement des recherches dans ce sens par l'enseignement supérieur (didactique des mathématiques) Mais il y a beaucoup de travail. C'est une œuvre nouvelle qui est, une œuvre de l'enseignement primaire et en retard dans le supérieur.

Les expériences pédagogiques ont été, ensuite, confrontées et analysées. Enseigner, pas plus qu'apprendre, n'est un acte simple ou naturel. Une connaissance de la matière est une condition nécessaire, mais pas suffisante. Les participants ont donc engagé une réflexion sur le tiers enseigné, la matière de l'enseignement des mathématiques.

Enfin, il a été décidé de créer plusieurs commissions nationales chargées d'étudier par grands ensembles de spécialité (par exemple la géométrie, les problèmes numériques et algorithmiques qui mettent en jeu l'informatique, le rapport mathématiques aux sciences humaines, etc.) la rénovation de l'enseignement de spécialités, dans la forme que dans le fond.

ROGER BÉCHAUX.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Serf - 75008 Paris

IPESUD INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

MÉDECINE et PHARMACIE
1^{re} et 2^e année
Préparation intensive par stages

- STAGE PRÉUNIVERSITAIRE pour BACHELIERS MÉDECINE - PHARMACIE
- PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX ÉCOLES DE :
KINE-ERGOTHERAPIE, ORTHOPHONIE, ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES.

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE
D.E.C.S.
B.T.S. TOURISME
SECRÉTARIAT MÉDICAL

Renseignements et inscriptions : **IPESUD**
Parc du Belvédère - Av. Marius-Carrieu
Montpellier Tél. 04.37.12.31

BTS de commerce international
un diplôme d'état ouvrant de nombreux débouchés dans un secteur en expansion
préparation en 2 ans
IPSA

- pratique des langues étrangères
- stages en entreprise dès la 1^{re} année
- spécialités option
- stage en Europe en 2^e année

Pourquoi un cœur de demain, a besoin de l'expertise du commerce international

Documentation gratuite sans aucun engagement : nom : _____ âge : _____
IPSA, 71 Fg St-Honoré Paris 1^{er} Etablissement privé d'enseignement supérieur adresse : _____ téléphone : 266.66.82

CARNET

Naissances

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Bourg-l'Abbaye, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Philippe PICHAT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Philippe PICHAT.

Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Brigitte OURY, fille de M. et Mme Jacques Oury, et M. Jean-Luc LAFONT, fils de M. et Mme Jean-Luc LAFONT.

Mariages

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

Décès

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

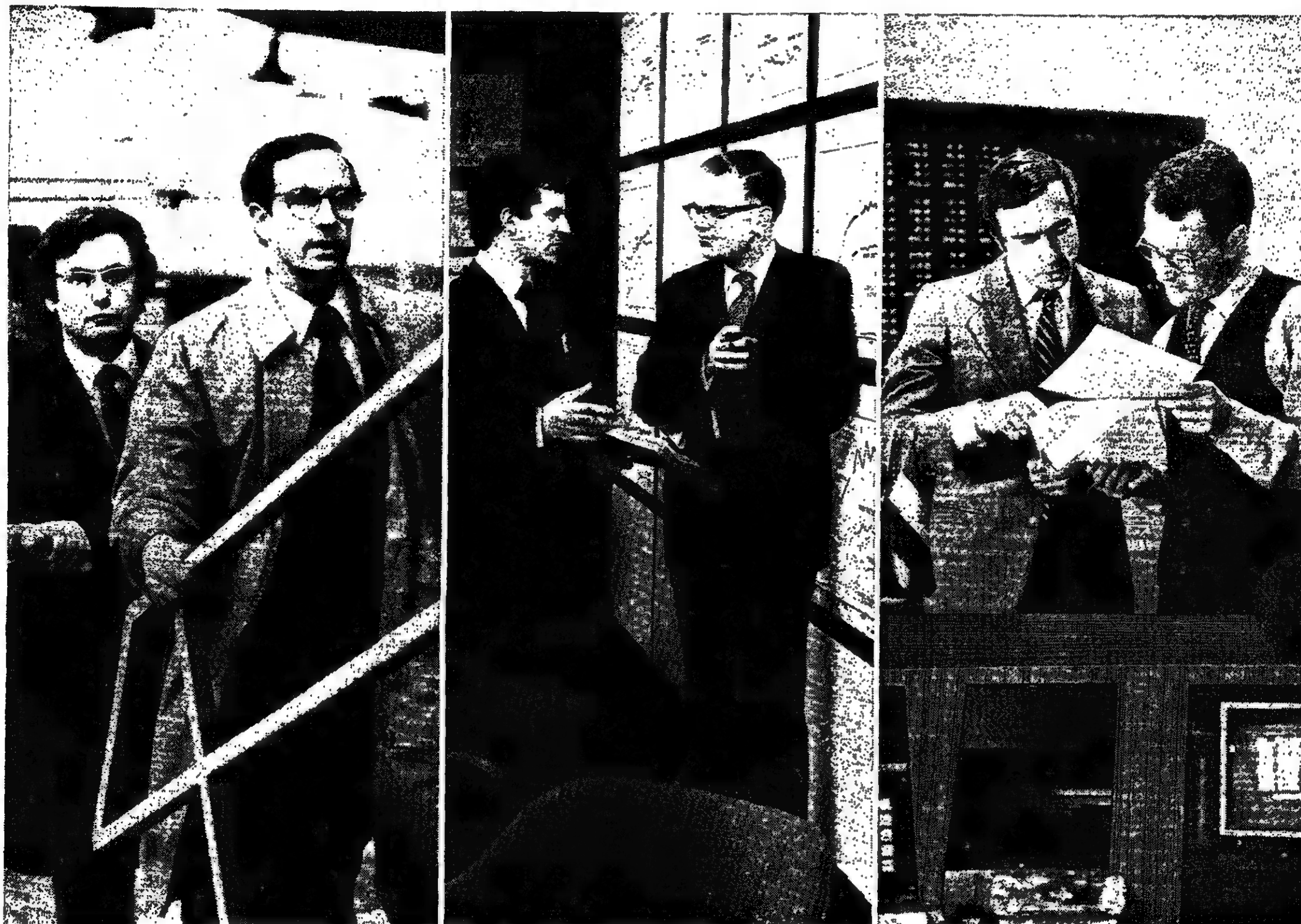
M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.

M. et Mme Jean-Luc LAFONT ont eu le 1^{er} octobre à Orléans, un fils, M. Jean-Luc LAFONT.</

Comment la Banque Morgan vous aide à faire face aux risques de change



De g. à d. : Alastair Hunter-Henderson et le Directeur IFM Morgan, John Haselton, partent à l'étranger pour rencontrer un client ; Roberto Mendonça, responsable IFM, en réunion avec Rimzour de Vides, directeur de Morgan ; Eric Bourdais du Charbonnière, Directeur de la Division Trésorerie à Paris et Baudouin Richard, responsable de l'équipe Foreign Exchange Services.

Les fluctuations des marchés des changes ont pris une telle ampleur que leur impact sur les bénéfices des entreprises est aujourd'hui un sujet de préoccupation constante pour les dirigeants et les responsables financiers. Ils ont besoin de suivre l'évolution des marchés, de prévoir les conséquences que cela peut avoir pour leurs sociétés et la manière dont ils doivent réagir. Chaque entreprise est différente : un vice unique ne suffit donc pas.

Pour cette raison, la Banque Morgan a adopté une approche globale qui vous permet de faire face aux importants risques de change auxquels votre entreprise est exposée. Nous vous offrons trois équipes distinctes et cependant intégrées : chacune d'entre elles est spécialisée dans le service dont vous avez besoin. Vous pouvez utiliser au choix l'une de ces équipes, deux d'entre elles ou les trois.

Notre équipe International Money Management (Gestion de Trésorerie Internationale) vous aide à identifier et à évaluer vos risques

dans n'importe quelle devise. IMM peut travailler avec vous pour perfectionner vos circuits d'information de risques de change et établir un système de gestion pour les contrôler.

Notre groupe International Financial Management (Gestion Financière Internationale) peut répondre à vos besoins financiers n'importe où dans le monde. Les spécialistes IFM analysent votre situation et vous indiquent les options qui vous sont ouvertes, y compris les possibilités de financement non bancaires. Ils conçoivent ensuite un plan de financement adapté à votre position de change globale et vous aident à le réaliser.

Notre équipe Foreign Exchange Services (Conseil en matière de change) est votre lien d'information avec les marchés des changes tant pour les développements quotidiens que pour les tendances à plus long terme. Travaillant étroitement avec les cambistes de nos succursales à travers le monde, les membres de cette équipe adaptent leurs analyses et leurs services à vos

besoins et intérêts particuliers. Ils vous conseillent également dans des domaines plus spécifiques tels que les opérations de change à très longue échéance (3-10 ans) ou lorsqu'il s'agit d'opportunités de couverture inhabituelles.

L'accès à ces équipes spécialisées permet aux clients de Morgan de mieux identifier, comprendre et évaluer leurs risques et d'agir - à temps - sur les marchés des changes. Pour mieux connaître nos services, contactez votre interlocuteur habituel chez Morgan, ou Eric Bourdais de Charbonnière, Vice President, Morgan Guaranty Trust Company, 14 place Vendôme, 75001 Paris.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris, tél : 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

RODIER
Rodier Claridge
74, Champs-Élysées
75008 Paris

RADIO-TÉLÉVISION

MUSIQUE A RADIO-FRANCE

Les obstacles et les moyens de Pierre Vozlinsky

La musique est une donnée... Les obstacles et les moyens de Pierre Vozlinsky... Le bilan de ces années... Les obstacles et les moyens de Pierre Vozlinsky...

VU

SUPER

Quand vous arrivez... Il prend l'avion... Les obstacles et les moyens de Pierre Vozlinsky...

Il prend l'avion... Les obstacles et les moyens de Pierre Vozlinsky... Claude Sarraute.

l'impression... Les obstacles et les moyens de Pierre Vozlinsky... Claude Sarraute.

Les grandes reprises

- AMERICA (A. v.o.) : Studio 100, 17h-18h.
- AMERICA (A. v.o.) : Studio 100, 17h-18h.
- AMERICA (A. v.o.) : Studio 100, 17h-18h.

M. FERHAT ABBAS INVITE DE « LA RAGE DE LIBRE » LE 22 OCTOBRE

M. Ferhat Abbas, ancien président du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne) sera l'invité de « La Rage de Libre » le 22 octobre.

VENREDI 10 OCTOBRE à 20 heures COURSES VINCENNES

CLINT EASTWOOD PHILIPPE FERRARI

PREMIERE CHAINE : TF 1

- 12 h 10 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 30 L'été aux enfants.

PREMIERE CHAINE : TF 1

- 12 h 10 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 30 L'été aux enfants.

DEUXIEME CHAINE : A 2

- 12 h 10 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 30 L'été aux enfants.

DEUXIEME CHAINE : A 2

- 12 h 10 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 30 L'été aux enfants.

TROISIEME CHAINE : FR 3

- 12 h 10 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 30 L'été aux enfants.

TROISIEME CHAINE : FR 3

- 12 h 10 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 30 L'été aux enfants.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
PROF. COMMERCE	105,00	128,48

ANNONCES CLASSEES

	ENCADRÉES	Le m/m ml.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00		
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40	
IMMOBILIER	25,00	28,40	
AUTOMOBILES	25,00	28,40	
AGENDA	25,00	28,40	

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



DSM est une importante société industrielle. Nos branches d'activité principales sont la Chimie, le Bâtiment et l'Energie. Notre effectif de 31.000 personnes dont les trois quarts sont occupés aux Pays-Bas. Nos interventions auprès des clients porteront cette année notre chiffre d'affaires à quelque treize milliards de florins. Notre société comprend sept Divisions: Produits Chimiques, Engrais, Produits Chimiques Industriels, Plastiques, Transformation de Matières Plastiques, Energie et Bâtiment. Le Groupe Polymères de notre Division Plastiques est spécialisée e.a. dans la fabrication de polyéthylène basse et haute pression, PVC, ABS, polypropylène. Pour promouvoir le marketing et la vente de ses produits, nous disposons d'un Service Technique bien équipé, auquel appartient le Groupe "Field Service". Ce group opère depuis le Centre opérationnel Geleen aux Pays-Bas. Pour assurer le "Field Service", particulièrement en France, nous recherchons:

un Field Service Engineer pour le PVC

Mission:

- conseiller les clients concernant la transformation et les applications en PVC,
- informer au sujet des formules et des additifs, machines, conditions de transformation, caractéristiques des produits, méthodes de test, etc.
- suivre les développements sur le marché, afin de pouvoir collaborer à la mise en oeuvre d'applications nouvelles et faire connaître son savoir en matière de PVC à ceux qui ont besoin de connaître les différents types.

Nous demandons:

- formation et/ou expériences haut niveau technique
- connaissance et expériences acquises dans le domaine des techniques de transformation de PVC et/ou des additifs PVC.
- bons contacts humains.
- bonne connaissance d'une langue moderne.
- capacité de travailler de façon indépendante.
- fréquents déplacements à l'étranger.



Envoyer C.V., prétentions + photo au Chef Afdeling Personeelsvoorziening DSM Limburg BV, Boite Postale 601, 6160 AP Geleen (Pays-Bas).



aerospatiale

1er Constructeur Européen de matériels aérospatiaux.

La Division des Systèmes Tactiques de CHATILLON SOUS SAISONNEUX :
- en CHIFFRE D'AFFAIRES et l'EXPORTATION, la Division des Systèmes Tactiques (plus de 100 personnes) est spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels de guerre.
Le succès de nos activités se reflète au niveau de l'augmentation constante de nos commandes. Le développement de nos activités nous permet de poursuivre et d'élargir nos équipes d'ingénieurs en offrant de nombreuses possibilités de carrière.

Dans le cadre de nos DÉPARTEMENTS SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

ingénieurs électroniciens de haut niveau

ESE - ENSERG - ENST - ECP - ENIA

Classement au rang 2 à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus devront :
- participer au développement de systèmes électroniques
- concevoir et mettre au point les équipements d'avant-garde dans les domaines suivants :

- Electronique
- Informatique
- Optique
- Infrarouge, etc.

Connaissance de la langue anglaise appréciée

Libéré des obligations militaires

Envoyer C.V. détaillé + photo et prétentions à M. 71284
CONTEXTE PUBLICITE - 20, rue de l'Opéra - 75001 PARIS
Cedex 01, qui transmettra.

Recherche médicale
DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION
SPECIALISE DANS LE DOMAINE MEDICAL

A. INGÉNIEURS INFORMATIENS

Débuteurs ou 1 à 3 ans d'expérience, pour développement d'applications transactionnelles sur main de main.

B. INGÉNIEUR SYSTÈME CH-HB 66 (GECOS 3)

Envoyer C.V. - CEX 2 - RUE DES FILLES-DU-CALVAIRE - PARIS

Montpellier ville, Comité en
membres, 21 rue de la
Bourbonnais, Montpellier.
Maire Croix-de-Chaveaux.

RECHERCHE
ET
EXPERT-
COMPTABLE

2/3 ans d'expérience révisions
commissariat aux comptes,
D.E.C.S. complet
ou un certificat supérieur.
Adresser C.V. détaillé + photo
à M. RICHARD ASSOC.
7, avenue Friedland, PARIS-8

COMITÉ EN BREVETE PARIS

INGÉNIEUR BREVETS

EXPERTISE ELECTRONIQUE

Allié et anglais lui, ayant de préférence
quelques années d'expérience.

Envoyer C.V. détaillé + photo
à M. RICHARD ASSOC.
7, avenue Friedland, PARIS-8

BOURDON
leader français de la manométrie

AUDIT filiales étrangères

PROFIL :
- anglais impératif, espagnol souhaité ;
- formation supérieure gestion et comptable.
- D.E.C.S. apprécié ;
- expérience importante en audit ;
- maîtrise des langues étrangères.

MISSION :
- contrôle budgétaire - trésorerie ;
- amélioration des procédures comptables et administratives des filiales ;
- des relations filiales, siège ;
- pour implantations commerciales.

Le poste implique de nombreuses missions à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à M. BOURDON
Service des Ressources
S.E.I. 11 Diderot - 75005 PARIS

SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE

IMPORTANCE NATIONALE

ATTACHÉ DIRECTION JURIDIQUE

En son Droit Immobilier dans service juridique,
pour la promotion ou expérience,
dans le secteur immobilier pour faire partie d'une
équipe assistant les directeurs de programmes dans
le montage et le suivi des opérations. La préparation
de la vente, des baux, des promesses (pro-
mises de vente, constitutions, etc.).

Envoyer C.V. à M. BONNEMATON.
S.G.M.I., 104, boulevard Haussmann, 75001 PARIS.

Société fabricant
et distributeur des réactifs
de diagnostic et produits
biologiques, recherche

UN RESPONSABLE REGIONAL ITINERANT

pour développer les ventes
auprès d'une clientèle
de laboratoires d'analyses
médicales et laboratoires
de recherche.

Niveau S.T.S. biologie,
biochimie.

Adresser C.V., lettre manuscrite
et photo à M. 4.069 M. Bion,
17, rue Labat, 94 Vincennes.

URGENT
Cabinet d'Audit
et d'expertise comptable
recherche

AUDITEURS CONFIRMES
ou en mission
DECS min., libre rapidement,
bonne formation générale
pour mission d'audit
comptable et de procédures
et animation de séminaires,
excellente ambiance
de travail.

Rechercher avec C.V. détaillé,
prétentions et salaire à
GRAMET MAHUM,
174, rue de Courcelles,
75017 PARIS.

Importante entreprise T.P. rech.
COMPTABLE CADRE-DECS
ou BP. Connaissances audit
comptable appréciées - 297-49-25.

Société expertise comptable
Paris 9e recherche
COLLABORATEURS (FRANCE)
niveau DECS ou BP.
1 an exp., cabinet ind.
Tél. 261-32-17.

2/3 ans d'expérience révisions
commissariat aux comptes,
D.E.C.S. complet
ou un certificat supérieur.

Adresser C.V. détaillé + photo
à M. RICHARD ASSOC.
7, avenue Friedland, PARIS-8



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ DE SERVICE INTERNATIONAL

recherche pour son établissement
situé en BRETAGNE-SUD

INGÉNIEUR COMMERCIAL

diplômé, 30 ans minimum

Chargé par la direction de l'établissement
de la prospection, de la rédaction
des propositions et de leurs discussions,
le candidat devra posséder une expérience
permanente plusieurs années
dans ces fonctions, de préférence dans
le cadre de la construction d'ensembles
industriels.

Une très bonne connaissance de la
langue anglaise (parlée et écrite) est
indispensable.

Adresser C.V. et prétention, sous n° 34.092, à
HAYAS ATLANTIQUE PUBLICITE
S.P. 22, 44001 ST-NAZAIRE Cedex, qui transmettra.



aerospatiale BORDEAUX-AQUITAINE

L'ÉTABLISSEMENT D'AQUITAINE (1900 personnes) de l'AÉROSPATIALE met
en oeuvre une technique de pointe et est particulièrement dans le
domaine des MATÉRIELS COMPOSITES et des SYSTÈMES EXCEPTIONNELS
pour l'étude, la réalisation et les essais des missiles balistiques.

NOUS RECHERCHONS :

2 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X, Centrale, Sup Aéro, Mines, ENSTAé, Sup Elec, A & M, ESMA)

Débuteurs ou première expérience.

1 INGÉNIEUR PYROTECHNIQUE

Il devra être capable de concevoir et de réaliser son
activité comportera un aspect :
- la définition
- le suivi du développement
- l'exploitation.

Ces fonctions requièrent des compétences certaines

1 INGÉNIEUR QUALITÉ

(programmes)

Débuteur ou ayant une première expérience
dans des activités développant des systèmes :
- des systèmes complexes, ou
- le sens de la rigueur et du réel
- de bonnes facultés de synthèse.

1 CADRE INFORMATIQUE DE GESTION

de formation IMAE, IIE, ESSEC, SUP de Co.

Il sera intégré au Groupe Organisation et Informatique de l'établissement en
place de l'Informatique.

Les postes sont à pourvoir à notre Établissement de SAINT-MEDARD EN JALLES (A & M) ou à
BORDEAUX, au milieu des plus modernes équipements de la recherche.

Nous recherchons notre candidat avec photo à AÉROSPATIALE
DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES - BP. 11 - 33160 SAINT-MEDARD EN JALLES ISSAC.

BUREAU D'ÉTUDE DE L'ADMINISTRATION
DE LILLE
recherche pour le service informatique

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Répondre d'une équipe d'études. Profil souhaité :
diplôme d'ingénieur grande école scientifique, expé-
rience professionnelle nécessaire, aptitude à l'ensei-
gnement et aux relations avec les clients.

Env. cv. curriculum vitae manuscrit s/n 81.885 M.
RUE-PRÉFECTURE, 83 bis, rue Béarnaise, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche

JEUNE INGÉNIEUR E.T.P. BATIMENT

pour la promotion immobilière
- Activité en Normandie.
- Salaires à l'échelle.

Env. C.V. et photo à JD/190 HAYAS
S.P. 207, 44001 ST-NAZAIRE Cedex.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses
classées tout ce qui comporte allégation ou indi-
cations fausses ou de nature à induire en erreur
ses lecteurs.

Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive
s'était glissée dans nos colonnes, nous prions ins-
tamment nos lecteurs de nous la signaler en nous
écrivant :

LE MONDE, Direction de la Publicité,
5, rue des Italiens, 75005 PARIS.

TOUS LES VENDRE
RECHERCHES D'EMPLOI POUR

PROPRIÉTÉS

AFFAIRES

L'UN DES PREMIERS PRODUCTEURS MONDIAUX DE MACHINES AGRICOLES EN FAILLITE ?

Le gouvernement canadien et les milieux financiers hésitent à venir en aide à la firme Massey-Ferguson

Montréal. — Les jours de Massey-Ferguson, l'un des tout premiers producteurs mondiaux de machines agricoles, sont comptés. L'hypothèse d'une faillite de la multinationale canadienne, qui emploie quarante-sept mille salariés dans le monde, dont quatre mille sept cents en France, est de plus en plus sérieusement envisagée depuis que le gouvernement canadien a refusé, la semaine dernière, de s'engager à participer dans l'immédiat à un plan de sauvegarde. Le peu d'empressement des milieux financiers de Toronto, où se trouve le

siège social de Massey-Ferguson, à se porter au secours de la firme semble indiquer que les risques sont trop élevés et que celle-ci ne pourra pas passer le cap du 1^{er} novembre, date à laquelle elle doit rembourser une partie de son énorme dette de 1,5 milliard de dollars, pour un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de dollars. C'est du moins le sombre tableau que les journaux canadiens présentent depuis quelques semaines et qui contraste avec l'optimisme discret du principal banquier de Massey-Ferguson, la Canadian Imperial Bank of Commerce.

Les difficultés de Massey-Ferguson ont commencé en 1977. Le ralentissement mondial des ventes d'engins agricoles a durement pénalisé le groupe, qui était engagé dans une politique financière imprudente et dont l'endettement était, selon les milieux financiers, excessif. De plus, le transfert de certaines activités en Europe, notamment en Grande-Bretagne et en France, décidés à un moment où le dollar était fort, a donné des

De notre correspondant résultats inverses à ceux escomptés, puisque la baisse ultérieure de la devise américaine a renchéri le prix des machines agricoles fabriquées dans les usines européennes et destinées au marché nord-américain. Après avoir réalisé des bénéfices de plus de 100 millions de dollars en 1979, le groupe enregistrait un déficit de 387 millions de dollars en 1978.

SOCIAL

LORS DE LA PRÉSENTATION D'UN LIVRE DE M. KRASUCKI

M. Ségué : la rupture avec la C.F.D.T. n'exclut pas toute action unitaire

Il a été beaucoup question de la C.F.D.T. durant la conférence de presse que M. Ségué a donnée le 8 octobre, pour présenter le dernier livre de M. Krasucki, son quasi alter ego à la C.G.T., publié sous le titre *Syndicats et unité*. Il était naturel qu'une attention particulière soit portée aux problèmes « d'unité du mouvement » de la C.F.D.T., a commenté M. Ségué. Il a ajouté : « On a parlé de rupture entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Nous n'avons rompu avec personne, c'est Edmond Maire qui en a pris l'initiative avec un article publié au mois d'août dans l'Usine nouvelle (quotidien de journal du patronat de la métallurgie). Son discours de Nantes ne fait que le confirmer. »

Ce discours n'était-il pas la réponse au document sur l'unité adopté par le comité confédéral national C.G.T. du 16 juin 1980 ? Le texte en question ne rompt avec personne, répète M. Ségué. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'appel commun C.G.T.-C.F.D.T. pour la manifestation du 7 octobre ? « Nous n'avons jamais dit qu'il n'y aurait plus de texte commun entre les deux confédérations », a répondu M. Krasucki. Le *WRAP* a pris l'initiative de la manifestation. Chacun a lancé son propre appel en restant lui-même. Nous sommes pour la franchise, pas pour l'équivoque. « Nous ne concluons pas de la situation actuelle que rien n'est plus possible, dans le domaine de l'unité, au niveau confédéral », a poursuivi M. Ségué. Sur le fascisme, le racisme, il n'y a pas de différences entre la C.G.T. et la C.F.D.T., a encore déclaré M. Ségué, avant d'ajouter : « Je l'ai écrit dans mon livre *Lutte anticommuniste* est une forme de racisme. »

Dans un style très libre, M. Krasucki retrace une chronique de ces dix dernières années, il y puise la confirmation que, pour la C.G.T., il n'y a pas de crise du syndicalisme. Contre la

« tristesse », l'action des travailleurs, qu'il juge d'une « densité exceptionnelle », reste basée sur la lutte des classes ; conception que la C.G.T. « qui a bien changé » maintient « plus solide que jamais et aussi beaucoup plus élaborée ».

Ce changement, M. Krasucki en parle en rappelant les enseignements de « l'expérience de l'union autour du programme commun de gouvernement de la gauche », qui, « trop souvent », a « dévié le propre programme de la C.G.T. ». Le congrès de 1978 en a tiré « des conclusions concernant la contribution syndicale indépendante, originale de la C.G.T. à la lutte politique d'unité ». La C.G.T. ne connaît pas la concurrence « syndicale » ni la « situation de manque » qu'éprouve, par exemple, la C.F.D.T. « quand elle a la demande d'être à la fois un syndicat et un parti ». Dans les principaux domaines de la lutte des classes, les analyses de la C.G.T. sont « voisines de, ou convergentes avec celles du P.C.F. sans entamer son indépendance. Le « réalisme » ne saurait consister à « rétrograder », le réformisme, y compris au niveau international, ne conduisant qu'à l'impasse, répète-t-il. Dans sa volonté de faire « la clarté », il cloue une fois de plus au pilori la C.F.D.T. et son « recentrage ».

Le vrai débat, c'est la dimension des luttes, leurs objectifs, le refus de l'austérité ; M. Ségué a vu, dans les luttes, c'est lui qui « a pris l'initiative, à Nantes, le 4 septembre, de rompre l'unité d'action au plan confédéral ». Enfin, si les limites juridiques de la période électorale dispensaient M. Krasucki de parler de l'affaire afghane, le post scriptum lui permet de dire « oui à la Pologne ». — J. R.

★ Editions sociales. Notre temps. Tribune, 148, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.

L'année suivante, Massey mettrait sur pied un vigoureux plan de redressement qui se traduirait par des licenciements massifs (vingt mille personnes sur soixante-sept mille) et par la vente d'une dizaine de sociétés en Afrique du Sud, en Argentine, au Brésil, en Écosse (les activités de la société Harvester productions étaient transférées à Marquette-Lille, en France) et en Espagne où Motor Iberica était vendue au groupe japonais Nissan. Cette reorganisation ne semble pas avoir produit les effets espérés puisque après un maigre bénéfice, en 1979, de 37 millions de dollars, le groupe a déjà annoncé un déficit de près de 63 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1980. L'augmentation brutale des taux d'intérêts à encore aggravé la situation financière de Massey qui doit rembourser cette année 500 millions de dollars d'intérêts d'un prêt et espère obtenir, comme l'année dernière, un surcroît de la part de ses créanciers, notamment la Canadian Imperial Bank of Commerce et la Dresdner Bank.

Sollicités au cours de l'été, le gouvernement canadien et la province d'Ontario avaient déjà refusé d'acheter des actions ou d'offrir leur garantie pour la moitié de l'augmentation de capital proposée par Massey-Ferguson (800 millions de dollars au total). Ces garanties gouvernementales auraient permis d'injecter le secteur privé à l'opération puisqu'elles en diminueraient sensiblement les risques. Plusieurs raisons expliqueraient le refus d'Ottawa et ses hésitations actuelles : Massey-Ferguson ne veut pas s'engager à garantir les six mille emplois de ses usines canadiennes, la baisse des ventes ne saurait durer puisque la récession est temporaire et que le marché des machines agricoles est sain.

Devant l'impasse, le groupe Argus a décidé la semaine dernière de vendre ses parts de Massey-Ferguson (16,4 %) aux deux fonds de retraite de la société. Le ministre canadien de l'Industrie, M. Herbert Gray, a annoncé le lendemain que son gouvernement l'avait autorisé à « collaborer étroitement avec le groupe en difficulté, avec son principal créancier et avec d'autres bailleurs de fonds éventuels pour trouver une solution financière ». Depuis les négociations se poursuivent dans une grande discrétion, ce qui favorise les rumeurs notamment celles portant sur l'intérêt qu'aurait manifesté les Japonais pour une participation dans la société canadienne ou pour son rachat. Selon un porte-parole de la Canadian Imperial Bank of Commerce, cette rumeur est sans fondement, ne serait-ce qu'en raison des dispositions de la loi sur les investissements étrangers.

BERTRAND DE LA GRANGE.

SIDÉRURGIE

LA CRISE DE L'ACIER EUROPÉEN

La perspective d'un contingentement autoritaire de la production soulève de vives réticences en Allemagne fédérale

Les Allemands ont essayé, mercredi, d'obtenir une nouvelle convocation du conseil des ministres de Neuf avant de se prononcer sur l'opportunité de déclencher l'état de crise manifeste. M. Davignon, le commissaire chargé de la politique industrielle, est parvenu à convaincre au moins partiellement cette démarche dont, pensait-il, l'effet psychologique démobilitateur aurait pu être désastreux. Bonn a cependant obtenu que les délais de réponse

soient prolongés, et les Allemands vont tenter de mettre à profit cette période pour obtenir une répartition du contingentement plus favorable à leur industrie. Cependant, jeudi 9 octobre, à Dunkerque, M. Giscard d'Estaing a déclaré que M. Schmidt lui avait donné la veille, par téléphone, l'assurance que Bonn ne bloquerait pas le plan de rétablissement de la sidérurgie.

Mardi 8 octobre, lors de la réunion du conseil des ministres de Neuf à Luxembourg, M. Schleicher, le secrétaire d'État allemand à l'économie, s'était résigné à ce qu'il n'y ait plus de délibération du conseil des ministres avant le vote sur l'article 58 et à ce que celui-ci ait lieu par écrit. C'est cet engagement, certes non définitif puisque le cabinet fédéral ne s'était pas encore saisi du dossier, que M. Lambdardoff, le ministre fédéral de l'économie, s'employa mercredi à remettre en cause : « Il nous faut avoir une vision aussi complète que possible de ce qui va nous arriver avec un régime de quotas de production. Pour l'instant, nous ne disposons pas suffisamment d'informations. C'est pourquoi une nouvelle session du conseil est nécessaire. C'est la condition indispensable pour parvenir à un accord des neuf de bonne qualité », indiquait-on mercredi, de source allemande, ajoutant cependant, ce qui allait dans le sens de la conciliation, que « vraisemblablement la R.F.A. au moment du vote n'inviterait pas ses « intérêts essentiels » pour opposer un veto à la mise en œuvre de l'article 58.

À Bruxelles, à Paris, ce fut la déception, nous indique notre correspondant Philippe Lemaitre. Mais la Commission réagit vite et apparemment avec succès : Bonn accepte qu'il n'y ait pas de nouvelle convocation du conseil, obtient cependant en contrepartie que la durée de la procédure écrite (utilisée pour le vote) soit prolongée. Voici les principaux passages du communiqué publié mercredi soir par le porte-parole de la Commission : « La Commission a pris contact avec Bonn. Elle a confirmé son intention de mettre à la disposition de tous les États membres d'ici la fin de la semaine prochaine toutes les informations nécessaires concernant les modalités du plan de contingentement de la production de l'acier qu'elle se propose de mettre en œuvre. Compte tenu de ces informations et de ces assurances, les autorités fédérales n'insistent pas sur la convocation d'un conseil des ministres dans la mesure où les

délais de la procédure écrite seront prolongés. La Commission a également pris contact avec la présidence. Le COREPER (Comité des représentants permanents des Neuf) se réunira lundi 13 octobre pour examiner les problèmes relatifs à la poursuite de la procédure écrite sur le plan formel. »

« La prolongation de la procédure écrite n'ajoute en aucune façon des préparatifs de la décision finale de la Commission. » Autrement dit, M. Davignon a toujours la ferme intention que la phase de préparation de l'entente soit bouclée pour le 22 octobre et que le nouveau plan antérieur puisse commencer à fonctionner à cette date.

Une affaire de principe

Comme nous le rappelle notre correspondant à Bonn, Jean Wetz, il s'agit pour les Allemands d'une question de principe. Pour la première fois depuis trente ans, les autorités européennes voudraient restreindre la liberté des décisions des entreprises. En l'occurrence, même les syndicats ouvriers, qui inclinent parfois au dirigisme économique, ne sont pas d'accord pour l'action envisagée au sein de la Communauté. Attitude compréhensible, dans la mesure où elle entraînerait sans aucun doute la perte de quelque vingt-cinq mille postes de travail alors qu'au cours des dernières années plus de quinze mille sidérurgistes ouest-allemands ont déjà perdu leur emploi. Autrement dit, la crise de l'acier ne figure en aucune manière parmi les problèmes qui divisent sociaux-démocrates et libéraux au moment où il s'agit pour les deux parties de définir les bases d'une nouvelle coopération pour les quatre ans à venir. Même ceux des membres du S.P.D. qui souhaitent

une économie planifiée ne sont donc nullement enclins à défendre les projets élaborés à Bruxelles.

Du point de vue de la République fédérale, en effet, les propositions communautaires reviennent à pénaliser l'industrie privée de la R.F.A., qui continue d'être « performante » parce qu'elle a su se restructurer à temps, et cela aux dépens des entreprises « subventionnées » dans les autres pays de la Communauté, et ce au détriment des consommateurs et des contribuables.

Rien de tout cela ne signifie qu'à Bonn on ne veuille pas reconnaître la situation difficile de la sidérurgie européenne. Le sentiment, dans les milieux politiques comme dans ceux de l'industrie, est cependant que les règlements envisagés à Bruxelles ne sauraient fonctionner si, en même temps, la Communauté ne se décidait pas à fixer des prix minimum pour l'acier et à limiter de façon très stricte les importations de l'étranger. Or il s'agit là d'une perspective considérée comme menaçant à une catastrophe économique aussi épouvantable que celle des années 30.

Pour l'instant, il semble que les autorités de Bonn veuillent tout gagner du temps en vue d'obtenir finalement une répartition des contingentements de production aussi favorables que possible pour leurs propres industries. On ne saurait exclure cependant, si un accord volontaire entre les producteurs d'acier en Europe occidentale s'avérait finalement impossible, que les industriels comme le gouvernement de la R.F.A. soient portés à envisager une très sérieuse contre-attaque en dénonçant dans d'autres domaines les principes mêmes de subventions communautaires aux branches industrielles incapables de survivre par leurs propres moyens.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U.	4,1890 4,1890	— 90 — 85	— 110 — 75	— 215 — 145
\$ can.	2,5835 2,5928	— 25 + 10	— 5 + 25	— 35 + 35
Yen (100) ..	1,9940 1,9975	— 10 + 15	— 5 + 35	— 110 + 150
DM 2,2180 2,2205	+ 45 + 70	+ 100 + 130	+ 365 + 420	
Florin 2,1325 2,1345	+ 45 + 70	+ 100 + 130	+ 365 + 420	
F.S. (100) .. 14,8330 14,8590	+ 55 + 70	+ 100 + 130	+ 365 + 420	
F.S. 2,5515 2,5560	+ 125 + 155	+ 275 + 310	+ 815 + 850	
L. (1 000) .. 8,8100 8,8125	+ 65 + 65	+ 110 + 110	+ 370 + 370	
£ 16,0095 16,0125	+ 410 + 410	+ 325 + 325	+ 695 + 695	+ 1135 + 985

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/1/80	8/1/80	8/1/80	8/1/80	8/1/80	8/1/80	8/1/80	8/1/80	8/1/80
DM 3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
\$ E.-U. 3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
Florin 3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
F.S. 2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4
L. (1 000) .. 16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
Fr. franc. .. 11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avis financiers des sociétés

VOTRE ENTREPRISE

Nos Résultats sont là

2,3 milliards de francs de chiffre d'affaires + 150% en 3 ans.

162 millions de francs de bénéfice net ajusté + 250% en 3 ans.

HARRY WINSTON
of New York
rare jewels of the world

présente
ses dernières créations
ainsi qu'une sélection
de pierres exceptionnelles

BIENNALE DES ANTIQUAIRES
Grand-Palais
du 25 septembre au 12 octobre 1980

(Publishers)
BRAZIL

STATE OF RIO GRANDE DO SUL
SECRETARY OF STATE FOR ENERGY,
MINES AND COMMUNICATIONS
COMPANHIA ESTADUAL DE ENERGIA ELÉTRICA
CEEE

COMPANHIA AUXILIAR DE EMPRESAS ELÉTRICAS BRASILEIRAS
CAEB

**INVITATION TO SUPPLIERS
OF
ELECTRIC AND ELECTRONIC MATERIALS
AND EQUIPMENT
IEEE POWER DISTRIBUTION PROJECT
LOAN NO. 1824-BR**

I - COMPANHIA ESTADUAL DE ENERGIA ELÉTRICA - CEE, established in the State of Rio Grande do Sul, Brazil, has obtained a Loan from World Bank (IBRD), in various currencies equivalent to US \$ 114,000,000 (one hundred and fourteen millions US dollars), and proposes to apply these Loan funds for the financing of a part of the expansion plan of the subtransmission and distribution system covering the period from 1980 to 1984.

II - CEE will utilize the services of COMPANHIA AUXILIAR DE EMPRESAS ELÉTRICAS BRASILEIRAS - CAEB, in the procurement of related materials and equipment.

III - During the next 12 (twelve) months CEE will issue invitations for international bidding for the supply of equipment, materials and services which are grouped in the following Bids:

BID NO.	DESCRIPTION	Approx. Estimated Cost in US\$ Millions
01	CABLES AND CONDUCTORS 1.1 Aluminum conductors ACSE 1.2 Aluminum conductors AAC 1.3 Insulated aluminum conductors class 15 kV	18.9
BID NO.	DESCRIPTION	Approx. Estimated Cost in US\$ Millions
02	1.4 Aluminum 1.5 Bare copper cable and wire 1.6 Galvanized steel cables WATTS/1000 2.1 Single and polyphase 2.2 Demand meters (polyphase) 2.3 Recourse energy meters (polyphase) 2.4 Special measuring equipment (automatic processing) 2.5 Special measuring equipment (semi-automatic processing) 2.6 Instrument transformers TRANSFORMERS AND SUBSTATIONS 3.1 Power transformers 230, 138 and 69 kV 3.2 138 kV mobile substations DISTRIBUTION TRANSFORMERS 4.1 Insulators 5.1 Suspension type insulators mechanical strength 8 and 13 tons 5.2 Insulators (anti-pollution) 03 POWER DISTRIBUTION EQUIPMENT (unit bid) 6.1 Sectionalizers 6.2 Voltage regulators (single phase) 6.3 Capacitor banks 6.4 Oil switches 6.5 Oil circuit breakers 07 MEASURING EQUIPMENT, RELAYS AND CONTROL PANELS 7.1 Instruments 7.2 Relays 7.3 Line, transformer and feeder panels	4.3
BID NO.	DESCRIPTION	Approx. Estimated Cost in US\$ Millions
08	POWER TRANSMISSION EQUIPMENT (Second Bid) 8.1 Circuit breakers 8.2 Power switches 69 kV 8.3 Lightning arresters and discharge counters 8.4 Instrument transformers 8.5 Potential capacitors 8.6 Metal clad switchgear 8.7 Disconnecting switches single phase 8.8 Disconnecting switches three-phase 8.9 Automatic reclosers 09 LIVE LINE MAINTENANCE EQUIPMENT 9.1 Equipment tools and accessories 9.2 Additional equipment 9.3 Hydraulic equipment 9.4 Hot-line tool trailers 9.5 Live-line working equipment 10 INSTRUMENTS FOR TEST & MAINTENANCE 10.1 Equipment for electro-mechanical department 10.2 Equipment for electro-mechanical department 10.3 Equipment for localization of faults in transmission lines 11 TRANSFORMER REPAIR SHOP 11.1 Equipment and instruments for repair and test of transformers 12 METER REPAIR SHOP 12.1 Equipment and electrical test instruments 12.2 Equipment and instruments for laboratory tests	11.6
BID NO.	DESCRIPTION	Approx. Estimated Cost in US\$ Millions
13	CONTROL SYSTEM 13.1 Polyester paper 13.2 Electronic dataconverters & theodolites 14 TELECOMMUNICATION EQUIPMENT 14.1 Microwave equipment 14.2 DEH equipment 14.3 Carrier equipment 14.4 Instrument and test equipment 14.5 Supervision system (Master & Remotes) 15 MISCELLANEOUS (items including hardware, accessories for cables and conductors, counterpoise, terminals, etc.)	0.1

IV - These invitations will be complemented by notification to the Diplomatic Representatives in Brazil, of the World Bank member countries and of Switzerland, at the time the corresponding bidding documents are made available.

V - In the meantime, suppliers and manufacturers who wish to be included in a mailing list to receive the aforementioned bid invitations, are requested to write stating in which bid or group of bids they are interested in participating, by writing to the following address:

COMPANHIA AUXILIAR DE EMPRESAS ELÉTRICAS BRASILEIRAS
CAEB
Attn: Coordenador de Compras - Avenida Rio Branco, 135 - 12º andar.
20-00 São de Janeiro - CEP 20068 - Brasil.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● L'Union laitière normande a annoncé un 5% d'augmentation afin de faire face aux conséquences du boycott de la viande de veau. L'U.N.L., coopérative qui emploie cinq mille salariés et compte quarante mille adhérents dans l'Ouest, contrôle 3% du marché des aliments pour les vaches (poudre de lait). Outre des mesures intérieures d'économie (compression des effectifs, réaménagement des structures de transformation et d'exportation), la coopérative a décidé de suspendre l'application de la loi professionnelle : le paiement du lait aux producteurs et de réduire ses tarifs de trois centimes par litre. — (Corresp.)

Automobile

● Les constructeurs japonais d'automobiles ont décidé de limiter la croissance de leurs exportations en R.F.A. au cours du dernier trimestre 1980. Indique le quotidien Nihon Keizai Shimbun. En effet, annonce le journal économique nippon, les prévisions d'exportations en R.F.A. présentées par les principales firmes japonaises au ministère du Commerce International (MITI) sont fixées pour l'ensemble de l'année à deux cent trente mille unités, soit 30 % de plus qu'en 1979, ce qui suppose un net ralentissement des ventes japonaises en R.F.A. d'ici la fin de l'année, puisque, sur les huit premiers mois de 1980 la progression des ventes a atteint 40,9 % par rapport à l'an passé. — (A.F.P.)

Communauté européenne

● MM. Gaston Defferre et Edgard Tailhades, respectivement président (P.S.) du conseil régional de Provence-Côte d'Azur et du conseil régional de Languedoc-Roussillon, ont annoncé lundi 6 octobre l'intention des socialistes français d'entrer en contact avec leurs collègues italiens, grecs, espagnols et portugais pour évoquer les problèmes de la C.E.E. Les élus socialistes de ces deux assemblées, qui étaient réunis à Avignon, ont expliqué qu'ils entendent étudier avec les socialistes de ces quatre pays « les modalités d'application de la loi existant déjà sur le marché commun et tenir compte d'une réalité : le mauvais fonctionnement de celui-ci ». Ils souhaitent ainsi « donner des moyens concrets à l'esprit de résistance devant empêcher les agriculteurs face à une politique qui les condamne à disparaître d'ici à quinze ans ».

● Les Israéliens souhaitent un renforcement de la coopération économique et financière avec la C.E.E. Celle-ci, ont-ils indiqué le 7 octobre à Luxembourg lors du conseil de coopération C.E.E.-Israël, pourrait être associée à de grands projets, telle l'ouverture d'un canal entre la mer Morte et la Méditerranée ou la construction d'une centrale nucléaire israélienne-égyptienne. Israël est préoccupé par les effets sur ses exportations agricoles de l'adhésion de l'Espagne. Jérusalem voudrait être consulté au cours des négociations. Dans le même temps, ont expliqué qu'ils ne pouvaient prendre aucun engagement et certainement pas associer, fût-ce de manière indirecte, leurs partenaires méditerranéens à la

négoce. La Communauté dépendant s'efforcera de prendre en considération le problème des exportations israéliennes. — (Corresp.)

Etranger

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

● La balance des paiements ouest-allemande s'est soldée, en août, par un déficit de 868 millions de DM sur la base des opérations courantes et des mouvements de capitaux. En juillet elle avait enregistré encore un excédent de 1,2 milliard de DM. Le déficit d'août a été provoqué notamment par le solde négatif de la balance commerciale (moins 133 millions de DM), le premier excédent en R.F.A. depuis quinze ans. Il se décompose en un déficit courant de 3,96 milliards de DM et un excédent de 3,7 milliards de DM des opérations de capitaux. Pour les huit premiers mois de 1980, le solde négatif de la balance des paiements (transferts courants et mouvements de capitaux) s'élève à 10,6 milliards de DM, alors qu'il n'atteignait que 5,6 milliards de DM en 1979. — (A.F.P.)

BRESIL

● Les exportations brésiliennes vers les pays de l'Est (U.R.S.S. comprise) ont augmenté de 25,6 % au cours du premier semestre de 1980 par rapport à l'an dernier, ayant représenté 618 millions de dollars. Les importations se sont élevées à 455 millions, en hausse de 15,5 %. La plus forte augmentation des ventes brésiliennes a été enregistrée avec la Roumanie (108,3 %) et la Hongrie (75,7 %). Vers l'U.R.S.S. les exportations ont augmenté de 32,5 % pour atteindre 181 millions de dollars, tandis que les importations de produits soviétiques ont diminué de 18 %. Le Brésil vend essentiellement sur ces pays de l'Est des matières premières (café, cacao, café, soja). — (A.F.P.)

ÉTATS-UNIS

● Le volume des crédits américains à la consommation s'est légèrement accru en août, après quatre baisses mensuelles consécutives. Il a représenté 303,3 milliards de dollars, soit 1,2 % de plus qu'un an plus tôt. En août, les consommateurs ont emprunté 2,6 milliards de dollars, soit 4,5 % de plus qu'en juillet. Ils ont remboursé la même somme, soit 1,9 % de plus que le mois précédent. Le résultat est dû notamment à une augmentation de 5,4 % des prêts à l'achat d'automobiles. Les cartes de crédit représentent également un secteur de nouveau en expansion, les mensualités qui avaient été prises le 14 mars par le FED pour en limiter l'usage, afin de lutter contre l'inflation, ont été

GRANDE-BRETAGNE

● Le pouvoir d'achat réel des Britanniques a diminué de 0,3 % au deuxième trimestre de 1980, après avoir déjà baissé de 1,6 % au premier. L'Office de la statistique britannique a publié la première fois, depuis 1975, qu'un recul est enregistré pendant deux trimestres consécutifs. En août, la participation des dépenses au chômage, les Britanniques ont réduit leurs dépenses de consommation de 2,5 % au deuxième trimestre (à prix constants), mais ont augmenté de 2 % leur épargne, portée ainsi à 15 % du total de leurs revenus nets. La baisse de la consommation a touché toutes les catégories de produits à l'exception des denrées alimentaires, surtout les vins et spiritueux et les automobiles, dont les achats ont diminué de 35 % et 20 % respectivement. Dans le même temps, les salaires et traitements ont augmenté en moyenne de 4,7 %, mais, en raison de l'aggravation du chômage, la masse salariale n'a augmenté que de 3,8 %, un peu moins que la hausse des prix. — (A.F.P.)

ITALIE

● La balance commerciale italienne a enregistré pour les huit premiers mois de 1980 un déficit (1 852 milliards de lire) dix fois supérieur à celui de la même période de 1979 (1 150 milliards de lire). Les échanges de produits pétroliers ont été déficitaires de 11 024 milliards de lire (5 509 milliards depuis août 1979) et ceux de produits agro-alimentaires déficitaires de 3 780 milliards (2 980 milliards l'an dernier). Cependant le secteur textile a enregistré un excédent de 4 722 milliards (contre 4 889 milliards de janvier à août 1979) et celui des produits métallurgiques un excédent de 4 230 milliards (contre 3 950 milliards). — (A.F.P.)

JAPON

● La balance des paiements courants du Japon a été déficitaire de 820 millions de dollars en août. C'est le quatorzième mois consécutif qu'est enregistré un déficit de la balance des paiements courants. Depuis le début de l'année, le budget des paiements extérieurs a atteint 4,4 milliards de dollars contre 4,3 milliards de dollars pendant la même période de 1979.

SUEDE

● La croissance du produit national brut suédois a été de 30 % au cours de la dernière décennie. L'office central des statistiques, qui a procédé à une révision de ses calculs pour les années 1970-1979, a indiqué que cette croissance était de 3 % supérieure à ses précédentes estimations. En 1979, le P.N.B. suédois a atteint 456 milliards de couronnes (autour de francs), soit 20 milliards de plus que l'indiquaient les dernières évaluations. — (A.F.P.)

SUISSE

● La reprise de l'activité en Suisse, qui se poursuivait depuis plus de dix-huit mois, s'est ralentie au cours du troisième trimestre 1980. Selon une enquête de l'Union de banques suisses (U.B.S.), les affaires ont toutefois été meilleures pendant l'été 1980 que pendant la période correspondante de 1979 pour plus de 50 % des entreprises, en raison de la dépréciation des francs suisses du franc suisse. L'essoufflement de la croissance va probablement se prolonger au quatrième trimestre. Les plus optimistes sont ceux des secteurs de l'industrie de la machine-outil, de la chimie, du papier et des arts graphiques. — (A.F.P.)

● L'indice suisse des prix à la consommation a été stable en septembre. En un an, par rapport à septembre 1979, les prix se sont accrus de 3,8 %. Le mois dernier, les prix ont augmenté dans le secteur de l'habillement (1,5 %), alors que les prix de l'alimentation restaient stables et que ceux des groupes chauffage et éclairage (1,7 %) et des transports et communications (0,4 %) baissaient. — (A.F.P.)

Social

● Lock-out à l'U.I.E. de Cherbourg : le tribunal se déclare incompétent. — Le juge des référés de Cherbourg (Mayenne), saisi par la C.G.T. au sujet du lock-out à l'U.I.E. (Union Industrielle d'Entreprises), s'est déclaré incompétent. Mercredi 8 octobre, les chantiers sont restés fermés. Les six cents salariés avaient trouvé chez les portes de l'entreprise l'interdiction de pénétrer dans la zone de la décision de lock-out prise vendredi par la direction après « des manœuvres qui, sous couvert de revendications salariales, visent manifestement à désorganiser l'entreprise ». Les salariés en grève depuis le 26 septembre réclament une augmentation de salaire uniforme de 400 F par mois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Moulinex			
RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1980 ET COMPARAISON AVEC CEUX DU PREMIER SEMESTRE 1979			
Les comptes du premier semestre 1980 — non consolidés — se présentent comme suit, comparativement à ceux de la même période pour 1979. (En millions de francs)			
	1 ^{er} semestre 1980	1 ^{er} semestre 1979	
A) Rappel des ventes hors taxes	886 161	889 029	
B) Bénéfice brut avant amortissements et provisions non compris les dividendes à recevoir des filiales étrangères	154 010	128 518	
— En plus :			
— 50 % des dividendes à recevoir des filiales étrangères, au titre de l'exercice précédent	+ 1 703	+ 2 132	
— Profits hors exploitation	+ 1 523	+ 4 251	
— En moins :			
— Amortissements	- 55 298	- 62 718	
— Provisions pour pertes et charges	- 339	- 443	
— Provisions pour pertes et charges	- 12 339	- 8 000	
C) Bénéfice avant impôts, provision pour investissements et participation	89 255	62 180	
— Pour 1980, reprise de la provision pour investissements 1979, base participation 1974 échue après 5 ans	+ 17 609	+ 14 330	
— Réduction pour 6 mois	- 6 740	- 4 340	
— De la participation égale	- 36 771	- 25 201	
— De la provision pour investissements, base participation exercice précédent	- 12 738	- 11 229	
D) Bénéfice net final	50 625	35 008	

Le poste provision pour pertes et charges comprend une provision de 5 000 000 de francs destinée à couvrir les risques de dépréciation provenant des titres de la filiale américaine. Malgré une sensible amélioration, les résultats de cette filiale restent encore déficitaires en 1980.

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

Bâti le 23 septembre 1980 sous la présidence de M. Jacques Moreau, le Conseil d'Administration de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif a procédé à l'examen de l'activité du Crédit Coopératif au cours des huit premiers mois de 1980.

Une forte progression a été enregistrée : le Groupe a en effet versé pendant cette période à ses sociétaires et usagers de l'économie sociale 1 151,1 millions de francs de concours à moyen et long terme contre 847,3 millions de francs pour les huit premiers mois de l'année passée.

Le Conseil a également adopté les modalités juridiques et financières prévoyant la réalisation du transfert du 10 % social du Crédit Coopératif à la Défense, dans un immeuble neuf en cours d'édification.

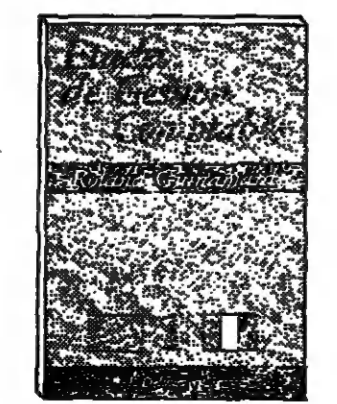
DARTY GROUPE DARTY

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1980-1981 (fin août 1980) a été élevé à 212 853 000 francs, en progression de 24,4 % sur celui de l'exercice précédent.

A structures juridiques comparables (les ventes de Darty Provence Méditerranée, dont l'activité a démarré au début du mois de juin 1980, étant exclues), l'accroissement des ventes du Groupe atteint 23,3 %.

(Publishers)
M. GÉRARD, Joailliers
Département brillants
2, Avenue Montaigne, PARIS-8
Tél. : 1 722-70-00

Prix d'un brillant rond
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
175.209 F T.T.C.
+ commission 4,30 %



PROSCOP MEDIA 1980

PROSCOP MEDIA
vient
DE PARAITRE
25, rue Marbeuf, 75008 Paris
Tél. : 720.99.70

مكتبة الأصيل

LES MARCHÉS

ÉTRANGER

LA FIRME JAPONAISE CANON VA FABRIQUER EN CHINE DES APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES

Canon, le grand fabricant japonais d'appareils photographiques, a signé un accord de fabrication et de coopération technique avec la Chine. Aux termes de cet accord conclu avec le Bureau Industriel d'Optique de la ville de Pékin, Canon — qui a dû accepter une participation financière chinoise — fabriquera en Chine (à partir de l'année prochaine) des appareils photos et des appareils de microscopie. Dans un premier temps, la firme japonaise fournira tous les composants, seul le montage des appareils étant effectué en Chine (dix mille appareils photo sont prévus pour les six premiers mois). La production — vendue sous la marque Canon — sera émise sur le marché chinois. Ce n'est que plus tard que les appareils Canon, dans lesquels entrent progressivement des éléments fabriqués en Chine, seront réexportés au Japon pour être vendus sur le marché mondial.

La stratégie des responsables de Canon — que nous correspondants à Tokyo, Philippe Foss, a interrogé — en dit long sur le pari fait sur l'essor de la Chine au système occidental : la firme japonaise envisage par conséquent et simplement de faire de la Chine une de ses bases pour la fabrication en grande série des appareils photographiques. Le marché chinois est lui-même très « dangereux » : seuls les appareils japonais ont été commercialisés cet été.

Sollicitée pour limiter les importations d'automobiles

LA COMMISSION AMÉRICAINE DU COMMERCE INTERNATIONAL ENTAME DES AUDITIONS.

La commission américaine du Commerce International a entamé mercredi 8 octobre l'examen des propositions visant à limiter les importations d'automobiles étrangères aux États-Unis. Le groupe Ford et le syndicat américain de l'automobile U.A.W. ont demandé à la commission de considérer la pénétration étrangère comme un « dommage sérieux » causé à l'industrie et lui ont suggéré l'un de mettre en place des quotas pendant trois ans, l'autre de réserver les droits de douane de 25 % à 35 % sur les automobiles. La commission devra fournir ses recommandations le 24 novembre à M. Carter, qui aura à se prononcer dans les semaines jours.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDRES

2. LA VOIE POLONAISE : « L'histoire des Polonais », par Paul Thibaut : « De la catastrophe de la Pologne à celle de la Pologne », par Vassiliev : « Le projet : le nationalisme de la vertu », par Jean Cusset-Blanc.

ÉTRANGER

3. EUROPE : M. Jagielski apparaît comme l'homme fort du gouvernement remanié.
4. ASIE
4-5. PROCHE-ORIENT : La guerre irano-irakienne et ses répercussions.
7. AFRIQUE
— LE CONFLIT SAHARIEN : les forces marocaines continuent de bloquer les voies d'infiltration du Polisario.

POLITIQUE

8-9. Du dossier de Broglie à l'offensive Poniatowski (II), par Michel Bole-Richard.

SOCIÉTÉ

11 à 13. L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC.
12. JUSTICE.
22. ÉDUCATION.

LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : Sylvie Coster, Thierry Haumont.
— La voix poétique de Tchicaya U Tamsi.
— Delaunay et Guattari dans leur machine délirante.
16. L' VIE LITTÉRAIRE.
17-18. ROMANS : « Les Enfants de la Diaspora » ; « Amertumes algériennes ».
19. SCIENCES HUMAINES : Il y a huit ans, « l'Anti-Édipe ».
20. AFRIQUE : le dernier cri d'angoisse de la « Démocratie ».
21. LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : l'œuvre érudite de Ludwig Hohl.

CULTURE

24. CINÉMA : « le Coup du parapluie ».
— PHOTO : les voyages de Martine Fréchet.
25. MUSIQUE : Stravinski rejoint... avec Boulez et Abbado.

RÉGIONS

32. Le voyage du président de la République dans le Nord-Pas-de-Calais.

ÉCONOMIE

33. AFFAIRES : Messey-Ferguson, l'un des premiers producteurs mondiaux de machines agricoles, en faillite ?
— SIDERURGIE : la crise de l'acier européen : la perspective de confinement de la production contre des réductions en R.F.A.
34. ÉTRANGER.

RADIO-TELEVISION (27)
INFORMATIONS
SERVICES (31)
Vis quotidiennes : Météorologie, Mots croisés, Journal officiel, Loterie nationale, Loto.
Annonces classées (28 à 30) : Carnet (22) : Programmes spectacles (26 et 27) : Bourse (35).

● Une conversation-rencontre consacrée à Jos Bouquiel se tiendra ce jeudi 9 octobre, à 18 h 30, à la salle d'actualité du Centre Georges Pompidou. Chantaline Amon (des Cahiers du double), Gérard Boillier (Editions Verdier) et Jean Milster, secrétaire perpétuel de l'Académie française, participeront à cette réunion qui sera animée par Tristan Cabral.

Le numéro du Monde, daté 9 octobre 1980 a été tiré à 550 333 exemplaires.

CRÉATEURS
D'ENTREPRISE
Votre siège à Paris
de 80 à 250 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A.
58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris
Tél. 01 42 25 59 59
Tél. : 01 42 25 59 59

A B C D E F G

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

M. Giscard d'Estaing souhaite qu'en dix ans le trafic du port de Dunkerque rattrape celui d'Anvers

M. Valéry Giscard d'Estaing est arrivé jeudi matin 9 octobre à Dunkerque, première étape de son voyage dans le Nord-Pas-de-Calais. Après avoir atterri sur l'aéroport de Calais, il a visité les installations de la gare maritime du port autonome de Dunkerque, puis la centrale nucléaire de Gravelines (c'était la première fois que le chef de l'Etat visitait une telle centrale). C'est en quittant

la gare maritime que M. Giscard d'Estaing a appris « avec beaucoup de peine », a-t-il dit, le décès d'Alexandre Sanguinetti.

Le président de la République s'est ensuite rendu dans la ville de Dunkerque où il a été accueilli par le maire, M. Claude Prouvoeur (ma), prés.

De notre envoyé spécial

De ville, le chef de l'Etat devait ensuite répondre à M. Claude Prouvoeur qui, dans son allocution d'accueil, lui avait « confié les expériences de Dunkerque ». M. Giscard d'Estaing s'est alors livré à quelques réflexions sur sa fonction : « La fonction de président de la République, a-t-il dit, n'est pas une fonction à caractère politique, mais une fonction à caractère public et national. Il a noté que cette fonction conduisait parfois à un certain « isolement » par rapport aux réalités. « D'où l'intérêt des contacts humains, des rencontres et des poignées de main avec le public. »

Un entretien téléphonique avec M. Helmut Schmidt à propos de l'acier

Au cours du discours qui a suivi, le chef de l'Etat a fait savoir qu'il avait eu la veille au soir un entretien téléphonique avec le chancelier Helmut Schmidt et que celui-ci lui avait assuré que l'Allemagne fédérale ne bloquerait pas le plan de rétablissement de la sidérurgie européenne (lire page 33). A propos de Dunkerque, le chef de l'Etat a indiqué : « Il ne faut pas oublier le port de Dunkerque, mais poursuivre l'adaptation

de ce port aux techniques et aux navires les plus modernes. Pour cela, la construction du quai à conteneurs sera engagée dès 1981. L'Etat apportera, pour cette première tranche, une contribution financière de 54 millions de francs, représentant 60 % du coût d'investissement. »

« J'ai demandé, en outre, au gouvernement, a poursuivi le chef de l'Etat, d'étudier les modalités techniques et financières du raccordement des ports de Calais et de Dunkerque avec le réseau autoroutier belge. » Après avoir rappelé que le trafic de marchandises de Dunkerque demeure dix fois inférieur à celui de Rotterdam, le président de la République a proposé aux responsables et aux élus de donner au port de Dunkerque « une grande ambition » : « rattraper en dix ans le niveau de trafic d'un de ses grands concurrents du nord-ouest de l'Europe » (il faisait allusion à Anvers).

M. Giscard d'Estaing a encore souligné que l'Etat aiderait le département du Nord à protéger la côte située entre la ville de Dunkerque et la frontière belge, et qu'il accorderait une subvention d'un musée d'art contemporain.

M. Giscard d'Estaing a ensuite déjeuné avec les élus et les responsables du port. Il devait se rendre dans l'après-midi à Cassel, puis à Lille.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

CZESLAW MILOSZ, PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE

Le plus grand poète vivant de la Pologne

Il y a plus d'un demi-siècle que le nom de Miłosz aurait dû illustrer le palmarès du prix Nobel. Peut-être a-t-il pâti de ce que, Lithuanien, il fut un grand poète français. Le neuvième, lui, n'aurait que dans sa langue, qui lui n'est que dans sa langue, été considéré à son tour — fait sans doute unique dans une même famille — comme le plus grand poète vivant de la Pologne.

On ne le sait pas assez en France, et moins encore qu'un véritable culte authentiquement populaire est rendu à l'exilé, Czesław Miłosz était sans doute le premier dans la pensée des ouvriers de Gdansk quand ils ont mis au nombre de leurs revendications la levée de l'interdit qui frappait les écrivains émigrés. C'est ainsi que vient d'être immédiatement publiée à Varsovie son Ecclésiaste, extrait de la Bible qu'il a entrepris de traduire directement de l'hébreu et dont on dit que sa version est admirable.

Nous sommes quelques-uns à nous souvenir de l'arrivée de Miłosz à Paris, en 1951. Il fut reçu par un petit nombre d'écrivains européens, les exilés et les nés dans le pays, et sans trop de bruit. Il n'était pas le héros d'une évasion spectaculaire, dénonçant les horreurs de la tyrannie pour l'édification du monde libre. Il venait dire et c'était plus grave, pourquoi un homme de formation catholique, attiré par le marxisme et qui avait adhéré avec confiance au régime soviétique, était sans y être contraint, bien au contraire, attaché de lui-même à son pays.

À une époque où il s'en fallait que les dissidents fussent accueillis et soutenus presque unanimement, il y avait quelque chose de héroïque à quitter la situation très confortable faite au poète au traducteur de Shakespeare et

au diplomate qu'était alors Miłosz : coupé de son langage et de son peuple, l'écrivain cesse d'exister. Celui-ci était parti, simplement parce qu'il ne pouvait plus « respirer » dans « les cercles où méconnaissent l'homme, son mystère et une insupportable abominable ».

Il apporte son témoignage, décrit son expérience, affirme ses certitudes dans la pensée captive publiée à Paris, en même temps que la Prise du pouvoir, roman de l'insurrection de Varsovie (1953). Suivirent une autre Europe, récit autobiographique ; puis un autre roman, Sur les bords de l'Isa. En dépit de ce très beau livre chargé de poésie, C. Miłosz faisait figure d'étranger, on méconnaissait l'homme qu'il est, essentiellement. Ses amitiés efficaces ne pouvaient suffire à compenser une certaine solitude et la demi-indifférence d'un public qui ne lui avait pas porté une digne attention. D'où l'importance d'une œuvre déjà forte d'une dizaine de volumes, dont les recueils de poèmes des années 30, véritablement prophétiques, les poèmes de l'exil.

C. Miłosz a su fixer aux États-Unis, où l'attention, puis l'admiration, ne lui furent pas marchandées. Au point qu'il était presque autant le candidat américain au Nobel que le polonais.

Czesław Miłosz a obtenu le prix littéraire européen pour la prise du pouvoir, son œuvre, comme celles de Gombrowicz, ont été publiées — dans le texte original — aux éditions « Kultura ».

ricain au Nobel que celui du peuple polonais. Parmi ses nombreux ouvrages, et pour en tenir aux plus récents, outre une Histoire de la littérature polonaise en anglais, le seul de ses écrits dans une langue étrangère, il faut citer le livre Ce n'est pas (1977), autobiographie spirituelle et vaste méditation sur la pensée européenne et les avatars de la tradition romantique ; Enfant d'Europe (1980), version française de poèmes qui viennent s'ajouter aux belles traductions de Constantin Jeleński.

Miłosz était, avec Gombrowicz, l'un des auteurs les plus importants de la littérature polonaise. Il est né à la fin du XIXe siècle, dans une famille de la bourgeoisie, à la fin du XIXe siècle, dans une famille de la bourgeoisie, à la fin du XIXe siècle, dans une famille de la bourgeoisie.

Il est né en 1898, dans une famille de la bourgeoisie, à la fin du XIXe siècle, dans une famille de la bourgeoisie, à la fin du XIXe siècle, dans une famille de la bourgeoisie.

Il est né en 1898, dans une famille de la bourgeoisie, à la fin du XIXe siècle, dans une famille de la bourgeoisie, à la fin du XIXe siècle, dans une famille de la bourgeoisie.

M. Alexandre Sanguinetti est mort

M. Alexandre Sanguinetti, ancien ministre, est décédé dans la nuit de mercredi à jeudi 9 octobre, à l'hôpital militaire Bégin, à Saint-Mandé, où il avait été admis il y a plusieurs jours.

En marge du gaullisme institutionnel

Né en 1913 au Calvados, bachelier en droit, licencié ès lettres, Alexandre Sanguinetti est vite apparu comme un nationaliste sourcilieux. Ayant combattu pendant la guerre de 1939-1945, notamment dans les « commandos d'Afrique », il a perdu une jambe lors du débarquement de l'île d'Elbe. Il est décoré de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

S'il s'est vite lancé dans le militantisme politique, Alexandre Sanguinetti, qui avait acquis une vaste culture et une réelle érudition historique, était devenu un spécialiste des questions militaires, passionné de géopolitique et de stratégie.

Attaché au cabinet de M. de Montherlant, ministre de l'économie en 1946, il devient un membre actif de diverses organisations d'anciens combattants qui reprochent aux dirigeants de la IV^e République leur politique algérienne. Il participe, aux côtés de M. Soustelle, à la constitution de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française et, auprès de M. Biaggi, à l'action du Front populaire révolutionnaire. Il devient aussi secrétaire général du Comité d'action des associations d'anciens combattants qui milite pour un changement de régime et appelle de ses vœux le retour du général de Gaulle, en qui il voit le garant de l'Algérie française.

Il participe dès 1958, aux côtés de son ami d'enfance M. Roger Frey, à la fondation de l'U.N.R. Il sera d'ailleurs avec des titres divers la collaborateur personnel de M. Frey dans les divers postes ministériels que celui-ci occupera jusqu'en 1962. C'est ainsi qu'au ministère de l'intérieur, à partir de mai 1961, il est plus particulièrement chargé de la lutte contre l'O.A.S., l'organisation clandestine qui s'oppose à l'accession de l'Algérie à l'indépendance décidée par de Gaulle.

Élu en novembre 1962 député U.N.R. de la 2^e circonscription de la Seine (18^e arrondissement), il se spécialise à l'Assemblée nationale dans les problèmes militaires en devenant rapporteur du budget de la défense. En janvier 1966, il devient ministre des anciens combattants dans le gouvernement Pompidou jusqu'en avril 1967. Battu aux élections législatives de 1967, il est élu député U.N.R. de la 1^{re} circonscription de la Haute-Garonne et devient président de la commission de la défense nationale.

Battu en avril 1973 aux élections législatives, il est élu secrétaire général de l'U.N.R. en octobre 1973. A la même époque, il est nommé par le gouvernement président du conseil d'administration de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer, mais il sera déchargé de ces fonctions après avoir violemment attaqué M. Giscard d'Estaing.

M. Sanguinetti s'était pourtant rallié à la candidature du ministre des finances au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974, après avoir fait campagne pour M. Chaban-Delmas au premier. En décembre 1974, il cède son poste de secrétaire général de l'U.N.R. à M. Jacques Chirac, alors premier ministre, mais il continue de militer activement dans les rangs du mouvement gaulliste, prêt à se présenter à la présidence de la République.

M. Sanguinetti s'était pourtant rallié à la candidature du ministre des finances au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974, après avoir fait campagne pour M. Chaban-Delmas au premier. En décembre 1974, il cède son poste de secrétaire général de l'U.N.R. à M. Jacques Chirac, alors premier ministre, mais il continue de militer activement dans les rangs du mouvement gaulliste, prêt à se présenter à la présidence de la République.

M. Sanguinetti s'était pourtant rallié à la candidature du ministre des finances au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974, après avoir fait campagne pour M. Chaban-Delmas au premier. En décembre 1974, il cède son poste de secrétaire général de l'U.N.R. à M. Jacques Chirac, alors premier ministre, mais il continue de militer activement dans les rangs du mouvement gaulliste, prêt à se présenter à la présidence de la République.

M. Sanguinetti s'était pourtant rallié à la candidature du ministre des finances au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974, après avoir fait campagne pour M. Chaban-Delmas au premier. En décembre 1974, il cède son poste de secrétaire général de l'U.N.R. à M. Jacques Chirac, alors premier ministre, mais il continue de militer activement dans les rangs du mouvement gaulliste, prêt à se présenter à la présidence de la République.

nant des positions très violentes contre le président de la République et tous ceux qui le soutiennent, qu'il regroupe dans ce qu'il appelle avec mépris les « contristes », estimant même : « Mon adversaire est le marxisme et son père naturel le libéralisme ». Il affirme aussi que l'intelligence de M. Giscard d'Estaing n'est pas adaptée à sa fonction.

Député par son échec aux élections législatives de Paris en 1978 dans la quatrième circonscription (13^e arr.), délégué de l'Assemblée nationale, il n'avait pas été choisi comme sénateur. Alexandre Sanguinetti s'était peu à peu de M. Jacques Chirac, auquel il reproche de laisser ses conseillers prendre trop d'importance. Il dénonce la « bande des quatre » (MM. Juillet, Guéna, Pasqua et Mme Géraud) et exprime ses sentiments dans un livre « J'ai mal à ma peau de gaulliste ». Dans un style vif, parfois truculent, il dénonce les idées reçues et se situe de plus en plus en marge du gaullisme institutionnel.

Le même ton se retrouve dans son dernier ouvrage « Lettre ouverte à mes compatriotes corses », qui constitue plutôt une sévère remontrance.

Il donne à ses amis l'impression de se rapprocher du pouvoir exécutif, du moins de modérer sensiblement ses attaques contre le chef de l'Etat. Alexandre Sanguinetti avait néanmoins figuré dans le comité de patronage de la candidature de M. Michel Debré.

Alexandre Sanguinetti, qui se plaignait de son état de santé, avait néanmoins conservé toute sa vivacité et toute sa causticité, mais il exprimait à l'égard des hommes un certain désenchantement qui apparaît dans l'entretien qu'il nous avait récemment accordé (le Monde du 19 septembre). — A. P.

● Le président de la République a adressé à Mme Alexandre Sanguinetti le télégramme suivant : « Je viens d'apprendre avec une grande tristesse le décès d'Alexandre Sanguinetti. La France mesure la perte de cet incomparable animateur de la vie politique, du spécialiste lucide des problèmes militaires, du défenseur passionné de l'unité nationale. Alexandre Sanguinetti laissera l'exemple de la fidélité et du courage. »

● M. Raymond Barre a adressé au nom du gouvernement et en son nom un télégramme à Mme Sanguinetti. Le premier ministre, indiquant qu'on dans son entourage, s'est dit « très attristé » à l'annonce du décès de M. Alexandre Sanguinetti. M. Barre, président-ou, a écrit pour la personnalité, le talent et le courage de M. Sanguinetti une très grande considération.

● M. Jacques Chirac, à l'annonce de la mort de M. Alexandre Sanguinetti, a dit que son premier sentiment était de « tristesse », ajoutant : « Il manquait quelque chose demain dans le paysage politique. »

M. Chirac a également rendu hommage à l'homme qu'a été M. Sanguinetti, « une personne d'une prodigieuse culture, compagnon original dans notre vie politique, qui, aujourd'hui, se sent tout particulièrement concerné. »

● Parmi les sympathisants R.P.R., ces proportions sont de 61 % en faveur de M. Chirac et de 37 % en faveur de M. Debré, 39 % contre 25 % à M. Debré, attribuent à M. Chirac les qualités d'un président de la République. Parmi les sympathisants R.P.R., ces pourcentages sont de 63 % et de 25 %.

Sur l'ensemble des personnes interrogées, 27 % jugent M. Chirac plus « moderne » (M. Debré, 3 %), 51 % plus « ancien » (M. Debré, 20 %). En ce qui concerne la compétence, M. Debré recueille 56 % des opinions, et M. Chirac 25 % parmi les Français, mais parmi les sympathisants R.P.R., le maire de Paris est jugé compétent par 51 % et M. Debré par 42 %.

64 % DES FRANÇAIS S'ATTENDENT À LA CANDIDATURE DE M. CHIRAC

MM. Jacques Chirac et Michel Debré ont dîné en tête à tête, mercredi 8 octobre, à la Maison de l'Amérique latine. Les deux anciens premiers ministres avaient dîné ensemble le 31 mai au domicile de M. Debré, et le 16 janvier 1980 à l'hôtel de Ville de Paris. Depuis

le député de la Réunion a annoncé sa candidature à l'élection, le 30 juin dernier, plusieurs entretiens téléphoniques avec le député de la Corrèze.

Un sondage, effectué par la SOFRES pour le compte d'un groupe de quotidiens de province du 19 au 25 septembre auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, établit que 64 % des personnes interrogées se disent persuadées que M. Jacques Chirac sera candidat à l'élection présidentielle contre 16 % qui pensent le contraire. 41 % des Français considèrent que M. Chirac serait meilleur candidat que M. Debré, et 25 % estiment que le maire d'Amboise serait le meilleur.

Par ailleurs, les sympathisants R.P.R., ces proportions sont de 61 % en faveur de M. Chirac et de 37 % en faveur de M. Debré, 39 % contre 25 % à M. Debré, attribuent à M. Chirac les qualités d'un président de la République. Parmi les sympathisants R.P.R., ces pourcentages sont de 63 % et de 25 %.

Sur l'ensemble des personnes interrogées, 27 % jugent M. Chirac plus « moderne » (M. Debré, 3 %), 51 % plus « ancien » (M. Debré, 20 %). En ce qui concerne la compétence, M. Debré recueille 56 % des opinions, et M. Chirac 25 % parmi les Français, mais parmi les sympathisants R.P.R., le maire de Paris est jugé compétent par 51 % et M. Debré par 42 %.

Listes de
Mariage
260.39.30 - poste 233
AUX TROIS
QUARTIERS

Church's
Innovative English
School
collection complète en plusieurs langues
J. CARTIER
chaussure pour homme
à 30 m de la rue Tranchet
23, rue des Mathurins (P) - Tél. 265.25.85

VENEZ LÉZARDER AU SOLEIL
DE STROPEZ
AU BYBLOS
PHONE: (01) 27.00.04 / TELEX: 470.235

Calculatrices scientifiques depuis 75 F.

Duriez, premier spécialiste indépendant des constructeurs de calculatrices, propose aux étudiants et lycéens toutes les calculatrices scientifiques, fiables et vraiment performantes dans leurs catégories, à des prix promotionnels :
• Idée de calculatrice : TI 30 (75 F) : 8 chiffres, mémoire, 9 trigs, log, exp, notation AOS facile. • Mieux encore : Sharp 506 (189 F) : 10 chiffres, mémoire, A %, log, exp, hyperbol, carré, racine, polaire/cart., 9 trigs, log, exp, n. stat., extra-plate, autonomie 1500 h. • Belle machine. • Satisf. à 100 % sur rembl.

chez Duriez
133, Bd St-Germain, Métro Odéon,
St-Michel et R.E.R. Luxembourg.
Tél. 9 à 19 h. sans dim., dim.

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
A partir de 998 F dans
un choix de 3.000 draperies
Fabrication traditionnelle
ROBES et TAILLEURS
SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, PARIS 10ème.
Du lundi au samedi
de 10 h. à 18 h.

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
A partir de 998 F dans
un choix de 3.000 draperies
Fabrication traditionnelle
ROBES et TAILLEURS
SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, PARIS 10ème.
Du lundi au samedi
de 10 h. à 18 h.

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
A partir de 998 F dans
un choix de 3.000 draperies
Fabrication traditionnelle
ROBES et TAILLEURS
SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, PARIS 10ème.
Du lundi au samedi
de 10 h. à 18 h.